



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 04 du 31 janvier 2007

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 1^{er} février 2007.

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	13
SERVICES REGIONAUX.....	13
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE	13
Secrétariat des licences.....	13
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2006/129	13
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2006/130	13
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2006/131	13
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2006/132	13
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2006/133	13
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2006/134	13
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2006/135	13
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2006/136	13
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2006/137	14
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2006/138	14
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LORRAINE	14
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2006 - 579 en date du 4 décembre 2006 portant nomination des membres du Conseil de l'U.R.C.A.M. de Lorraine	14
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2006 - 557 en date du 30 novembre 2006 portant nomination des membres du Conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Longwy	14
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2006 - 614 en date du 20 décembre 2006 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est	15
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	15
CABINET DU PREFET	15
Bureau des affaires politiques.....	15
Extrait de l'arrêté portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports - promotion du 1 ^{er} janvier 2007	15
Service interministériel de défense et de protection civile	16
Extrait de l'arrêté N° 231/2006/SIDPC du 29 décembre 2006 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (C.C.D.S.A.)	16
Extrait de l'arrêté N° 2006/ 217 /SIDPC du 14 décembre 2006 portant approbation du règlement départemental d'alerte aux crues	17
Extrait de l'arrêté préfectoral N° 220/2006/SIDPC du 27 novembre 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs	17
Extrait de l'arrêté préfectoral N° 221/2006/SIDPC du 27 novembre 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Xeuilley.....	17
Extrait de l'arrêté préfectoral N° 222/2006/SIDPC du 27 novembre 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Xirocourt.....	17
Extrait de l'arrêté préfectoral N° 223/2006/SIDPC du 27 novembre 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Voinémont	17
Extrait de l'arrêté préfectoral N° 224/2006/SIDPC du 27 novembre 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Pont-Saint-Vincent	17
Extrait de l'arrêté préfectoral N° 225/2006/SIDPC du 27 novembre 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Pierreville	18
Extrait de l'arrêté préfectoral N° 226/2006/SIDPC du 27 novembre 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Lemainville	18
Extrait de l'arrêté préfectoral N° 227/2006/SIDPC du 27 novembre 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune d'Haroué	18
Extrait de l'arrêté préfectoral N° 228/2006/SIDPC du 27 novembre 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Bainville-sur-Madon.....	18
Extrait de l'arrêté préfectoral N° 229/2006/SIDPC du 27 novembre 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Ceintrey.....	18
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES.....	18
Bureau des réglementations.....	18
Extrait de l'arrêté portant retrait de l'autorisation préfectorale n° 160	18
Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Vézelize.....	18
Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Frouard	18
Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Longwy	19
Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy	19
Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Laxou.....	19
Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Lunéville	19
Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Saint-Max	20
Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Landres	20
Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Ludres	20
Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Lunéville	20
Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy	21
Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy	21
Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Pompey	21
Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Laneuveville-devant-Nancy.....	21
Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Loisy	22
Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Chaudeney-sur-Moselle.....	22
Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Neuves-Maisons.....	22
Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Longwy	22
Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Pompey	22
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	23
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	23
Extrait de l'arrêté portant désignation du comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du Site d'Importance Communautaire FR 4100233 « Vallée du Madon (secteur Haroué / Pont-Saint-Vincent), du Brénon et carrières de Xeuilley »	23
Extrait de l'arrêté en date du 9 janvier 2007 portant 1°) Déclaration d'utilité publique a) de la dérivation des eaux par les forages n°1 et n°2 de la commune de Francheville b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	23
Extrait de l'arrêté portant régularisation administrative, au titre du code de l'environnement, des ouvrages de prises d'eau appartenant à voies navigables de France.....	25
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique	25
Extrait de l'arrêté complémentaire portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Lunéville et canton de Saint-Nicolas-de-Port.....	25
Extrait de l'arrêté complémentaire portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.....	25
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle	25
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle	26

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle	26
Extrait de décision de la commission nationale d'équipement commercial	26
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	26
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	26
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 19 décembre 2006 (Meuse) et du 10 janvier 2007 (Meurthe-et-Moselle) autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal des eaux de Piennes	26
Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2006 autorisant la dissolution du syndicat intercommunal de la colline inspirée (SICI)	26
Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2006 autorisant la dissolution du syndicat mixte de la colline de Sion-Vaudemont	26
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2006 autorisant la dissolution du syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) du Grand Couronné au 31 décembre 2006 et fixant les conditions de liquidation du syndicat	26
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2006 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire de l'école Charles Perrault entre les communes de Buissoncourt, Gellenoncourt et Haraucourt	26
Extrait de l'arrêté autorisant la communauté de communes du Grand Couronné à exercer la compétence «Production, adduction et distribution d'eau potable » à compter du 1 ^{er} janvier 2007	27
Extrait de l'arrêté du 28 décembre 2006 autorisant la création de la communauté de communes du pays de Longuyon	27
Extrait de l'arrêté du 28 décembre 2006 autorisant l'adhésion de la commune de Réméréville à la communauté de communes du Grand Couronné à compter du 1 ^{er} janvier 2007	27
Extrait de l'arrêté du 28 décembre 2006 autorisant le retrait de la commune de Réméréville de la communauté de communes du pays du Sânon au 31 décembre 2006, et fixant les conditions de retrait	27
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	28
Extrait de l'arrêté relatif à la modification des statuts de la communauté de communes du Massif de Haye dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire	28
Extrait de l'arrêté relatif à la modification des statuts de la communauté de communes de Hazelle dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire	28
Extrait de l'arrêté relatif à la modification des statuts de la communauté de communes des 3 Vallées dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire	28
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	28
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE	28
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/130 du 27 septembre 2006 portant fixation des tarifs applicables aux transports médicalisés dans le cadre du SMUR du Centre Hospitalier de TOUL - N° FINESS E.J. : 540 000 049	28
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/131 du 27 septembre 2006 portant fixation des tarifs applicables aux transports médicalisés dans le cadre du SMUR du Centre Hospitalier de LUNEVILLE - N° FINESS E.J. : 540 000 080	28
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/132 du 27 septembre 2006 portant fixation des tarifs applicables aux transports médicalisés dans le cadre du SMUR du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson - N° FINESS E.J. : 540 000 106	28
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/133 du 5 octobre 2006 portant fixation des tarifs applicables aux transports médicalisés dans le cadre du SMUR du Centre Hospitalier de Briey - N° FINESS E.J. : 540 000 767	28
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/134 du 10 octobre 2006 portant fixation des tarifs applicables aux transports médicalisés dans le cadre du SMUR de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) à Mont-Saint-Martin - N° FINESS E.J. : 540 000 866	29
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/135 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 105 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 031 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 015	29
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/136 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/106 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 049 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 023	29
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/137 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 107 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière de Baccarat pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0014 081 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 072	29
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/138 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/108 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 000 080 - N° FINESS de l'établissement : 54 000 155	29
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/139 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 109 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 106 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 296	30
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/140 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/110 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint Charles pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 122 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 395	30
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/141 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/111 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 767 - N° FINESS de l'établissement : 54 0001 070	30
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/142 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/112 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 866 - N° FINESS de l'établissement : 54 0001 096	30
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/143 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 113 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de Joeuf pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 882 - N° FINESS de l'établissement : 54 0001 104	31
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/144 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 114 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis Vautrin à Vandoeuvre pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0003 019 - N° FINESS de l'établissement : 54 0001 286	31
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/145 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 115 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 002 078 - N° FINESS de l'établissement : 54 001 138	31
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/146 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 116 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L) pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0020 112 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 163	31
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/147 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 94 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de Nancy pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 056 - N° FINESS de l'établissement : 54 0014 073	32
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/148 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/95 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 114 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 312	32
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/149 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/96 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre de Moyen Séjour de Faulx pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 262 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 544	32
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/150 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/97 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0006 707 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 585	32
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/151 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 98 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques Parisot de Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0006 707 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 668	32

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/ 152 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/99 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à Blâmont pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0721 334 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 726.....	32
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/153 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 100 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière Saint-Eloi de Neuves-Maisons pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 437 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 858.....	33
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/154 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 101 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au C.O.C.E.E. de Flavigny pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0006 707 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 973.....	33
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/155 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 102 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0003 399 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 270.....	33
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/ 156 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 103 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0019 726 - N° FINESS de l'établissement : 54 0009 701.....	33
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/157 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 104 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0019 007 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 148.....	33
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/158 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/83 du 30 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 4488.....	33
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/159 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/70 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 6459.....	34
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/160 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/71 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à l'Hôpital local intercommunal 3H Santé - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 6665.....	34
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/161 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/72 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre Hospitalier de Lunéville - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 6780.....	34
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/162 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/73 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre Hospitalier de Toul - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 8364.....	34
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/163 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/74 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 8737.....	34
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/164 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/75 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre hospitalier de Briey - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 9503.....	34
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/165 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/76 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à la Maison Hospitalière Saint Charles à Nancy - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000.....	35
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/166 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/77 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 9586.....	35
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/167 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/78 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à l'Hôpital local intercommunal de Pompey-Lay Saint Christophe - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 001 0782.....	35
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/168 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/79 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à la Maison hospitalière de Baccarat - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 001 2747.....	35
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/169 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/80 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à l'Association hospitalière de Joeuf - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 001 3158.....	35
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/170 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/81 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à l'Association hospitalière Saint Eloi à Neuves-Maisons - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 001 3836.....	35
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/171 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/138 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 000 080 - N° FINESS de l'établissement : 54 000 155.....	35
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/172 du 7 novembre 2006 modifiant l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 06/65 du 7 juin 2006, portant fixation des tarifs de prestations applicables au Syndicat Inter hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) - N° FINESS E.J. : 540 020 112.....	36
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/173 du 13 novembre 2006 modifiant l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 132 du 23 novembre 2005, portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre de Moyen Séjour de Faulx - N° FINESS E.J. : 540 000 262.....	36
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 174/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Maternité Régionale - N° FINESS E.J. : 540 000 031 - N° FINESS de l'établissement : 540 000 015.....	36
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 175/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement CH Toul - N° FINESS E.J. : 540 000 049 - N° FINESS de l'établissement : 540 000 023.....	36
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 176/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement CH Lunéville - N° FINESS E.J. : 540 000 080 - N° FINESS de l'établissement : 540 000 055.....	36
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 177/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement CH Pont-à-Mousson - N° FINESS E.J. : 540 000 106 - N° FINESS de l'établissement : 540 000 296.....	37
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 178/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement MH Saint Charles à Nancy - N° FINESS E.J. : 540 0000 122 - N° FINESS de l'établissement : 540 0000 395.....	37
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 179/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement J. Parisot à Bainville - N° FINESS E.J. : 540 006 707 - N° FINESS de l'établissement : 540 000 668.....	37
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 180/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement CH Briey - N° FINESS E.J. : 540 000 767 - N° FINESS de l'établissement : 540 001 070.....	37
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 181/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement AH Bassin de Longwy - N° FINESS E.J. : 540 000 866 - N° FINESS de l'établissement : 540 001 096.....	37
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 182/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Hôpital de Joeuf - N° FINESS E.J. : 540 000 262 - N° FINESS de l'établissement : 540 001 104.....	38
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 183/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement C.H.U. de Nancy - N° FINESS E.J. : 540 002 078 - N° FINESS de l'établissement : 540 001 138.....	38
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 184/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement C.R.L.C.C. A.Vautrin-Vandoeuvre - N° FINESS E.J. : 540 003 019 - N° FINESS de l'établissement : 540 001 286.....	38
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 185/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Hôpital de Baccarat - N° FINESS E.J. : 540 014 081 - N° FINESS de l'établissement : 540 000 072.....	38
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 186/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement SINCAL - N° FINESS E.J. : 540 0020 112 - N° FINESS de l'établissement : 540 0000 163.....	39
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/187 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/135 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 031 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 015.....	39
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/188 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/136 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 049 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 023.....	39
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/189 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/137 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière de Baccarat pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0014 081 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 072.....	39
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/190 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/171 du 3 novembre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 000 080 - N° FINESS de l'établissement : 54 000 155.....	39

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/191 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/139 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 106 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 296.....	40
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/192 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/140 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint Charles pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 122 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 395.....	40
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/193 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/141 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 767 - N° FINESS de l'établissement : 54 0001 070.....	40
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/194 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/142 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 866 - N° FINESS de l'établissement : 54 0001 096.....	40
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/195 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/143 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de Jœuf pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 882 - N° FINESS de l'établissement : 54 0001 104.....	41
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/196 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/144 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis Vautrin à Vandœuvre pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0003 019 - N° FINESS de l'établissement : 54 0001 286.....	41
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/197 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/145 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 002 078 - N° FINESS de l'établissement : 54 001 138.....	41
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/198 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/146 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Inter hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L) pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0020 112 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 163.....	41
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/199 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/147 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de Nancy pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 056 - N° FINESS de l'établissement : 54 0014 073.....	42
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/200 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/148 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 114 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 312.....	42
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/201 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/156 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0019 726 - N° FINESS de l'établissement : 54 0009 701.....	42
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/202 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/150 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison de repos et de convalescence de Flavigny pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0006 707 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 585.....	42
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/203 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/152 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital local intercommunal 3H Santé pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0019 007 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 148.....	42
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/204 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/158 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 4488.....	42
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/205 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/159 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 6459.....	43
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/206 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/160 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à l'Hôpital local intercommunal 3H Santé pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 6665.....	43
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/207 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/161 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre Hospitalier de Lunéville - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 6780.....	43
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/208 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/162 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre Hospitalier de Toul - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 8364.....	43
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/209 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/164 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 8737.....	43
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/210 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/164 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre Hospitalier de Briey - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 9503.....	43
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/211 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/165 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à la Maison Hospitalière Saint Charles à Nancy - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 9578.....	44
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/212 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/166 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 9586.....	44
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/213 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/167 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à l'Hôpital local intercommunal de Pompey-Lay Saint Christophe - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 001 0782.....	44
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/214 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/168 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à la Maison Hospitalière de Baccarat - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 001 2747.....	44
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/215 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/169 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à l'Association Hospitalière de Jœuf - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 001 3158.....	44
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/216 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/170 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à l'Association Hospitalière Saint Eloi à Neuves-Maisons - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 001 3836.....	44
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE/URCAM.....	45
Extrait de décision conjointe de financement ARH/URCAM.....	45
Extrait de l'avenant à la décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 04 juillet 2006.....	45
Extrait de l'avenant à la décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 04 juillet 2006.....	45
Extrait de l'avenant à la décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 04 juillet 2006.....	45
Extrait de décision conjointe de financement ARH/URCAM.....	46
Extrait de décision conjointe de financement ARH/URCAM.....	47
Extrait de décision conjointe de financement ARH/URCAM.....	48
Extrait de décision conjointe de financement ARH/URCAM.....	49
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT.....	50
Service gestion et exploitation des infrastructures.....	50
Extrait de l'arrêté N° 2006/DDE/062 /CDER - Glissement de terrain sur A. 330 du PR 0+700 à 0+500 - Limitation de vitesse à 90 km/h.....	50
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	50
Service actions et établissements de santé.....	50
Extrait de l'arrêté DDASS/AES n°897/06 en date du 21 décembre 2006 portant inscription d'une Société Civile Professionnelle (S.C.P.) d'Infirmières - Inscription enregistrée sous le n° 54-06-41.....	50
Extrait de l'arrêté DDASS/AES n°913/06 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation n° 54-07.....	50
Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 897/06 en date du 21 décembre 2006 portant inscription d'une Société Civile Professionnelle (S.C.P.) d'Infirmières - inscription enregistrée sous le n° 54-06-41.....	50
Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 913/06 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - autorisation n° 54-07.....	50
Extrait de l'arrêté DDASS/AES /JFL/MC n° 3895 - refus de création d'officine de pharmacie.....	51
Extrait de l'arrêté DDASS/AES /JFL/MC n° 4096 portant refus d'exemption des services de garde et d'urgence.....	51
Service : AES - Cellule "actions de santé".....	51

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N°4119 modifiant l'arrêté du 3 août 2006 fixant la dotation globale de financement du centre de cure ambulatoire en alcoologie (CCAA) géré par le CHU de NANCY – 29, avenue de Lattre de Tassigny à NANCY	51
Service pôle santé - Cellule "actions de santé"	51
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N° 4085 du 30 novembre 2006 autorisant la création d'un centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques auprès des usagers de drogues (CAARUD) à Nancy géré par l'association A.G.U.	51
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N° 4086 du 30 novembre 2006 autorisant la création d'un centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques auprès des usagers de drogues (CAARUD) à Nancy géré par l'association AIDES	51
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N° 4114 fixant pour 2006 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues L'Echange - situé 7 rue Lionnois à Nancy géré par l'Association AGU	52
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N° 4115 fixant pour 2006 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues situé 15 rue Saint-Nicolas à Nancy géré par l'Association AIDES 54.....	52
Service cohésion sociale	52
Extrait de l'arrêté n° 3906 autorisant le fonctionnement d'une structure Lits Halte Soins Santé d'une capacité de 10 places gérée par l'Association Accueil et Réinsertion Sociale.....	52
Extrait de l'arrêté n° 4063 fixant pour l'année 2006 la dotation globale de financement de la structure « Lits Halte Soins Santé » gérée par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.)	52
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET.....	52
Service environnement, eau	52
Extrait de l'arrêté autorisant la pêche de la carpe de nuit dans le département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2007	52
Extrait de l'arrêté d'agrément du président et du trésorier d'une association agréée pour la pêche et la protection des milieux aquatiques	53
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	53
Extrait de l'arrêté n° DDSV-SA-2006-114 fixant le maître d'œuvre de la prophylaxie collective de la rhinotrachéite infectieuse bovine dans le département de la Meurthe-et-Moselle.....	53
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES.....	54
Extrait de l'arrêté fixant les tarifs des transports par taxi	54
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	54
Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.17 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Laxou.....	54
Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.18 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Essey-lès-Nancy.....	54
Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.19 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Mont-Saint-Martin	55
Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.20 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Longwy	55
Extrait de l'arrêté n° 2006-2.54.6 portant agrément qualité d'un organisme de services à la personne à Laxou	55
Extrait de l'arrêté n° 2006-2.54.7 portant agrément qualité d'un organisme de services à la personne à Longwy.....	55
Extrait de décision d'agrément d'une "entreprise solidaire" au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail	55
INSPECTION ACADEMIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	56
Extrait de l'arrêté portant renouvellement du conseil départemental de l'éducation nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	56
DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	56
Extrait de l'arrêté concernant l'agrément des associations sportives locales.....	56
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY.....	57
Extrait de l'acte réglementaire relatif à la mise en œuvre de l'application "Infosoins" à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy	57
MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE.....	58
Extrait d'acte réglementaire relatif au Plan Dentaire Institutionnel.....	58
ARRETE INTERPREFECTORAL	58
Extrait de l'arrêté inter préfectoral du 09 janvier 2007 (Moselle) et 15 janvier 2007 (Meurthe-et-Moselle) autorisant le retrait de JUSSY (Moselle) du syndicat intercommunal de sauvegarde de la Morte Vigne et de ses environs.....	58
AVIS ET COMMUNICATIONS	58
SERVICE REGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES	58
Avis relatif à l'extension de l'avenant n° 73 à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagement ruraux et forestiers et des CUMA du département Meurthe et Moselle.....	58
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY.....	58
Avis de concours externe sur titres pour le recrutement de neuf ouvriers professionnels spécialisés	58
Avis de concours externe sur titres pour le recrutement de cinq maîtres ouvriers.....	59
Avis de concours interne sur titres pour le recrutement de cinq maîtres ouvriers.....	59
CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY.....	59
Avis de recrutement sans concours d'un standardiste.....	59
Avis de recrutement sans concours de quatre agents d'entretien qualifiés	59
Avis de concours sur titres pour le recrutement d'un préparateur en pharmacie hospitalière	59
Avis de concours externe sur titres pour le recrutement de quatre ouvriers professionnels spécialisés – secteur cuisines -	59
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	60
Avis d'examen professionnel d'ouvrier professionnel spécialisé	60
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT.....	60
Avis de concours externe sur titres pour le recrutement d'un maître ouvrier dans la fonction de chargé de sécurité.....	60
MAISON DE RETRAITE SAINT-FRANÇOIS D'ASSISE DE PONT-A-MOUSSON	60
Avis de recrutement sans concours d'un agent administratif.....	60
LISTE DES CIRCULAIRES	60

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SERVICES REGIONAUX****Direction régionale des affaires culturelles de Lorraine**
Secrétariat des licences**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2006/129**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0570 et 54-0571 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :
Monsieur Jean BALLADUR, « MOUSSON D'ETE » Abbaye des Prémontrés, Centre C, 54700 PONT-A-MOUSSON.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 9 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2006/130

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3^{ème} catégorie portant le numéro 54-0572 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :
Monsieur Thierry BERNEAU, « JARDIN DU MICHEL » 14, rue Houdevaux, 54113 BULLIGNY.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 9 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2006/131

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0573 et 54-0574 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :
Monsieur Benoît BRUNNER, « ANDIAMO PROD » 9, rue sur l'eau, 54134 CEINTREY.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 9 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2006/132

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0575 et 54-0576 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Charles CHONE, Ville de Ludres, 1, Place Ferri de Ludre, 54710 LUDRES.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 9 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2006/133

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0577 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Benjamin GOMES, « RYTHMES ET SORTILEGES » 257, Grand rue, 54330 THELOD.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 9 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2006/134

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère} 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0578, 54-0579 et 54-0580 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :
Monsieur Laurent HENART, « OPERA NATIONAL DE LORRAINE », 1, rue Sainte Catherine, 54000 NANCY.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 9 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2006/135

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0421 et 54-0422 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :
Madame Isabelle HIBLOT, « MIAM PRODUCTION » 34, Avenue du Xxe Corps, 54000 NANCY.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 10 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2006/136

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0581 et 54-0582 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :
Monsieur Serge LALY, « L'ETOILE ET LA LANTERNE » 5, rue des Etats, 54000 NANCY.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 10 novembre 2006
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2006/137

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère} catégorie portant le numéro 54-0586 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Philippe SIDRE, Théâtre Gérard Philipe, Avenue de la Libération, 54390 FROUARD.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 10 novembre 2006
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2006/138

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0583, 54-0584 et 54-0585 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :
Monsieur Charles TORDJMAN, Centre dramatique de Nancy, 10, rue Baron Louis, 54000 NANCY.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 24 octobre 2006
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles
Daniel BARROY

Direction régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine**Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2006 - 579 en date du 4 décembre 2006 portant nomination des membres du Conseil de l'U.R.C.A.M. de Lorraine**

Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone défense Est
Préfet de la Moselle

ARRETE

Art. 1er : Sont nommés membres du conseil de l'U.R.C.A.M. de Lorraine :

- En tant que représentants des assurés sociaux sur désignation de :

1. la Confédération Générale du Travail (CGT)

Titulaires : Mme HILPERT Bernadette née MULLER
(CPAM Sarreguemines)

M. CICCOTELLI Sylvio (CPAM Nancy)

Suppléants : M. TOMMASINI Michel (CPAM Epinal)

M. MARTY André (CPAM Bar le Duc)

2. la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)

Titulaires : M. ATTENONT Hubert (CPAM Nancy)

Mme VAISSE Brigitte née PUCELLE (CPAM Thionville)

Suppléants : Mme MARQUIS Bernadette née JOLY (CPAM Epinal)

Mlle GILSON Nicole (CPAM Bar le Duc)

3. la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO)

Titulaires : Mlle CASANOVA Aline (CPAM Metz)

M. FEUILLATRE Patrick (CPAM Nancy)

Suppléants : M. GEORGES Raymond (CPAM Nancy)

M. BRIAUX Yves (CPAM Bar le Duc)

4. la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)

Titulaire : M. DEL GRANDE Patrick (CPAM Nancy)

Suppléant : M. LACROIX Norbert (CPAM Thionville)

5. la Confédération Française de l'Encadrement-CGC (CFE-CGC)

Titulaire : M. ADAM Gérard (CPAM Thionville)

Suppléant : M. DEGRATI Christian (CPAM Metz)

- En tant que représentants des employeurs et sur désignation :

1. du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) :

Titulaires : M. CLEDAT Alain (CPAM Bar le Duc)

M. COUR Jean-Louis (CPAM Thionville)

M. HEUGUES Bernard (CPAM Nancy)

M. STROHL Jean-Claude (CPAM Epinal)

Suppléants : Mlle FELLER Fanny (CPAM Nancy)

Mme FERON GRENOUILLEAU Colette (CPAM Bar le Duc)

M. JOMARD Daniel (CPAM Epinal)

M. SCHLEISS Bernard (CPAM Sarreguemines)

2. de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)

Titulaires : M. DECAESTEKER Eric (CPAM Nancy)

M. HEIT Stéphane (CPAM Nancy)

Suppléants : M. VOIRIN Frédéric (CPAM Epinal)

Mme PERGENT Martine née BARTHELEMY (CPAM Bar le Duc)

3. de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)

Titulaires : M. MUSQUAR Yves (CPAM Nancy)

M. POIREL André (CPAM Nancy)

Suppléants : M. BOULENGER Guy (CPAM Nancy)

M. GERAULD Michel (CPAM Nancy)

- En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française :

Titulaires : M. BARNAGAUD Gilles (CPAM Bar le Duc)

M. CHENUT Eric (CPAM Nancy)

Suppléants : M. WEIDMANN Robert (CPAM Metz)

M. THIRIET Daniel (CPAM Epinal)

- En tant que représentants du régime d'Assurance Maladie des Travailleurs non Salariés non Agricoles :

Titulaires : M. CENTONZE Salvatore

M. THOMAS Christian

Suppléants : M. ESCHENBRUMER Daniel

M. LAURENT Guy-Bernard

- En tant que représentants du régime Agricole d'Assurance Maladie :

Titulaires : M. DESALME Claude

M. LEROY Patrick

Suppléants : Mme BRODIER Renée

M. GAUTROT Gilbert

- En tant que représentants du Régime Minier de Sécurité Sociale :

Titulaires : M. MAZZOLI Jean-Marie

M. SAUER Roger

Suppléants : M. MARKUN Jean

M. MAGNO Emmanuel

- En tant que représentants de l'Instance de gestion du régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle :

Titulaire : M. LORTHIOIS Daniel

Suppléant : Mme VANZUT Sylvie

Art. 2 : L'arrêté S.G.A.R. n° 2006-427 du 5 octobre 2006 portant nomination des membres du Conseil de l'URCAM de LORRAINE est abrogé.

Art. 3 : Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de chacun des départements concernés.

Le Préfet de la Région Lorraine,
Pierre-René LEMAS

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2006 - 557 en date du 30 novembre 2006 portant nomination des membres du Conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Longwy

Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone défense Est
Préfet de la Moselle

ARRETE

Art. 1er : Sont nommés membres du conseil de la caisse primaire d'assurance maladie de LONGWY :

- En tant que représentants des assurés sociaux et sur désignation de :

1. la Confédération Générale du Travail (CGT)

Titulaires : Mme TINTURIER Laurette née SORTE

Mme GASPARINI Yolande née PEIXOTO

Suppléants : Mme CESARO Christiane

M. WINGLER Jean-François

2. la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)
Titulaires : M. ROCHE Jean-Pierre
M. GIOVANARDI Robert
Suppléants : Mme THIEBAUT Marie-Thérèse née GALES
M. NOEL Patrick
3. la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO)
Titulaires : M. ZAGAR Patrice
Mme PORTAILLER Francine née STROTZ
Suppléants : M. ANDRE Gérard
Mme THON Françoise née STROTZ
4. la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)
Titulaire : M. THIRION Pierre
Suppléant : M. PICANDET Patrick
5. la Confédération Française de l'Encadrement-CGC (CFE-CGC)
Titulaire : M. DOWKIW Daniel
Suppléant : M. GUARISCO Christian
- En tant que représentants des employeurs et sur désignation :
1. du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)
Titulaires : Mme PELTIER Marie-Odile
Mme RIQUET Marie Léocadie née WOJCIK
M. JAMAIN Gérard
M. LEFEVRE Gilles
Suppléants : M. BARA Joël
M. MAISENTI Gérard
Mme RENAUDIN Marie- France née LAURENT
M. REHIBI Ali
2. de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)
Titulaires : M. WINCKERT Patrick
M. MAGER Raymond
Suppléants : M. LHIRONDELLE Claude
3. de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)
Titulaires : M. PINELLI Pascal
M. PARENTELLI René
Suppléants : M. LUX Jean-Louis
M. BANAS Lionel
- En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF) :
Titulaires : M. BLANGUERIN Jean-Claude
M. FRASELLE Pierre
Suppléants : M. HARMANT Yves
Mme DAUNOIS Françoise
- En tant que personnes représentant des institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie et sur désignation :
1. de l'Association des accidentés de la vie (FNATH)
Titulaire : Mme ANTOINE Rose-Marie née BOUCHAIN
Suppléant :
2. de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)
Titulaire : M. LAGAUCHE René
Suppléant : Mme FULLENWARTH Marie Françoise née HELLER
3. de l'Union Nationale des Associations des Professions Libérales (UNAPL)
Titulaire : M. CRETIN Olivier
Suppléant :
4. de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF)
Titulaire : M. CORRADI Michel
Suppléant : Mme KOSINSKI Brigitte née SOVILLA
5. de l'association AEIM, membre du Collectif inter associatif sur la santé (CISS)
Titulaire : M. MATHEY François
Suppléant : Mme RIZZI Véronique née VANZUT

Art. 2 : L'arrêté S.G.A.R. n° 2006-268 du 6 juin 2006 portant nomination des membres du Conseil de la Caisse primaire d'assurance maladie de Longwy est abrogé.

Art. 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de département.

Le Préfet de la Région Lorraine,
Pierre-René LEMAS

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2006 – 614 en date du 20 décembre 2006 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est

Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone défense Est
Préfet de la Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont nommés membres du conseil d'administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est :

- En tant que représentants des assurés sociaux :

- Sur désignation de la Confédération Générale du Travail (CGT) ;

Titulaires : M. Robert BURLION
Mme Ghislaine STEPHANN
Suppléants : M. Sylvio CICCOTELLI
M. Robert ELTRUDIS

- Sur désignation de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière (CGT-FO) ;

Titulaires : M. Michel OUDIN
M. André PENAUD
Suppléants : M. Daniel BOURET
M. Yves SABRON

- Sur désignation de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) ;

Titulaires : M. Hubert ATTENONT
M. Gérard ROBINET
Suppléants : Mme Angelina MUNIER-MAIETTI
Mme Véronique OMNES

- Sur désignation de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) ;

Titulaire : Mlle Caroline TYKOCZINSKY
Suppléant : M. Charles MARTINEZ

- Sur désignation de la Confédération Française de l'Encadrement CGC(CFE-CGC) ;

Titulaire : M. Roger VIOLETTI
Suppléant : M. Alain BENAMOU

- En tant que représentants des employeurs :

- Sur désignation du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) ;

Titulaire : M. Jean-Pierre CASTELLO
M. Jean-François CULOT
M. Jacky GAUGUET
M. Philippe PERRIN
Suppléant : M. Jean-Pierre BIDEAU
Mme Danielle DUBOIS
M. Grégoire MERMET
M. Alain REGAD

- Sur désignation de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) ;

Titulaire : Mme Chantal CHABREYROU
M. Stéphane HEIT
Suppléant : M. Jonathan SALMON
M. Jean-Claude SCHOSSELER

- Sur désignation de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA) ;

Titulaires : M. Robert BUGUET
M. André POIREL
Suppléants : M. Michel GERAULD
M. Jean-François PETIT

- En tant que représentants de la fédération nationale de la mutualité française (FNMH)

Titulaire : M. Jean-Louis OLAÏZOLA
Suppléant : M. Pierre BROUSMICHE

- En tant que représentants des associations familiales

- Sur désignation des Unions Régionales des associations familiales de la circonscription de la caisse

Titulaire : Mme Catherine DANET
Suppléant : M. Bernard REMY

- En tant que personnes qualifiées sur désignation du Préfet de région :

Mme Joëlle BACH
Mme Jacqueline CHATEAU
Mme Sylvie MATHIEU née LAMBOLEZ
Mme Isabelle SALCIARINI

Art. 2 : L'arrêté SGAR N° 2006- 448 en date du 9 octobre 2006 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est est abrogé.

Art. 3 : Le secrétaire général pour les affaires régionales de Lorraine, le préfet du département de Meurthe-et-Moselle, la directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Le Préfet de la Région Lorraine,
Pierre-René LEMAS

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Cabinet du préfet

Bureau des affaires politiques

Extrait de l'arrêté portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports - promotion du 1^{er} janvier 2007

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : la médaille de bronze de la jeunesse et des sports est décernée aux personnes suivantes :

- Monsieur Luc CHAUFOURNIER
7 bd de Baudricourt 54600 VILLERS-LES-NANCY
- Monsieur Jean-Michel CLEMENT
95 rue de Nancy 54690 EULMONT
- Madame Salud DEUTZER
431 impasse des Romains 54700 LESMENILS
- Monsieur Bernard GRAFF
50 rue Raymond Poincaré 54136 BOUXIERES-AUX-DAMES
- Madame Gwenaëlle GRANDJEAN
CERP 54210 AZELOT
- Madame Liliane KLING
12 allée Charles Peguy 54000 NANCY
- Monsieur Salvatore LIVOLSI
24 rue des Chenevières 54220 MALZEVILLE
- Monsieur Marcel MABILLE
14 rue de Fontenoy 54510 ART-SUR-MEURTHE
- Madame Marie PARISSET
28 Grande Rue 54700 PONT-A-MOUSSON
- Monsieur Patrick SODOYER
3 av. du Gal Houdemon 54700 PONT-A-MOUSSON

- Monsieur René LAURENT
12 rue du Château 54300 CROISMARE
- Madame Thérèse BAZZO
22 rue Castelnau 54240 JOEUF
- Monsieur Bruno BENUZZI
59 rue Henri Dunant 57070 METZ
- Monsieur Jean-Marie DIVERSY
Villa Beau Soleil Sainte Barbe 54880 THIL
- Monsieur Jean-Yves FRANCOIS
13 rue Saint Exupéry 54240 JOEUF
- Monsieur Pierre LORKOVIC
24 rue Foch 54240 JOEUF
- Monsieur Christian MAST
24 rue de la Corvée 54720 CHENIERES
- Monsieur Jacques SACHELI
5 rue Jeanne d'Arc 54150 BRIEY
- Monsieur Joseph TOME
24 Hameau de Braban 54560 ANDERNY
- Monsieur Jean-Louis TORNIOIR
Avenue Alexandre Dreu 54910 VALLEROY
- Madame Virginie CHRISTEN
4 rue Porte de Metz 54200 TOUL
- Monsieur Jean LALLEMENT
4 rue Nicolas Chemin 54200 BICQUELEY
- Monsieur Jean-Marie LE BAQUER
34 rue Albert Denis 54200 TOUL
- Monsieur Jannick Pierre SEGUIN
154 Régina Kriek 54200 PAGNEY-DERRIERE-BARINE

Art. 2 : Le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont copie sera adressée aux intéressés ainsi qu'au ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative.
Nancy, le 13 décembre 2006

Le préfet,
Claude BALAND

Service interministériel de défense et de protection civile

Extrait de l'arrêté N° 231/2006/SIDPC du 29 décembre 2006 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (C.C.D.S.A.)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Il est institué dans le département de Meurthe-et-Moselle, une commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (C.C.D.S.A.).

Art. 2 : La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité est l'organisme compétent, à l'échelon du département, pour donner des avis à l'autorité investie du pouvoir de police.

Ces avis ne lient par l'autorité de police sauf dans le cas où des dispositions réglementaires prévoient un avis conforme.

La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité exerce sa mission dans les domaines suivants et dans les conditions où sa consultation est imposée par les lois et règlements en vigueur, à savoir :

1. La sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, conformément aux dispositions des articles R. 122-19 à R. 122-29 et R. 123-1 à R. 123-55 du code de la construction et de l'habitation.

La commission examine la conformité à la réglementation des dossiers techniques amiante prévus aux articles R. 1334-25 et R. 1334-26 du code de la santé publique pour les immeubles de grande hauteur mentionnés à l'article R. 122-2 du code de la construction et de l'habitation et pour les établissements recevant du public définis à l'article R. 123-2 de ce même code classés en 1ère et 2ème catégorie.

2. L'accessibilité aux personnes handicapées :

Les dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements, conformément aux dispositions des articles R. 111-18-3, R. 111-18-7 et R. 111-18-10 du code de la construction et de l'habitation ;

Les dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et les dérogations à ces dispositions dans les établissements et installations recevant du public, conformément aux dispositions des articles R. 111-19-6, R. 111-19-10, R. 111-19-16, R. 111-19-19 et R. 111-19-20 du code de la construction et de l'habitation ;

Les dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité des personnes handicapées dans les lieux de travail, conformément aux dispositions de l'article R. 235-3 du code du travail.

Les dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite de la voirie et des espaces publics, conformément aux dispositions du décret n° 99-756 du 31 août 1999 relatif aux prescriptions techniques concernant l'accessibilité aux personnes handicapées de la voirie publique ou privée ouverte à la circulation publique.

La commission consultative départementale pour la sécurité et l'accessibilité transmet annuellement un rapport de ses activités au conseil départemental consultatif des personnes handicapées.

3. Les dérogations aux règles de prévention d'incendie et d'évacuation des lieux de travail visées à l'article R. 235-4-17 du code du travail.

4. La protection des forêts contre les risques d'incendie visées à l'article R. 321-6 du code forestier.

5. L'homologation des enceintes destinées à recevoir des manifestations sportives prévue à l'article 42-1 de la loi du 16 juillet 1984 modifiée susvisée.

6. Les prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement de caravanes, conformément aux dispositions de l'article R. 125-15 du code de l'environnement.

7. La sécurité des infrastructures et systèmes de transport conformément aux dispositions des articles L. 118-1 et L. 118-2 du code de la voirie routière, 13-1 et 13-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982, L. 445-1 et L. 445-4 du code de l'urbanisme, L. 155-1 du code des ports maritimes et 30 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure.

Art. 3 : Le préfet peut consulter la commission :

a) Sur les mesures prévues pour la sécurité du public et l'organisation des secours lors des grands rassemblements ;

b) Sur les aménagements destinés à rendre accessibles aux personnes handicapées les installations ouvertes au public et la voirie.

Art. 4 : La commission de sécurité n'a pas compétence en matière de solidarité. Elle ne peut rendre un avis dans les domaines mentionnés à l'article 2 que lorsque les contrôles techniques obligatoires selon les lois et règlements en vigueur ont été effectués et que les conclusions de ceux-ci lui ont été communiquées.

Art. 5 : Le préfet préside la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité. Il peut se faire représenter par un autre membre du corps préfectoral ou par le directeur des services du cabinet.

Art. 6 : Sont membres de la commission avec voix délibérative :

1. Pour toutes les attributions de la commission :

a) Neuf représentants des services de l'Etat :

- le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;
- le chef du service interministériel de défense et de protection civile ;
- le directeur départemental de la sécurité publique ;
- le commandant du groupement de gendarmerie départementale ;
- le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;
- le directeur départemental de l'équipement ;
- le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;
- le directeur régional de l'environnement ;
- le directeur départemental de la jeunesse, des sports ;

b) Le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

c) Trois conseillers généraux et trois maires.

2. En fonction des affaires traitées :

- le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui. Le maire peut aussi, à défaut, être représenté par un conseiller municipal qu'il aura désigné. Ces conditions de représentation du maire sont également applicables dans le cas des autres commissions et des groupes de visite mentionnés dans le présent décret.

- le président de l'établissement public de coopération intercommunale qui est compétent pour le dossier inscrit à l'ordre du jour. Le président peut être représenté par un vice-président ou à défaut par un membre du comité ou du conseil de l'établissement public qu'il aura désigné. Ces conditions de représentation du président de l'établissement public de coopération intercommunale sont également applicables dans le cas des autres commissions mentionnées dans le présent décret.

3. En ce qui concerne les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur :

- un représentant de la profession d'architecte.

4. En ce qui concerne l'accessibilité aux personnes handicapées :

- quatre représentants des associations de personnes handicapées du département ;
- et, en fonction des affaires traitées :
- trois représentants des propriétaires et gestionnaires de logements ;
- trois représentants des propriétaires et exploitants d'établissements recevant du public ;
- trois représentants des maîtres d'ouvrages et gestionnaires de voirie ou d'espaces publics.

5. En ce qui concerne l'homologation des enceintes sportives destinées à recevoir des manifestations sportives ouvertes au public :

- le représentant du comité départemental olympique et sportif ;
- un représentant de chaque fédération sportive concernée ;
- un représentant de l'organisme professionnel de qualification en matière de réalisations de sports et de loisirs.

6. En ce qui concerne la protection des forêts contre les risques d'incendie :

- un représentant de l'Office national des forêts ;
- un représentant des comités communaux des feux de forêts ;
- un représentant des propriétaires forestiers non soumis au régime forestier.

7. En ce qui concerne la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement des caravanes :

- un représentant des exploitants.

Art. 7 : La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ne délibère valablement que si les trois conditions suivantes sont réunies :

- présence des membres concernés par l'ordre du jour, mentionnés à l'article 6 (1°, a et b) ;
- présence de la moitié au moins des membres prévus à l'article 6 (1°, a et b) ;
- présence du maire de la commune concernée ou de l'adjoint désigné par lui.

Art. 8 : Les représentants des services de l'Etat ou les fonctionnaires territoriaux titulaires ou leurs suppléants doivent être de catégorie A ou du grade d'officier.

Art. 9 : Le secrétariat de la commission est assuré par le service interministériel de défense et de protection civile.

Art. 10 : La durée du mandat des membres non fonctionnaires est de trois ans. En cas de décès ou de démission d'un membre de la commission en cours de mandat, son premier suppléant siège pour la durée du mandat restant à courir.

Art. 11 : La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la commission, dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

Art. 12 : Le président peut appeler à siéger à titre consultatif les administrations intéressées non membres de ces commissions ainsi que toute personne qualifiée.

Art. 13 : Sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article 4 du décret du 27 mars 1993 susvisé, les commissions émettent un avis favorable ou un avis défavorable.

Art. 14 : L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 15 : Les attributions relatives à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, l'accessibilité des personnes handicapées, l'homologation des enceintes sportives, la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes, la protection des forêts contre les risques d'incendie sont exercées en séance plénière ou en sous-commissions spécialisées, créées au choix par le préfet après avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Art. 16 : Dans le cadre de leur mission d'étude, de contrôle et d'information prévue à l'article R. 123-35 du code de la construction et de l'habitation, les commissions peuvent proposer à l'autorité de police la réalisation de prescriptions.

Art. 17 : Un compte rendu est établi au cours des réunions de la commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Art. 18 : Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la commission pour les attributions prévues à l'article 2. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

Art. 19 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2007. Toutefois, les sous-commissions spécialisées chargées de la sécurité dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, de l'accessibilité aux personnes handicapées et de l'homologation des enceintes sportives, les commissions de sécurité d'arrondissement, et leurs groupes de visite sont maintenus à titre provisoire et de transition jusqu'à la mise en place des nouvelles commissions issues de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Art. 20 : Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 1 octobre 2004 sont abrogées.

Art. 21 : Le directeur de cabinet du préfet, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départemental, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur régional de l'environnement, le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté N° 2006/ 217 /SIDPC du 14 décembre 2006 portant approbation du règlement départemental d'alerte aux crues

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - Le Règlement départemental d'alerte aux crues annexé au présent arrêté est immédiatement applicable dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 - Les dispositions du règlement départemental d'annonce des crues sont abrogées.

Art. 3 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissements et les chefs de service concourant à son application sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un exemplaire sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à chacun des maires concernés.

Le préfet,
Claude BALAND

Le règlement départemental d'alerte aux crues peut être consulté sur le site internet de la préfecture ou directement au SIDPC de la préfecture.

Extrait de l'arrêté préfectoral N° 220/2006/SIDPC modificatif du 27 novembre 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : L'annexe jointe à l'arrêté préfectoral du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs est modifiée et annexée au présent arrêté.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et de l'annexe est adressée au maire des communes intéressées.

Une copie du présent arrêté et de l'annexe est adressée à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté avec la liste des communes annexée, sera affiché dans les mairies de ces communes et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Il est accessible sur le site Internet de la préfecture.

Art. 3 : Mesdames et Messieurs le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, les chefs de service régionaux et départementaux et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté préfectoral N° 221/2006/SIDPC du 27 novembre 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Xeulilly

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°145 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Xeulilly.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Art. 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de Xeulilly sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté préfectoral N° 222/2006/SIDPC du 27 novembre 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Xirocourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°146 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Xirocourt.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Art. 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de Xirocourt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté préfectoral N° 223/2006/SIDPC du 27 novembre 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Voinémont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°143 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Voinémont.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Art. 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de Voinémont sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté préfectoral N° 224/2006/SIDPC du 27 novembre 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Pont-Saint-Vincent

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°110 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Pont-Saint-Vincent.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Art. 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de Pont-Saint-Vincent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté préfectoral N° 225/2006/SIDPC du 27 novembre 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Pierreville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°107 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Pierreville.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Art. 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de Pierreville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté préfectoral N° 226/2006/SIDPC du 27 novembre 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Lemainville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n° 77 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Lemainville.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Art. 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de Lemainville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté préfectoral N° 227/2006/SIDPC du 27 novembre 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune d'Haroué

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n° 60 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune d'Haroué.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Art. 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune d'Haroué sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté préfectoral N° 228/2006/SIDPC du 27 novembre 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Bainville-sur-Madon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°13 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Bainville-sur-Madon.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Art. 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de Bainville-sur-Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté préfectoral N° 229/2006/SIDPC du 27 novembre 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Ceintrey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°27 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Ceintrey.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Art. 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de Ceintrey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Le préfet,
Claude BALAND

**Direction de la réglementation et des libertés publiques
Bureau des réglementations**

Extrait de l'arrêté portant retrait de l'autorisation préfectorale n° 160

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – L'arrêté n° 160 du 21 mars 2005 autorisant mademoiselle Isabelle BRABANT et monsieur Sébastien ANDRE à exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne « Gap sécurité », située à Lunéville, 2 rue Lavoisier, est abrogé;

Art. 2 – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Mademoiselle Isabelle BRABANT et monsieur Sébastien ANDRE.

Nancy, le 30 novembre 2006

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation et des libertés publiques,
Mohand AZZI

Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Vézelize

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – L'arrêté du 19 avril 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0058

est modifié comme suit :

Art. 1^{er} – La Caisse Régionale de Crédit Agricole de Lorraine, sise 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ, est autorisée à installer, sur le site de son agence située 5 place de l'Hôtel de Ville 54330 VEZELISE, un système de vidéosurveillance comportant huit caméras intérieures fixes.

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Le service sécurité de la banque est chargé du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 2 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. DELVERT, responsable du service de sécurité de l'établissement, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de Vézelize.

Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Frouard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – L'arrêté du 27 mai 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0088

est modifié comme suit :

Art. 1^{er} - La Banque Populaire Lorraine Champagne, sise 3 rue François de Curel 57000 METZ, est autorisée à installer, sur le site de son agence située 43 rue de Metz 54390 FROUARD, un système de vidéosurveillance comportant une caméra extérieure fixe.

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - Le droit d'accès aux images s'exerce auprès du siège de la banque, à METZ.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au directeur de l'établissement, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de Frouard.

Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le préfet,

Le directeur de la réglementation

Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – L'arrêté du 18 juillet 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0111

est modifié comme suit :

Art. 1^{er} - La Caisse d'Epargne de Lorraine, sise 2 rue Royale 57012 METZ, est autorisée à installer, sur le site de son agence située 11 place du Général Leclerc 54400 LONGWY, un système de vidéosurveillance comportant douze caméras intérieures fixes.

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - Le service logistique et sécurité de la banque est chargé du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. CRABOUILLET, chef du service de sécurité de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique, au maire de Longwy et au sous-préfet de Briey.

Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le préfet,

Le directeur de la réglementation

Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – L'arrêté du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0261

est modifié comme suit :

Art. 1^{er} - La banque « BNP PARIBAS », sise 104 rue Richelieu 75009 PARIS, est autorisée à installer, sur le site de son agence située 4 bis rue de la Citadelle 54000 NANCY, un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe.

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de l'agence.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. MONCOIFFET, responsable des travaux au siège de la banque, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Nancy.

Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le préfet,

Le directeur de la réglementation

Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – L'arrêté du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0263

est modifié comme suit :

Art. 1^{er} - La banque « BNP PARIBAS », sise 104 rue Richelieu 75009 PARIS, est autorisée à installer, sur le site de son agence située 1 avenue de la Libération 54520 LAXOU, un système de vidéosurveillance comportant six caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe.

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de l'agence.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. MONCOIFFET, responsable des travaux au siège de la banque, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Laxou.

Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le préfet,

Le directeur de la réglementation

Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – L'arrêté du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0265

est modifié comme suit :

Art. 1^{er} - La banque « BNP PARIBAS », sise 104 rue Richelieu 75009 PARIS, est autorisée à installer, sur le site de son agence située 36 rue Gambetta 54300 LUNEVILLE, un système de vidéosurveillance comportant une caméra extérieure fixe.

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de l'agence.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. MONCOIFFET, responsable des travaux au siège de la banque, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Lunéville.

Nancy, le 2 décembre 2006

Pour le préfet,

Le directeur de la réglementation

Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Saint-Max

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er - L'arrêté du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0267

est modifié comme suit :

Art. 1^{er} - La banque « BNP PARIBAS », sise 104 rue Richelieu 75009 PARIS, est autorisée à installer, sur le site de son agence située 17 rue Carnot 54130 SAINT-MAX, un système de vidéosurveillance comportant une caméra extérieure fixe.

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de l'agence.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. MONCOIFFET, responsable des travaux au siège de la banque, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Saint-Max.

Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le préfet,

Le directeur de la réglementation

Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Landres

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er - L'arrêté du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0277

est modifié comme suit :

Art. 1^{er} - La Caisse Fédérale du Crédit Mutuel, sise 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ, est autorisée à installer, sur le site de son agence située Centre Commercial « La Croisette » 54970 LANDRES, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes.

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - Le droit d'accès aux images s'exerce auprès du siège de la banque, à METZ.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des

images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au directeur de l'établissement, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au maire de Landres et au sous-préfet de Briey.

Nancy, le 2 décembre 2006

Pour le préfet,

Le directeur de la réglementation

Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Ludres

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er - L'arrêté du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0284

est modifié comme suit :

Art. 1^{er} - La Caisse Fédérale du Crédit Mutuel, sise 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ, est autorisée à installer, sur le site de son agence située Centre Commercial Chaudeau 54710 LUDRES, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe.

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - Le droit d'accès aux images s'exerce auprès du siège de la banque, à METZ.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au directeur de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Ludres.

Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le préfet,

Le directeur de la réglementation

Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er - L'arrêté du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0285

est modifié comme suit :

Art. 1^{er} - La Caisse Fédérale du Crédit Mutuel, sise 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ, est autorisée à installer, sur le site de son agence située 2 place Léopold 54300 LUNEVILLE, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe.

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - Le droit d'accès aux images s'exerce auprès du siège de la banque, à METZ.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au directeur de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique, au maire de Lunéville et au sous-préfet de Lunéville.
Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1er – L'arrêté du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0290

est modifié comme suit :

Art. 1^{er} - La Caisse Fédérale du Crédit Mutuel, sise 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ, est autorisée à installer, sur le site de son agence située 13-15 rue Saint-Nicolas 54005 NANCY, un système de vidéosurveillance comportant huit caméras intérieures fixes.

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - Le droit d'accès aux images s'exerce auprès du siège de la banque, à METZ.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au directeur de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Nancy.
Nancy, le 2 décembre 2006

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1er – L'arrêté du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0297

est modifié comme suit :

Art. 1^{er} - La Caisse Fédérale du Crédit Mutuel, sise 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ, est autorisée à installer, sur le site de son agence située 107 avenue de la Libération 54000 NANCY, un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe.

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - Le droit d'accès aux images s'exerce auprès du siège de la banque, à METZ.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au directeur de

l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Nancy.

Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Pompey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1er – L'arrêté du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0299

est modifié comme suit :

Art. 1^{er} - La Caisse Fédérale du Crédit Mutuel, sise 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ, est autorisée à installer, sur le site de son agence située 4 place du 10 Septembre 54340 POMPEY, un système de vidéosurveillance comportant sept caméras intérieures fixes et deux caméras extérieures fixes.

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - Le droit d'accès aux images s'exerce auprès du siège de la banque, à METZ.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au directeur de l'établissement, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de Pompey.
Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Laneuville-devant-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1er – L'arrêté du 15 octobre 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0374

est modifié comme suit :

Art. 1^{er} - La société NOVACARB, sise 34 rue Gilbert Bize « La Madeleine » 54410 LANEUVEVILLE-devant-NANCY, est autorisée à installer, sur le site de l'établissement, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe et neuf caméras extérieures fixes.

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - Le droit d'accès aux images s'exerce auprès du siège de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au directeur de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Laneuville-devant-Nancy.
Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Loisy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – L'arrêté du 15 juin 1999 délivrant l'autorisation n°

54.99.0018

est modifié comme suit :

Art. 1^{er} - La société « TOTAL France Raffinage & Marketing », sise 24 cours Michelet –La Défense 10 – 92069 PARIS LA DEFENSE, est autorisée à installer, sur le site de la station-service « Relais TOTAL de l'Obrien », située autoroute A31 54700 LOISY, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes et quatre caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit.

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le gérant de la station-service.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. GALLUCHON, responsable technique au sein de la société, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de Loisy.

Pour le préfet,

Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Chaudeney-sur-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – L'arrêté du 15 juin 1999 délivrant l'autorisation n°

54.99.0019

est modifié comme suit :

Art. 1^{er} - La société « TOTAL France Raffinage & Marketing », sise 24 cours Michelet –La Défense 10 – 92069 PARIS LA DEFENSE, est autorisée à installer, sur le site de la station-service « Relais TOTAL de Chaudeney », située autoroute A31 54200 CHAUDENEY-sur-MOSELLE, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes et cinq caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit.

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le gérant de la station-service.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. GALLUCHON, responsable technique au sein de la société, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de Chaudeney-sur-Moselle.

Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le préfet,

Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Neuves-Maisons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – L'arrêté du 15 juin 1999 délivrant l'autorisation n°

54.99.0022

est modifié comme suit :

Art. 1^{er} - La banque « BNP PARIBAS », sise 104 rue Richelieu 75009 PARIS, est autorisée à installer, sur le site de son agence située 21 rue du Capitaine Caillon 54230 NEUVES-MAISONS, un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe.

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de l'agence.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. MONCOIFFET, responsable des travaux au siège de la banque, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de Neuves-Maisons.

Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le préfet,

Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – Les arrêtés des 18 juillet 1997 et 24 février 2006 délivrant les autorisations n°

54.97.0318

54.06.0027

sont modifiés comme suit :

Art. 1 - L'autorisation n° 54.97.0318 est supprimée.

Art. 2 - La direction des supermarchés « MATCH », sise 250 rue du Général de Gaulle 59561LA MADELEINE, est autorisée à installer, sur le site du supermarché situé 1,avenue de la Paix 54400 LONGWY, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures mobiles, deux caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0027

Art. 3 - Les articles 2, 3, 4, 5, 6 de l'arrêté du 24 février 2006 sont maintenus.

Art. 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. HENNEAU, directeur technique des supermarchés MATCH, au directeur départemental de la sécurité publique, au maire de Longwy et au sous-préfet de Briey.

Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le préfet,

Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Pompey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – L'arrêté du 28 juillet 2006 délivrant l'autorisation n°

54.06.0038

est modifié comme suit :

Art. 1^{er} - M. Laurent TROGRIC, président du syndicat intercommunal de la piscine de Frouard, Liverdun, Pompey, sis 36 rue des Jardins Fleuris 54340 POMPEY, est autorisé à installer, sur le site de la piscine située 14 rue Gambetta 54340 POMPEY, un système de vidéosurveillance comportant huit caméras intérieures fixes et trois caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit.

Art. 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au président du syndicat intercommunal de la piscine de Frouard, Liverdun, Pompey, maire de POMPEY, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, aux maires de Frouard et Liverdun.

Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Direction du développement durable et des politiques interministérielles

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Extrait de l'arrêté portant désignation du comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du Site d'Importance Communautaire FR 4100233 « Vallée du Madon (secteur Haroué / Pont-Saint-Vincent), du Brénon et carrières de Xeuilley »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1 : Il est créé un comité de pilotage chargé de conduire l'élaboration du document d'objectifs du site d'importance communautaire FR 4100233 « Vallée du Madon (secteur Haroué / Pont-Saint-Vincent), du Brénon et carrières de Xeuilley » et sa mise en œuvre.

Art. 2 : Le comité de pilotage est composé ainsi qu'il suit :

Représentants des collectivités territoriales et leurs groupements concernés

- le président du conseil régional de Lorraine ou son représentant,
- le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le conseiller général du canton de Neuves-Maisons ou son représentant,
- le conseiller général du canton de Vélizy ou son représentant,
- le conseiller général du canton d'Haroué ou son représentant,
- le président de la communauté de communes Moselle et Madon ou son représentant,
- le président de la communauté de communes du Saintois ou son représentant,
- le président de la communauté de communes du Saintois au Vermois ou son représentant,
- le président du syndicat intercommunal pour l'aménagement de la vallée amont du Madon ou son représentant,
- le président du syndicat de travaux de la vallée du Madon ou son représentant,
- le maire d'Affracourt ou son représentant,
- le maire d'Autrey-sur-Madon ou son représentant,
- le maire de Bainville-sur-Madon ou son représentant,
- le maire de Ceintrey ou son représentant,
- le maire de Clérey-sur-Brenon ou son représentant,
- le maire de Frolois ou son représentant,
- le maire de Gerbecourt-et-Haplemont ou son représentant,
- le maire de Haroué ou son représentant,
- le maire d'Houdreville ou son représentant,
- le maire de Lemainville ou son représentant,
- le maire de Méréville ou son représentant,
- le maire d'Ormes-et-Ville ou son représentant,
- le maire de Pierreville ou son représentant,
- le maire de Pont-Saint-Vincent ou son représentant,
- le maire de Pulligny ou son représentant,
- le maire de Voinemont ou son représentant,
- le maire de Xeuilley ou son représentant.

Représentants de propriétaires, exploitants, usagers, associations de protection de la nature, scientifiques

- le président de l'UNICEM ou son représentant,
- le directeur de VICAT S.A. ou son représentant,
- le directeur de la SATMA ou son représentant,
- le président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le président de la fédération départementale pour la pêche et la protection des milieux aquatiques de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le président de la chambre départementale d'agriculture de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le président de l'association départementale d'aménagement des structures d'exploitations agricoles de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- la présidente du syndicat départemental de la propriété privée rurale ou son représentant,
- le président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ou son représentant,
- le président des jeunes agriculteurs de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le président de la confédération paysanne de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le délégué départemental de l'office national des forêts ou son représentant,
- le président du centre régional de la propriété forestière ou son représentant,
- le président du syndicat des propriétaires forestiers sylviculteurs de

Meurthe-et-Moselle ou son représentant,

- le président du conseil scientifique régional du patrimoine naturel ou son représentant,
- le président du groupement d'études des mammifères de Lorraine,
- le président du conservatoire des sites lorrains ou son représentant,
- le président de la commission de protection des eaux, du patrimoine, de l'environnement, du sous-sol et des chiroptères de Lorraine ou son représentant,
- le président de la ligue de protection des oiseaux (antenne Meurthe-et-Moselle sud) ou son représentant,
- le président de Némours ou son représentant,
- le président de l'association Floraine ou son représentant.

Représentants de l'Etat participant aux travaux du comité de pilotage à titre consultatif

- le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le directeur régional de l'environnement ou son représentant,
- le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ou son représentant,
- le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou son représentant,
- le directeur départemental de l'équipement ou son représentant,
- le directeur régional de voies navigables de France ou son représentant,
- le directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse ou son représentant,
- le délégué interrégional de l'office national de la chasse et de la faune sauvage ou son représentant,
- le délégué régional du conseil supérieur de la pêche ou son représentant.

Art. 3 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle convoque et préside, lui-même ou son représentant, la première réunion du comité de pilotage Natura 2000.

A cette occasion, les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignent, parmi eux, le président du comité de pilotage ainsi que la collectivité territoriale ou le groupement chargé de l'élaboration du document d'objectifs et du suivi de sa mise en œuvre.

A défaut, la présidence du comité est assurée par le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant.

Ces désignations interviennent initialement pour la durée d'élaboration du document d'objectifs puis, une fois celui-ci approuvé, pour des périodes de trois ans renouvelables.

Art. 4 : Le comité de pilotage peut établir un règlement intérieur à la demande de plus de la moitié de ses membres.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux membres.

Nancy, le 8 janvier 2007

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté en date du 9 janvier 2007 portant 1°) Déclaration d'utilité publique a) de la dérivation des eaux par les forages n°1 et n°2 de la commune de Francheville b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Titre I - Dispositions générales

Art. 1er - Objet

Le présent arrêté concerne :

- 1°) la dérivation des eaux souterraines par les forages n°1 et n°2 de et sur la commune de Francheville dénommée ci-après 'la collectivité'
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ces points d'eau
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Art. 2 - Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- 1°) le prélèvement d'eau dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine par les forages n°1 et n°2 de la commune de Francheville
- 2°) l'établissement des périmètres de protection des forages n°1 et n°2 de la commune de Francheville ainsi que la définition des prescriptions associées à ces périmètres.

Titre II - Dérivation des eaux

Art. 3 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par les deux forages ci-après identifiés :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II étendu		Altitude
				X =	Y =	
Forage N°1	Francheville	355	02292X0041	864655	2421402	226
Forage N°2	Francheville	355	02292X0044	864707	2421359	227.5

Art. 4 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne peut excéder 20 m³/h ni 50 m³/j pour l'ensemble des deux forages.

Art. 5 - Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de

ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Art. 6 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel sont reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus telles que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

Art. 7 - Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

Titre III - Périmètres de protection du point d'eau

Art. 8 - Définition des périmètres de protection

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

8-1 Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate des forages n°1 et n°2 est situé sur la commune de Francheville, lieudit Chenevières de Champchamp, section E, parcelles 248, 307 et 355. Il couvre une surface de 29 a 42 ca.

8-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée, situées sur la commune de Francheville, s'étend sur une surface 26 ha 86 a environ. Il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après :

Section	Lieudit	N° de parcelles
A	Les Jardins	1099 à 1104
ZE	A la Terrière	25 à 28 ; 34 à 36 ; 65 à 70 ; 73 à 76
ZE	Derrière le Mont	37 à 44
E	Le Village	31 à 34 ; 36 à 43 ; 55 à 57 ; 59 à 61 ; 63 ; 64 ; 70 à 73 ; 75 ; 78 ; 80 à 89 ; 99 à 104 ; 107 à 118 ; 120 à 123 ; 126 à 128 ; 130 à 147 ; 149 à 156 ; 195 ; 237 ; 239 ; 240 ; 273 ; 282 ; 283 ; 285 ; 286 ; 291 à 294 ; 306 ; 318 ; 319 ; 330 ; 341 à 343 ; 353 ; 354
E	Chenevières de Champchamp	125 ; 129 ; 158 à 166 ; 168 à 194 ; 196 à 198 ; 201 à 205 ; 238 ; 245 ; 246 ; 307 ; 326 ; 327 ; 356

Art. 9 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

9-1 Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate est propriété de la commune.

Il est clôturé et n'est accessible qu'aux seules personnes chargées de l'entretien et du contrôle sanitaire, ainsi qu'à l'agent responsable de l'antenne France Télécom sous la responsabilité du maire de Francheville.

Toute activité autre que celle directement liée à l'exploitation des ressources en eau, tels que l'entretien des ouvrages et leur mise en conformité, est interdite à l'intérieur de ce périmètre.

Les parcelles sont enherbées et fauchées. L'herbe fauchée est évacuée. Aucun produit d'aucune sorte n'est utilisé pour l'entretien de ces parcelles.

9-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

en ce qui concerne les travaux souterrains sont interdits :

- les forages, puits et captages dans le même aquifère sauf ceux destinés à la surveillance de l'aquifère ou au remplacement de la ressource,
- les sondages de reconnaissance,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières,
- la réalisation de mares et d'étangs ;

sont interdits les stockages et dépôts :

- d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- de produits chimiques et déchets solides,
- d'hydrocarbures et liquides inflammables dans des citernes enterrées,
- d'effluents industriels,
- d'effluents domestiques collectifs,
- les stations d'épuration, lagunage,
- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains ;

sont interdites les canalisations :

- d'eaux usées industrielles,
- d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux ;

sont interdits les rejets liquides :

- d'eaux usées domestiques et industrielles,
- d'effluents agricoles,
- d'installations de traitement d'eaux usées non collectif ,
- les bassins d'infiltration d'eaux pluviales ;

sont interdites les constructions :

- de camping , caravanning et annexes,
- de cimetières,
- de silos produisant des jus de fermentation ;

en ce qui concerne les activités agricoles sont interdits :

- le drainage,
- le maraîchage, les serres et pépinières,
- l'épandage de lisiers, boues de station d'épuration et boues industrielles,
- le retournement des prairies permanentes existantes sauf pour un réensemencement immédiat,
- les abreuvoirs, installations mobiles de traite, les abris d'animaux à moins de 250 m des captages ;

est interdit le traitement des accotements des voies de communication par herbicides.

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

en ce qui concerne les travaux souterrains :

- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations mettant la roche à nu sur une période de plus de six mois est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles,
- le remblaiement des excavations de plus de deux mètres de profondeur sera réalisé à l'aide de matériaux qui en auront été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières et ne risquant pas d'affecter la qualité des eaux souterraines ;

en ce qui concerne les stockages :

- les stockages de produits polluants liquides seront réalisés dans des cuves étanches à double enveloppe ou munies de bassins de rétention étanches dont la capacité correspondra au stockage et seront isolées des eaux pluviales,
- les stockages de produits polluants solides seront réalisés sur des aires étanches dont les eaux pluviales seront traitées avant rejet ou sur des aires étanches couvertes ;

en ce qui concerne les activités agricoles :

- les épandages de fertilisants azotés seront conduits conformément au code des bonnes pratiques agricoles.

Art. 10 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants doivent être réalisés dans un délai maximum d'un an à compter de la publication du présent arrêté :

- une clôture doit être posée autour du périmètre de protection immédiate ;
- le forage abandonné (02292X0005) situé dans le périmètre de protection immédiate doit être rebouché conformément aux prescriptions ;
- le radiateur du forage n°1 doit être remplacé et les plaques de polystyrène retirées ;
- les grilles des dispositifs d'aération des deux chambres abritant les forages doivent être remplacées ;
- les joints des fenêtres du réservoir doivent être refaits ;
- l'exutoire du trop-plein du réservoir doit être recherché et la présence d'un clapet vérifiée.
- la présence d'une crépine sur la conduite de sortie du réservoir vers la distribution doit être vérifiée.

Art. 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai maximum d'un an à compter de la publication du présent arrêté.

Art. 12 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, fait part de son intention au préfet de Meurthe-et-Moselle, avant tout début de réalisation, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il fournit tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration est faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fait connaître au pétitionnaire les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, sont réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, un dossier unique est constitué par le pétitionnaire regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique lui est alors adressée.

Art. 13 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Le maire de la commune de Francheville est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

Art. 14 - Publicité

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Il est affiché à la mairie de la commune de Francheville pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Le maire de la commune de Francheville conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Titre IV - Utilisation de l'eau à des fins de consommation humaine

Art. 15 - Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité.

Art. 16 - Traitement

L'eau prélevée devra faire l'objet, avant distribution :

- d'un traitement des paramètres fluorures, fer, ammonium et turbidité,
- d'une désinfection,

Les dispositifs de traitement mis en place seront agréés par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Art. 17 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle, selon la réglementation en vigueur.

Art. 18 - Drogation aux limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine

18-1 - La commune de Francheville ne pouvant fournir une eau conforme est autorisée à distribuer pour la consommation humaine l'eau des deux forages avec une teneur en fluorures supérieure à la valeur limite de qualité fixée par l'article R.1321-2 du code de la santé publique, au I de l'annexe 13-1, et ce jusqu'à une valeur maximale de 2 mg/l.

L'eau ne peut être consommée par les nourrissons et les enfants.

18-2 - La commune visée par cette dérogation est celle desservie actuellement par cette ressource, soit la commune de Francheville.

18-3 - Cette dérogation est accordée à compter de la date de signature du présent arrêté et ce pour une durée de trois ans.

18-4 - Le maire de la commune de Francheville doit porter dans les meilleurs délais cette information à la connaissance de la population ainsi que la recommandation de réduire les apports non hydriques en fluorures (sel fluoré et supplémentation médicamenteuse en particulier) lorsque l'eau de la distribution est utilisée pour les usages alimentaires.

18-5 - Le contrôle sanitaire est renforcé aux frais du demandeur : une analyse des paramètres fluorures et fer total est effectuée conjointement aux analyses de types P1 et D1. La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle pourra moduler cette fréquence à la hausse ou à la baisse, au vu des résultats d'analyses.

18-6 - Dans un délai maximal de trois ans, l'eau distribuée doit être conforme aux exigences de qualité des eaux destinées à la consommation humaine notamment pour les paramètres fluorures, fer total, turbidité et ammonium.

Titre V - Dispositions diverses

Art. 19 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter :

- de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle;
- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

Art. 20 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental de l'équipement, le maire de la commune Francheville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie du présent arrêté sera adressée au bureau des recherches géologiques et minières, à la direction régionale de l'environnement, à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, à l'agence de l'eau Rhin-Meuse.

Nancy, le 9 janvier 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Extrait de l'arrêté portant régularisation administrative, au titre du code de l'environnement, des ouvrages de prises d'eau appartenant à voies navigables de France

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Objet

1-1) Les ouvrages de prise d'eau appartenant à Voies navigables de France sont régulièrement autorisés ou déclarés en application de l'article L. 214-6 du Code de l'environnement.

1-2) La liste de ces ouvrages de prise d'eau figure en annexe du présent arrêté.

1-3) Le Directeur Interrégional de Voies navigables de France est autorisé à poursuivre le fonctionnement de ses ouvrages de prise d'eau régulièrement mis en service à des fins d'alimentation des ses canaux.

Art. 2 : Protection de la ressource en eau

2-1) Les ouvrages de prise d'eau ne présentent aucun risque d'atteinte grave aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du Code de l'environnement.

2-2) Ils sont subordonnés au respect du débit réservé soumis au contrôle du service chargé de la police de l'eau.

2-3) Les ouvrages prélèvent en eaux superficielles des rivières suivantes : la Moselle et la Meurthe.

Art. 3 : Règlement d'eau propre à chaque ouvrage de prise d'eau

3-1) Le Directeur Interrégional Voies navigables de France pourra rédiger un règlement d'eau spécifique à chaque ouvrage.

3-2) Le règlement d'eau devra comprendre notamment un plan de localisation, les caractéristiques techniques, les consignes d'exploitation et d'entretien.

Art. 4 : Droits des tiers

Les droits des tiers demeurent expressément réservés.

Art. 5 : Information des tiers

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché, pendant un délai minimum de un mois, en mairie des communes de Flavigny-sur-Moselle, Parroy et Damelevières.

Art. 6 : Délai et voies de recours

Le présent arrêté peut être déféré devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Art. 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le chef du service de navigation du Nord-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur interrégional de voies navigables de France.

Copie sera adressée pour information au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle, au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique, au chef de la brigade des gardes-pêche de Meurthe-et-Moselle, aux maires des communes de Flavigny-sur-Moselle, Parroy et Damelevières.

Nancy, le 12 janvier 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique

Extrait de l'arrêté complémentaire portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Lunéville et canton de Saint-Nicolas-de-Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 est abrogé.

Art. 2 : Sont nommés pour faire partie de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Lunéville et canton de Saint-Nicolas-de-Port avec voix consultative,

Au titre de la personne compétente en économie sociale et familiale

Monsieur Patrice FLOQUET - responsable de l'agence UDAF de Lunéville
30 rue Gambetta - 54300 LUNEVILLE

Au titre de la personne juriste

- une personne proposée par madame la première présidente de la cour d'appel de Nancy.

Art. 3 : Ces personnes sont nommées pour une durée d'un an renouvelable.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 4 décembre 2006

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté complémentaire portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la Communauté Urbaine du Grand Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 est abrogé.

Art. 2 : Sont nommés pour faire partie de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-communauté urbaine du grand Nancy avec voix consultative,

Au titre de la personne compétente en économie sociale et familiale

Monsieur Jean-Paul LACRESSE, représentant de la caisse d'allocations familiales - 10 allée Saint Exupéry- 54510 TOMBLAINE

Au titre de la personne juriste

- une personne proposée par madame la première présidente de la cour d'appel de Nancy

Art. 3 : Ces personnes sont nommées pour une durée d'un an renouvelable.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur du développement durable et des politiques interministérielles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 4 décembre 2006

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle

Réunie le 12 décembre 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SAS MUSSIPONTUM en qualité d'exploitante, afin d'être autorisée à procéder à l'extension de 2162 m² de vente d'un hypermarché à l'enseigne INTERMARCHE à Pont-à-Mousson - route de Briey portant la surface totale

de vente à 4662 m² et de 125 m² la galerie marchande portant la surface totale de vente à 231 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Pont-à-Mousson.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 13 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle

Réunie le 12 décembre 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SAS MUSSIPONTUM en qualité d'exploitante, afin d'être autorisée à procéder au déplacement et à l'extension de 79,44 m² de vente de la station-service attenante à l'hypermarché à l'enseigne INTERMARCHÉ à Pont-à-Mousson – route de Briey portant la surface totale de vente à 300 m² et portant le nombre de positions de ravitaillement de 6 à 10

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Pont-à-Mousson.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 13 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle

Réunie le 21 décembre 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL ALDI Marché ENNERY en qualité d'exploitante, afin d'être autorisée à procéder à l'extension de 475 m² de vente d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne ALDI à PIENNES portant la surface totale de vente à 774 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Piennes.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de décision de la commission nationale d'équipement commercial

Par décision du 7 décembre 2006, la commission nationale d'équipement commercial statuant sur le recours présenté contre la décision de refus de la commission départementale d'équipement commercial du 18 avril 2006 a accordé à la SAS ED l'autorisation de procéder à la création d'un supermarché de type maxi discompte de 1280 m² de vente à l'enseigne ED à Vandoeuvre-les-Nancy, rue de Norvège.

Le texte de cette décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Vandoeuvre-les-Nancy.

Nancy, le 29 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur,
A. LEBEL

Direction des relations avec les collectivités locales Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 19 décembre 2006 (Meuse) et du 10 janvier 2007 (Meurthe-et-Moselle) autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal des eaux de Piennes

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la Meuse

ARRETEMENT

Art. 1^{ER} : Sont approuvés les nouveaux statuts du syndicat intercommunal des eaux de Piennes. Ces statuts resteront annexés au présent arrêté.

Art. 2 : Les secrétaires généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de Briey et de Verdun, le président du syndicat intercommunal des eaux de Piennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 10 janvier 2007

Bar-le-Duc, le 19 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Thomas CAMPEAUX

Les statuts annexes sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2006 autorisant la dissolution du syndicat intercommunal de la colline inspirée (SICI)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{ER} : Le syndicat intercommunal de la colline inspirée (SICI) est dissous.

Art. 2 : L'actif du syndicat est réparti entre les communes de Saxon-Sion et Vaudemont selon un état joint en annexe.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la présidente du syndicat intercommunal de la colline inspirée (SICI) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres du syndicat et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 15 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

La tableau récapitulatif de l'actif du syndicat joint en annexe est consultable à Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2006 autorisant la dissolution du syndicat mixte de la colline de Sion-Vaudemont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{ER} : Le syndicat mixte de la Colline de Sion-Vaudemont est dissous.

Art. 2 : L'actif du syndicat est réparti entre le syndicat intercommunal de la colline inspirée (SICI), représentant les communes de Saxon-Sion et Vaudemont, et le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle selon un état joint en annexe.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le président du syndicat mixte de la colline de Sion-Vaudemont et la présidente du syndicat intercommunal de la colline inspirée (SICI) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents des collectivités intéressées ainsi qu'au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 15 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

La tableau récapitulatif de l'actif du syndicat joint en annexe est consultable à Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2006 autorisant la dissolution du syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) du Grand Couronné au 31 décembre 2006 et fixant les conditions de liquidation du syndicat.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{ER} : Le syndicat intercommunal à vocation unique du Grand Couronné est dissous.

Cette dissolution sera effective à la date du 31 décembre 2006.

Art. 2 : Sont approuvées les modalités de dissolution du syndicat, jointes en annexe, pour les communes de Courbessieux et Lay-Saint-Christophe.

Le solde est transféré à la communauté de communes du Grand Couronné.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, le président du syndicat intercommunal à vocation unique du Grand Couronné et le président de la communauté de communes du Grand Couronné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général et qui fera, en outre, l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy le 21 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Les conditions de liquidation du syndicat, annexés au présent arrêté sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2006 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire de l'école Charles Perrault entre les communes de Buissoncourt, Gellenoncourt et Haraucourt.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{ER} : Est autorisée entre les communes de Buissoncourt, Gellenoncourt et Haraucourt la création du syndicat intercommunal scolaire de l'école Charles PERRAULT.

Les statuts du syndicat resteront annexés au présent arrêté.

Art. 2 : La gestion en investissement et en fonctionnement de l'établissement scolaire public du 1^{er} degré (maternel et élémentaire) situé à Haraucourt.

- Procéder à l'entretien courant, ainsi qu'aux petites réparations liées à l'utilisation des locaux mis à disposition.
- Procéder à l'amélioration des conditions matérielles d'enseignement.
- Acquérir de nouveaux moyens pédagogiques actuels.
- Permettre la mise en place de classes découvertes, de séjours linguistiques, de classes d'initiation artistique.

Art. 3 : Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

Art. 4 : Le siège du syndicat est situé 5 bis rue des Écoles à Haraucourt.

Art. 5 : Le receveur du syndicat est le trésorier de Saint-Nicolas-de-Port.

Art. 6 : Chaque commune est représentée au sein du comité syndical par 3 délégués.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de chaque commune concernée et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY le 21 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Les statuts annexés au présent arrêté sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté autorisant la communauté de communes du Grand Couronné à exercer la compétence « Production, adduction et distribution d'eau potable » à compter du 1^{er} janvier 2007.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er : La communauté de communes du Grand Couronné est autorisée à exercer la compétence « Production, adduction et distribution d'eau potable ».

Art. 2 : Cette compétence sera exercée à compter du 1^{er} janvier 2007.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes du Grand Couronné sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY le 21 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Extrait de l'arrêté du 28 décembre 2006 autorisant la création de la communauté de communes du pays de Longuyon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Est autorisée entre les communes de Allondrelle-la-Malmaison, Charency-Vezin, Colmey, Epiez-sur-Chiers, Grand-Failly, Longuyon, Othe, Petit-Failly, Saint-Jean-les-Longuyon, Villers-le-Rond et Vilette, la création de la communauté de communes du pays de Longuyon.

Les statuts resteront annexés au présent arrêté.

Art. 2 : Le siège de la communauté de communes est fixé à la mairie de Longuyon.

Art. 3 : La communauté de communes est constituée pour une durée limitée dans l'attente de la création de la structure unique compatible avec le schéma départemental d'orientation de l'intercommunalité.

Art. 4 : Le conseil de communauté est composé selon la répartition suivante : Chaque commune membre qui dispose d'un minimum d'un siège est représentée proportionnellement à sa population par tranches ainsi réparties :

- 1 à 100 habitants : 1 délégué titulaire et 1 suppléant
- 101 à 300 habitants : 2 délégués titulaires et 1 suppléant
- 301 à 500 habitants : 3 délégués titulaires et 2 suppléants
- 501 à 700 habitants : 4 délégués titulaires et 2 suppléants
- 701 à 5000 habitants : 8 délégués titulaires et 4 suppléants
- 5001 à 7000 habitants : 18 délégués titulaires et 9 suppléants

Art. 5 : La communauté de communes est autorisée à exercer les compétences suivantes :

1. Compétences obligatoires :

A. AMENAGEMENT DE L'ESPACE

- Élaboration du schéma de cohérence territoriale et du schéma de secteur,
- Soutien de toute action de bonne gestion de l'espace, de préservation, de réhabilitation et de mise en valeur des paysages naturels et urbains,
- Promouvoir une OPAV,
- Élaborer un plan de paysage,
- Réaliser la digitalisation du cadastre sur le territoire communautaire,
- Favoriser le développement et l'accès aux NTIC,
- Préservation des vergers familiaux,
- Création de haies pour la protection de la faune sauvage,

B. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

- Favoriser le maintien, l'environnement et l'accueil des entreprises par la préparation et l'aménagement de terrains et des aides administratives pour obtenir les soutiens financiers éventuels.
- Aider et conseiller les entrepreneurs potentiels par la création d'entreprises sur le territoire communautaire,
- Soutenir techniquement voire financièrement les projets de développements agricoles, artisanaux, commerciaux, industriels et les projets d'installation de nouvelles entreprises,
- Recensement de l'offre et de la demande en locaux d'activités autres qu'industrielles à louer et à vendre enregistrées sur le territoire communautaire.
- Mettre en place une politique de développement touristique à l'échelle de la communauté de communes,
- Création de sentiers de découvertes,
- Mise en place de panneaux d'identité de territoire sur chaque commune membre,
- Appui technique voire financier aux projets d'investissements des sites touristiques du territoire communautaire,
- Soutien à l'opération « Graines de Paysages ».

2. Compétences optionnelles :

A. PROTECTION ET MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT

- Travailler à l'élaboration d'itinéraires pour véhicules motorisés,
- Préserver, surveiller, gérer les milieux naturels d'intérêt communautaire.
- Étudier le potentiel de mise en valeur des cours d'eau traversant le territoire communautaire sans interférer avec les études réalisées par les structures intercommunales existantes.
- Encourager le développement des énergies renouvelables (bois énergie, énergie solaire, énergie éolienne, géothermie),
- Information et sensibilisation du public visant à assurer la préservation de l'environnement et la réhabilitation et mise en valeur des paysages naturels, ruraux et urbains,
- Promouvoir l'acquisition des composteurs et des récupérateurs d'eau de pluie,
- Étudier et promouvoir une gestion communautaire de la collecte et le traitement des déchets ménagers.

B. POLITIQUE DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE

- Étudier le marché du logement et développer des outils du suivi du marché sur le territoire communautaire,
- Recensement de l'offre et de la demande en logements à louer et à vendre enregistrés sur le territoire communautaire,
- Mise en œuvre d'actions communautaires concourant à l'amélioration de l'habitat tant au niveau quantitatif que qualitatif,
- Négociation et gestion de procédures habitat de dimension intercommunale de type OPAH ou opération régionale post OPAH,
- Incitation au ravalement de façades et action d'aménagement du cadre de vie par des opérations d'améliorations de l'environnement naturel, de rénovation des sites et d'amélioration de la sécurité routière.
- Conduite des opérations de requalification urbaine
- Aide à la restauration du petit patrimoine « historique » non protégé

C. VIE SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE ET EDUCATIVE

- La communauté de communes cherchera à promouvoir la pratique théâtrale ou musicale et la fréquentation cinématographique par l'intermédiaire de structures existantes,
- Étudier la possibilité de mettre en place un service de portage de repas et de courses à domicile,
- Étudier la possibilité d'organiser un service de transport à la demande.
- Favoriser la préservation des races anciennes de volailles,
- Installer un rucher école avec les Apiculteurs amateurs.

D. APPUI TECHNIQUE AUX COMMUNES

- Prendre en charge la voirie communale hors agglomération.

Art. 6 : Les fonctions de receveur sont assurées par le trésorier de Longuyon.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture et le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires de chaque commune concernée et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY le 28 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Les statuts annexés de la communauté de communes sont consultables à la sous-préfecture de BRIEY.

Extrait de l'arrêté du 28 décembre 2006 autorisant l'adhésion de la commune de Rémérville à la communauté de communes du Grand Couronné à compter du 1^{er} janvier 2007

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : L'adhésion de la commune de Rémérville à la communauté de communes du Grand Couronné est autorisée.

Cette adhésion sera effective au 1^{er} janvier 2007.

Art. 2 : La commune de Rémérville sera représentée au sein du conseil communautaire par 2 délégués titulaires et 1 délégué suppléant.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Rémérville et le président de la communauté de communes du Grand Couronné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres de la communauté de communes et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY le 28 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Extrait de l'arrêté du 28 décembre 2006 autorisant le retrait de la commune de Rémérville de la communauté de communes du pays du Sânon au 31 décembre 2006, et fixant les conditions de retrait

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : – Le retrait de la commune de Rémérville de la communauté de communes du pays du Sânon est autorisé au 31 décembre 2006.

Art. 2 : – Ce retrait s'effectue sans conditions financières.

Art. 3 : – Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, le président de la communauté de communes du pays du Sânon et le maire de Rémérville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres de la communauté de communes du pays du Sânon et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 28 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Sous-préfecture de Toul

Extrait de l'arrêté relatif à la modification des statuts de la communauté de communes du Massif de Haye dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont approuvés les nouveaux statuts de la communauté de communes du Massif de Haye dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté.

Art. 2 : Le sous-préfet de Toul, le président de la communauté de communes du Massif de Haye sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 22 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Philippe GAZAGNES

Les statuts de la communauté de communes du Massif de Haye sont consultables en sous-préfecture de Toul.

Extrait de l'arrêté relatif à la modification des statuts de la communauté de communes de Hazelle dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont approuvés les nouveaux statuts de la communauté de communes de Hazelle dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté.

Art. 2 : Le sous-préfet de Toul, le président de la communauté de communes de Hazelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 8 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Philippe GAZAGNES

Les statuts de la communauté de communes de Hazelle sont consultables en sous-préfecture de Toul.

Extrait de l'arrêté relatif à la modification des statuts de la communauté de communes des 3 Vallées dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont approuvés les nouveaux statuts de la communauté de communes des 3 vallées dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté. Le tableau définissant l'intérêt communautaire et la carte des sentiers de randonnée resteront également annexés au présent arrêté.

Art. 2 : Le sous-préfet de Toul, le président de la communauté de communes des 3 vallées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 15 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Philippe GAZAGNES

Les statuts de la communauté de communes des 3 Vallées sont consultables en sous-préfecture de Toul.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/130 du 27 septembre 2006 portant fixation des tarifs applicables aux transports médicalisés dans le cadre du SMUR du Centre Hospitalier de TOUL - N° FINESS E.J. : 540 000 049

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - A partir du 1^{er} janvier 2006 le tarif applicable aux transports médicalisés effectués par le SMUR du Centre Hospitalier de TOUL est fixé comme suit :

Transports terrestres : 507.17 € par demi-heure médicalisée

Art. 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- CO 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication

conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de Toul sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/131 du 27 septembre 2006 portant fixation des tarifs applicables aux transports médicalisés dans le cadre du SMUR du Centre Hospitalier de LUNEVILLE - N° FINESS E.J. : 540 000 080

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - A partir du 1^{er} janvier 2006 le tarif applicable aux transports médicalisés effectués par le SMUR du Centre Hospitalier de Lunéville, est fixé comme suit :

Transports terrestres : 577.25 € par demi-heure médicalisée

Art. 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- CO 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de Lunéville sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/132 du 27 septembre 2006 portant fixation des tarifs applicables aux transports médicalisés dans le cadre du SMUR du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson - N° FINESS E.J. : 540 000 106

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - A partir du 1^{er} janvier 2006 le tarif applicable aux transports médicalisés effectués par le SMUR du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson est fixé comme suit :

Transports terrestres : 594.91 € par demi-heure médicalisée

Art. 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/133 du 5 octobre 2006 portant fixation des tarifs applicables aux transports médicalisés dans le cadre du SMUR du Centre Hospitalier de Briey - N° FINESS E.J. : 540 000 767

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - A partir du 1^{er} octobre 2006 le tarif applicable aux transports médicalisés effectués par le SMUR du Centre Hospitalier de Briey est fixé comme suit :

Transports terrestres : 400.42 € par demi-heure médicalisée

Art. 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du Centre Hospitalier de Briey sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/134 du 10 octobre 2006 portant fixation des tarifs applicables aux transports médicalisés dans le cadre du SMUR de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) à Mont-Saint-Martin - N° FINESS E.J. : 540 000 866

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Art. 1^{er} - A partir du 1^{er} octobre 2006 le tarif applicable aux transports médicalisés effectués par le SMUR de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy est fixé comme suit :

Transports terrestres : 466.00 € par demi-heure médicalisée

Art. 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - CO 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/135 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 105 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 031 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 015

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maternité Régionale est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 19 894 945 €

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 8 993 517 €

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 470 553 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - CO 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de la Maternité Régionale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/136 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/106 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 049 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 023

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Toul est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 8 385 028 €

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 255 008 €

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 964 633 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - CO 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/137 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 107 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière de Baccarat pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0014 081 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 072

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière de Baccarat est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 335 361 €

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 28 355 €

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - CO 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de la Maison Hospitalière de Baccarat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/138 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/108 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 000 080 - N° FINESS de l'établissement : 54 000 155

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Lunéville est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 13 027 228 €

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 144 286 €.

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 1 129 327 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4 rue Piroux - CO 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de Lunéville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/139 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 109 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 106 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 296

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Pont à Mousson est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 796 035 €.

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 5 716 477 €.

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 470 710 €.

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 799 940 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4 rue Piroux - CO 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de Pont à Mousson sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/140 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/110 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint Charles pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 122 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 395

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière Saint-Charles est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 3 512 015 €.

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 934 693 €.

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 122 652 €.

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4 rue Piroux - CO 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de la Maison Hospitalière Saint-Charles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/141 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/111 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 767 - N° FINESS de l'établissement : 54 0001 070

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Briey est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 7 909 989 €.

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 22 055 116 €.

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 225 065 €.

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 1 294 020 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 28 421 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4 rue Piroux - CO 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice du Centre Hospitalier de Briey sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/142 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/112 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 866 - N° FINESS de l'établissement : 54 0001 096

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 5 882 070 €.

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 23 381 058 €.

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 854 212 €.

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 129 327 €	pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
28 421 €	pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
0 €	pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4 rue Piroux - CO 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/143 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 113 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de Joef pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 882 - N° FINESS de l'établissement : 54 0001 104

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière de Joef est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 544 323 €.

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 1 061 173 €.

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 252 375 €.

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 €	pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
0 €	pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
0 €	pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4 rue Piroux - CO 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'Association Hospitalière de Joef sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/144 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 114 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis Vautrin à Vandœuvre pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0003 019 - N° FINESS de l'établissement : 54 0001 286

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Alexis Vautrin à Vandœuvre est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 17 935 597 €.

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 11 215 395 €.

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 €	pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
-----	---

0 €	pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
0 €	pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4 rue Piroux - CO 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Alexis Vautrin à Vandœuvre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/145 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 115 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 002 078 - N° FINESS de l'établissement : 54 001 138

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 11 207 896 €.

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 193 236 521 €.

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 81 426 781 €.

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

3 864 686 €	pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
443 731 €	pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
458 400 €	pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4 rue Piroux - CO 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/146 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 116 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L) pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0020 112 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 163

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Syndicat Inter hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 728 608 €.

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 14 059 961 €.

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 546 321 €.

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 €	pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
0 €	pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4 rue Piroux - CO 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Secrétaire Général du Syndicat Inter hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/147 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/94 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de Nancy pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 056 - N° FINESS de l'établissement : 54 0014 073

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou est fixé, pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 71 143 484 €.

Art. 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4 rue Piroux - CO 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/148 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/95 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 114 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 312

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port est fixé, pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 11 428 850 €.

Art. 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4 rue Piroux - CO 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/149 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/96 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre de Moyen Séjour de Faulx pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 262 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 544

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre de Moyen Séjour de Faulx est fixé, pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 879 415 €.

Art. 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4 rue Piroux - CO 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre de Moyen Séjour de Faulx sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/150 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/97 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0006 707 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 585

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny est fixé, pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 4 645 272 €.

Art. 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4 rue Piroux - CO 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/151 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/98 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques Parisot de Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0006 707 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 668

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Jacques Parisot de Bainville-sur-Madon est fixé, pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 14 358 047 €.

Art. 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4 rue Piroux - CO 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Jacques Parisot de Bainville-sur-Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/152 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/99 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à Blâmont pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0721 334 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 726

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à Blâmont est fixé, pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 675 433 €.

Art. 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4 rue Piroux - CO 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à Blâmont sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/153 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 100 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière Saint-Eloi de Neuves-Maisons pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 437 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 858

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière Saint-Eloi de Neuves-Maisons est fixé, pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 932 454 €.

Art. 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4 rue Piroux - CO 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'Association Hospitalière Saint-Eloi de Neuves-Maisons sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/154 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 101 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au C.O.C.E.E. de Flavigny pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0006 707 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 973

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du C.O.C.E.E. de Flavigny est fixé, pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 6 750 578 €.

Art. 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4 rue Piroux - CO 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du C.O.C.E.E. de Flavigny sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/155 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 102 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0003 399 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 270

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey est fixé, pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 478 061 €.

Art. 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4 rue Piroux - CO 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/ 156 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 103 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0019 726 - N° FINESS de l'établissement : 54 0009 701

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Institut Régional de Réadaptation est fixé, pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 36 040 654 €.

Art. 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4 rue Piroux - CO 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'Institut Régional de Réadaptation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/157 du 20 octobre 2006 modifiant l'arrêté 06/ 104 du 8 août 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0019 007 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 148

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé est fixé, pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 697 363 €.

Art. 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4 rue Piroux - CO 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/158 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/83 du 30 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 4488

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)2 933 062.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/159 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/70 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 6459

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)3 129 431.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/160 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/71 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à l'Hôpital local intercommunal 3H Santé - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 6665

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)1 398 861.00 €

Art. 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/161 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/72 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre Hospitalier de Lunéville - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 6780

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)1 056 242.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale

(Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/162 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/73 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre Hospitalier de Toul - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 8364

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)1 560 668.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de Toul sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/163 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/74 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 8737

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)1 605 691.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/164 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/75 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre hospitalier de Briey - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 9503

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)568 191.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du Centre Hospitalier de Briey sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/165 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/76 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à la Maison Hospitalière Saint Charles à Nancy - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)1 915 386.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/166 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/77 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 9586

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)2 283 471.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/167 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/78 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à l'Hôpital local intercommunal de Pompey-Lay Saint Christophe - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 001 0782

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)633 771.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY-LAY-SAINT-CHRISTOPHE sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/168 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/79 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à la Maison hospitalière de Baccarat - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 001 2747

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)1 104 399.00 €

Art. 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maison Hospitalière de Baccarat sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/169 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/80 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à l'Association hospitalière de Joeuf - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 001 3158

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)146 920.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Association Hospitalière de JOEUF sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/170 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/81 du 20 juin 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à l'Association hospitalière Saint Eloi à Neuves-Maisons - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 001 3836

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)214 471.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Association Hospitalière SAINT-ELOI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/171 du 3 novembre 2006 modifiant l'arrêté 06/138 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 000 080 - N° FINESS de l'établissement : 54 000 155

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} - L'article 4 de l'arrêté n° 06/138 du 20 octobre 2006 sus visé est modifié ainsi qu'il suit :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 795 186 €.

Art. 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - CO 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de Lunéville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/172 du 7 novembre 2006 modifiant l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 06/65 du 7 juin 2006, portant fixation des tarifs de prestations applicables au Syndicat Inter hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) - N° FINESS E.J. : 540 020 112

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} - A partir du 1^{er} novembre 2006 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

12 - Chirurgie.....	120.00 €
90 - Chirurgie ambulatoire.....	1 065.00 €
20 - Spécialités coûteuses.....	1 770.00 €
30 - Moyen séjour.....	184.00 €

Art. 2 - Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à :

40 € par jour pour la	12 - Chirurgie
38 € par jour pour la	90 - Chirurgie ambulatoire
64 € par jour pour les	20 - Spécialités coûteuses
8 € par jour pour le	30 - Moyen séjour

Art. 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - CO 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Secrétaire Général du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°06/173 du 13 novembre 2006 modifiant l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 132 du 23 novembre 2005, portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre de Moyen Séjour de Faulx - N° FINESS E.J. : 540 000 262

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} - A partir du 1^{er} novembre 2006 sera appliqué pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

30 - Soins de suite et de réadaptation.....	182.10 €
---	----------

Art. 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - CO 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 174/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Maternité Régionale - N° FINESS E.J. : 540 000 031 - N° FINESS de l'établissement : 540 000 015

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} - Le montant dû à l'établissement MATERNITE RÉGIONALE au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 3^{ème} trimestre 2006 est égal à 2 991 317 €.

Ce montant se décompose de la façon suivante :

- 1) la part tarifée à l'activité est égale à 2 984 408 € soit :
 - 2 770 857 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;
 - 205 500 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;
 - 523 € au titre des actes et consultations externes urgence ;
 - 7 197 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;
 - 331 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 2) la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à 4 413 €
- 3) la part des produits et prestations mentionnés au même article est égal à 2 496 €

Art. 2 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 2 991 317 €.

Art. 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 175/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement CH Toul - N° FINESS E.J. : 540 000 049 - N° FINESS de l'établissement : 540 000 023

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} - Le montant dû à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - TOUL au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 3^{ème} trimestre 2006 est égal à 1 796 577 €.

Ce montant se décompose de la façon suivante :

- 1) la part tarifée à l'activité est égale à 1 462 479 € soit :
 - 1 271 154 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;
 - 89 738 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;
 - 74 379 € au titre des actes et consultations externes urgence ;
 - 1 101 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;
 - 26 107 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 2) la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à 4 654 €
- 3) la part des produits et prestations mentionnés au même article est égal à 329 444 €

Art. 2 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 1 796 577 €.

Art. 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 176/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement CH Lunéville - N° FINESS E.J. : 540 000 080 - N° FINESS de l'établissement : 540 000 055

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} - Le montant dû à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNÉVILLE au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 3^{ème}

trimestre 2006 est égal à 1 612 798 €

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1) la part tarifiée à l'activité est égale à 1 579 400 € soit :

- 1 450 493 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;
- 50 930 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;
- 51 889 € au titre des actes et consultations externes urgence ;
- 1 715 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;
- 24 373 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2) la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à 23 645 €

3) la part des produits et prestations mentionnés au même article est égal à 9 753 €

Art. 2 – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 1 612 798 €

Art. 3 – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 177/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement CH Pont-à-Mousson - N° FINESS E.J. : 540 000 106 - N° FINESS de l'établissement : 540 000 296

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} – Le montant dû à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 3ème trimestre 2006 est égal à 746 399 €

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1) la part tarifiée à l'activité est égale à 745 601 € soit :

- 643 395 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;
- 38 127 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;
- 42 910 € au titre des actes et consultations externes urgence ;
- 864 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;
- 20 305 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2) la part des produits et prestations mentionnés au même article est égal à 798 €

Art. 2 – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 746 399 €

Art. 3 – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 178/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement MH Saint Charles à Nancy - N° FINESS E.J. : 540 0000 122 - N° FINESS de l'établissement : 540 0000 395

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} – Le montant dû à l'établissement MH ST CHARLES NANCY au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 3ème trimestre 2006 est égal à 166 060 €

Ce montant se décompose de la façon suivante :

La part tarifiée à l'activité est égale à 166 060 € soit :

- 165 549 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;
- 511 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;

Art. 2 – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 166 060 €

Art. 3 – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX),

dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 179/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement J.Parisot à Bainville - N° FINESS E.J. : 540 006 707 - N° FINESS de l'établissement : 540 000 668

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} – Le montant dû à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 3ème trimestre 2006 est égal à 155 347 €

Ce montant se décompose de la façon suivante :

La part tarifiée à l'activité est égale à 155 347 € soit :

- 155 347 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) ; HAD ;
- Art. 2** – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 155 347 €

Art. 3 – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 180/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement CH Briey - N° FINESS E.J. : 540 000 767 - N° FINESS de l'établissement : 540 001 070

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} – Le montant dû à l'établissement CH BRIEY au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 3ème trimestre 2006 est égal à 3 359 386 €

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1) la part tarifiée à l'activité est égale à 2 960 838 € soit :

- 2 685 514 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;
- 114 734 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;
- 102 962 € au titre des actes et consultations externes urgence ;
- 17 669 € au titre des forfaits techniques ;
- 5 381 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;
- 34 578 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2) la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à 302 315 €

3) la part des produits et prestations mentionnés au même article est égal à 96 233 €

Art. 2 – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 3 359 386 €

Art. 3 – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- CO 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 181/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement AH Bassin de Longwy - N° FINESS E.J. : 540 000 866 - N° FINESS de l'établissement : 540 001 096

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} – Le montant dû à l'établissement AH BASSIN LONGWY au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 3^{ème} trimestre 2006 est égal à 3 040 523 €. Ce montant se décompose de la façon suivante :

- 1) la part tarifiée à l'activité est égale à 2 889 046 € soit :
 - 2 592 839 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;
 - 130 264 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;
 - 123 002 € au titre des actes et consultations externes urgence ;
 - 8 198 € au titre des forfaits techniques ;
 - 3 497 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;
 - 31 246 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 2) la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à 132 792 €
- 3) la part des produits et prestations mentionnés au même article est égal à 18 685 €

Art. 2 – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 3 040 523 €

Art. 3 – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- CO 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 182/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Hôpital de Joëuf - N° FINESS E.J. : 540 000 262 - N° FINESS de l'établissement : 540 001 104

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} – Le montant dû à l'établissement HOPITAL - JOEUF au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 3^{ème} trimestre 2006 est égal à 359 590 €

Ce montant se décompose de la façon suivante :

- La part tarifiée à l'activité est égale à 359 590 € soit :
 - 179 668 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;
 - 179 922 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) ; HAD ;

Art. 2 – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 359 590 €

Art. 3 – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- CO 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 183/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement C.H.U. de Nancy - N° FINESS E.J. : 540 002 078 - N° FINESS de l'établissement : 540 001 138

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} – Le montant dû à l'établissement C.H.U. DE NANCY au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 3^{ème} trimestre 2006 est égal à 29 517 951 €

Ce montant se décompose de la façon suivante :

- 1) la part tarifiée à l'activité est égale à 23 271 883 € soit :
 - 21 190 865 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;
 - 1 463 631 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;
 - 124 677 € au titre des actes et consultations externes urgence ;
 - 273 304 € au titre des forfaits techniques ;
 - 13 577 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;
 - 99 627 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 106 202 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
- 2) la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à 3 805 476 €

3) la part des produits et prestations mentionnés au même article est égal à 2 440 592 €

Art. 2 – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 29 517 951 €

Art. 3 – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 184/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement C.R.L.C.C. A.Vautrin-Vandoeuvre - N° FINESS E.J. : 540 003 019 - N° FINESS de l'établissement : 540 001 286

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} – Le montant dû à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN-VANDOEUVRE au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 3^{ème} trimestre 2006 est égal à 3 933 793 €

Ce montant se décompose de la façon suivante :

- 1) la part tarifiée à l'activité est égale à 2 747 606 € soit :
 - 2 564 219 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;
 - 134 616 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;
 - 48 771 € au titre des forfaits techniques ;
- 2) la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à 1 084 747 €
- 3) la part des produits et prestations mentionnés au même article est égal à 101 440 €

Art. 2 – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 3 933 793 €

Art. 3 – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- CO 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 185/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Hôpital de Baccarat - N° FINESS E.J. : 540 014 081 - N° FINESS de l'établissement : 540 000 072

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} – Le montant dû à l'établissement HOPITAL - BACCARAT au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 3^{ème} trimestre 2006 est égal à 83 158 €

Ce montant se décompose de la façon suivante :

- 1) la part tarifiée à l'activité est égale à 81 044 € soit :
 - 81 044 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;
- 2) la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à 2 114 €

Art. 2 – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 83 158 €

Art. 3 – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 186/2006 du 21 novembre 2006 fixant les recettes d'activité du troisième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'établissement SINCAL - N° FINESS E.J. : 540 0020 112 - N° FINESS de l'établissement : 540 0000 163

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} - Le montant dû à l'établissement SINCAL au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 3ème trimestre 2006 est égal à 2 427 341 €
Ce montant se décompose de la façon suivante :

- 1) la part tarifée à l'activité est égale à 1 926 727 € soit :
 - 1 728 299 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;
 - 178 906 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;
 - 8 194 € au titre des forfaits techniques ;
 - 11 328 € au titre des forfaits "de petit matériel" (FFM) ;
- 2) la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à 115 745 €
- 3) la part des produits et prestations mentionnés au même article est égal à 384 869 €

Art. 2 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 2 427 341 €

Art. 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/187 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/135 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 031 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 015

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maternité Régionale est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 19 853 517 €

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 9 357 181 €

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- | | |
|-----------|--|
| 470 553 € | pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ; |
| 0 € | pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ; |
| 0 € | pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse. |

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de la Maternité Régionale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/188 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/136 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 049 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 023

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de TOUL est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 8 358 327 €

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 292 080 €

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- | | |
|-----------|--|
| 964 633 € | pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ; |
| 0 € | pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ; |
| 0 € | pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse. |

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/189 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/137 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière de Baccarat pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0014 081 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 072

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière de Baccarat est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 334 318 €

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 29 398 €

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- | | |
|-----|--|
| 0 € | pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ; |
| 0 € | pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ; |
| 0 € | pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse. |

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de la Maison Hospitalière de Baccarat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/190 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/171 du 3 novembre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 000 080 - N° FINESS de l'établissement : 54 000 155

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Lunéville est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 12 986 349 €.

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 195 165 €.

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 1 129 327 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de Lunéville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/191 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/139 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 106 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 296

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Pont à Mousson est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 796 035 €.

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 5 698 109 €.

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 489 078 €.

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 799 940 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de Pont à Mousson sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/192 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/140 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint Charles pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 122 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 395

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière Saint-Charles est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 3 512 015 €.

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 931 696 €.

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 125 650 €.

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de la Maison Hospitalière Saint-Charles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/193 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/141 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 767 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 070

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de BRIEY est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 7 909 989 €.

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 22 003 687 €.

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 428 128 €.

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 1 294 020 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 28 421 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice du Centre Hospitalier de BRIEY sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/194 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/142 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 866 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 096

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 5 882 070 €.

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 23 306 638 €.

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 928 632 €.

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 1 129 327 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 28 421 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/195 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/143 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de Joëuf pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 882 - N° FINESS de l'établissement : 54 0001 104

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière de Joëuf est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 549 198 €.

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 1 257 450 €.

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 256 099 €.

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'Association Hospitalière de Joëuf sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/196 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/144 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis Vautrin à Vandœuvre pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0003 019 - N° FINESS de l'établissement : 54 0001 286

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Alexis Vautrin à Vandœuvre est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 17 890 932 €.

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 11 272 393 €.

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Alexis Vautrin à Vandœuvre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/197 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/145 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 002 078 - N° FINESS de l'établissement : 54 001 138

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 11 263 296 €.

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 201 256 813 €.

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 86 310 510 €.

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 3 864 686 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 443 731 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 458 400 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 - 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/198 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/146 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Inter hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L) pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0020 112 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 163

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 728 608 €.

Art. 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 13 992 202 €.

Art. 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 766 079 €.

Art. 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Art. 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Secrétaire Général du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/199 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/147 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de Nancy pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 056 - N° FINESS de l'établissement : 54 0014 073

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou est fixé, pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 71 345 701 €.

Art. 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/200 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/148 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 114 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 312

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port est fixé, pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 11 728 850 €.

Art. 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/201 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/156 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0019 726 - N° FINESS de l'établissement : 54 0009 701

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Institut Régional de Réadaptation est fixé, pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 37 440 654 €.

Art. 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'Institut Régional de Réadaptation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/202 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/150 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison de repos et de convalescence de Flavigny pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0006 707 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 585

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny est fixé, pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 4 930 272 €.

Art. 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/203 du 14 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/152 du 20 octobre 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital local intercommunal 3H Santé pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0019 007 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 148

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé est fixé, pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 797 363 €.

Art. 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Irène DELFORGE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/204 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/158 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 4488

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)2 938 570.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/205 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/159 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 6459

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)3 135 002.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/206 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/160 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à l'Hôpital local intercommunal 3H Santé pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 6665

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)1 401 428.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/207 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/161 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre Hospitalier de Lunéville - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 6780

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)1 058 120.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/208 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/162 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre Hospitalier de Toul - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 8364

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)1 563 485.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/209 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/164 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 8737

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)1 608 507.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/210 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/164 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre Hospitalier de Briey - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 9503

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)569 224.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du Centre Hospitalier de BRIEY sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/211 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/165 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à la Maison Hospitalière Saint Charles à Nancy - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 9578

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)1 919 141.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/212 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/166 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable au Centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 000 9586

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)2 287 852.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Jacques Parisot à Bainville sur Madon sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/213 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/167 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à l'Hôpital local intercommunal de Pompey-Lay Saint Christophe - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 001 0782

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)634 897.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey-Lay-Saint-Christophe sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/214 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/168 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à la Maison Hospitalière de Baccarat - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 001 2747

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)1 106 433.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maison Hospitalière de BACCARAT sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/215 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/169 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à l'Association Hospitalière de Joeuf - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 001 3158

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)147 171.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Association Hospitalière de JOEUF sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/216 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté 06/170 du 3 novembre 2006 portant fixation du forfait global annuel de soins applicable à l'Association Hospitalière Saint Eloi à Neuves-Maisons - N° FINESS de l'entité juridique : B 54 001 3836

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2006 comme suit:

U.S.L.D. (forfait global de soins)214 847.00 €

Art. 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Association Hospitalière Saint-Eloi sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur,
Stéphanie GEYER

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine/URCAM**Extrait de décision conjointe de financement ARH/URCAM**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine
Le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie de Lorraine

D E C I D E N T

conjointement de financer MEDIGARDE 54 pour la permanence des soins du samedi après-midi au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux 2006

Nom Prénom du promoteur	Docteur Philippe NAUDE
Statut professionnel	Médecin généraliste
Adresse	URMLL – Centre d'Affaires « Les Nations » 54500 VANDOEUVRE LES NANCY

Art. 1 : Présentation du réseau financé

Numéro d'identification 960410041
« Mettre en œuvre un dispositif permettant l'accès à la population du département de Meurthe et Moselle à la médecine libérale en dehors des heures d'ouverture des cabinets libéraux. Le dispositif repose sur la mise en place d'une nouvelle sectorisation d'un système de régulation des appels téléphoniques ».

Art. 2 : Décision de financement

Le financement est accordé du 01 octobre 2006 au 31 décembre 2006 dans l'attente d'une prise en charge sur le droit commun pour la permanence des soins du samedi après midi, deux médecins régulateurs de 12h à 20h

Le montant DRDR 2006 complémentaire accordé est de 12 096 €

Cette décision porte le financement total de MEDIGARDE 54 à :
375 936 € du 4 décembre 2003 au 31 décembre 2006.

Art. 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM /Promoteur

Art. 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le promoteur, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Art. 5 : Détail des dérogations accordées

Est considérée comme dérogation, toute prestation ou indemnisation financée par l'assurance maladie au titre des dispositions visées par l'article L162-45 du CSS.

le règlement forfaitaire du médecin régulateur sur la base de 3 C 63 € par heure de régulation est versé à la structure gestionnaire du réseau.

Art. 6 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Art. 7 : Non respect des engagements pris par le promoteur**Suspension**

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Art. 8 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy

9, Boulevard Joffre – 54000 NANCY

désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Art. 9 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du projet d'autre part.

Art. 10 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20). Le promoteur

de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

Nancy, le 14 novembre 2006

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,
Antoine PERRIN

Le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Patrick MARX

Extrait de l'avenant à la décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 04 juillet 2006

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie de Lorraine

D E C I D E N T

conjointement d'accorder un financement complémentaire au réseau gérontologique RESEAUULU au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux 2006

représenté par son promoteur

Nom Prénom	Docteur Catherine COLLARD
Statut professionnel	Médecin gériatre – Chef de service CH
Adresse	Centre Hospitalier 2, rue Level BP 206 54301 LUNEVILLE

Art. 1 : Présentation du réseau financé

Nom du réseau	RESEAUULU
---------------	-----------

Numéro d'identification	960410298
-------------------------	-----------

Le projet vise à accompagner la personne âgée dans son projet de vie à domicile grâce à une évaluation médico-psycho-sociale multidisciplinaire de qualité pour apporter les réponses les plus adaptées à ses besoins, en développant un travail en réseau pour coordonner les moyens existants.

Art. 2 modifié : Décision de financement

Le complément DRDR 2006 de 10.000 € est destiné à financer la participation du réseau au projet coopératif du Collège des Gériatres Lorrains portant sur la santé bucco-dentaire et la nutrition des seniors.

Le présent avenant porte la DRDR 2006 à 158.115 €

Le financement total est porté à 391.328,25 €

Engagement du réseau :

Le projet coopératif du Collège des Gériatres Lorrains porte sur la santé bucco-dentaire et la nutrition des seniors avec pour objectif global lorrain de sensibiliser 500 seniors, 100 médecins traitant, 50 chirurgiens-dentistes, et de faciliter l'accessibilité aux soins en lien avec les organismes d'Assurance Maladie lorrains.

Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le Directeur de l'ARH de Lorraine absent
et par délégation,
La Directrice Adjointe,
Danielle MOUFFARD

Pour le Directeur
de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
Pascal ENRIETTO

Extrait de l'avenant à la décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 04 juillet 2006

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie de Lorraine

D E C I D E N T

conjointement d'accorder un financement complémentaire au réseau gérontologique G. CUNY au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux 2006

Nom Prénom du promoteur	Madame le Docteur Marie Yvonne GEORGE
-------------------------	---------------------------------------

Statut professionnel	Médecin à la Maison Hospitalière Saint Charles
----------------------	--

Adresse	56, bis rue des quatre églises - 54000 NANCY
---------	--

Art. 1 : Présentation du réseau financé

Nom du réseau	Gérard CUNY
---------------	-------------

Numéro d'identification	960410124
-------------------------	-----------

« Assurer et organiser la prise en charge globale des problèmes sanitaires et sociaux des personnes âgées en situation de fragilité ou de dépendance (nutrition, psychiatrie, démence, risque médicamenteux) dans une démarche de proximité et dans une coordination domicile/hôpital/établissements,

- préserver leur désir de rester à domicile,

- veiller à la bonne qualité de décisions et des conditions d'hospitalisation et

d'admission en établissement médico-social,

- faciliter la recherche de placement »

Art. 2 modifié : Décision de financement

Le complément DRDR 2006 de 10.000 € est destiné à financer la participation du réseau au projet coopératif du Collège des Gériatres Lorrains portant sur la santé bucco-dentaire et la nutrition des seniors.

Le présent avenant porte la DRDR 2006 à 67.744 €

Le financement total s'élève à 559.625 €

Engagement du réseau :

Le projet coopératif du Collège des Gériatres Lorrains porte sur la santé bucco-dentaire et la nutrition des seniors avec pour objectif global lorrain de sensibiliser 500 seniors, 100 médecins traitant, 50 chirurgiens-dentistes, et de faciliter l'accessibilité aux soins en lien avec les organismes d'Assurance Maladie lorrains.

Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le Directeur de l'ARH de Lorraine absent
et par délégation,
La Directrice Adjointe,
Danielle MOUFFARD

Pour le Directeur
de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
Pascal ENRIETTO

Extrait de l'avenant à la décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 04 juillet 2006

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie de Lorraine

DECIDENT

conjointement d'accorder un financement complémentaire au réseau gérontologique des Pays du Vermois Sel et Grand Couronné au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux 2006

représenté par son promoteur

Nom Prénom Docteur Paolo Di PATRIZIO
Statut professionnel Médecin généraliste
Adresse 24 rue Gabriel Péri 54110 Dombasle sur Meurthe

Art. 1 : Présentation du réseau financé

Nom du réseau Gérontologique des pays du Vermois,
Sel et Grand Couronné

Numéro d'identification 960410264

Coordonner, fédérer et promouvoir les moyens sanitaires et médico-sociaux existants pour améliorer, en assurant sa continuité, la prise en charge des personnes âgées en situation de vulnérabilité dans le bassin de vie du pays du Sel, du Vermois et du grand Couronné.

Caisses d'assurance maladie concernées : La Caisse Primaire de Nancy, la Mutualité Sociale Agricole, le RSI, l'URSSME

Art. 2 modifié : Décision de financement

Le complément DRDR 2006 de 10.000 € est destiné à financer la participation du réseau au projet coopératif du Collège des Gériatres Lorrains portant sur la santé bucco-dentaire et la nutrition des seniors.

Le présent avenant porte la DRDR 2006 à 53.815,50 €

Le financement total est porté à 176.396,40 €

Engagement du réseau :

Le projet coopératif du Collège des Gériatres Lorrains porte sur la santé bucco-dentaire et la nutrition des seniors avec pour objectif global lorrain de sensibiliser 500 seniors, 100 médecins traitant, 50 chirurgiens-dentistes, et de faciliter l'accessibilité aux soins en lien avec les organismes d'Assurance Maladie lorrains.

Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le Directeur de l'ARH de Lorraine absent

et par délégation,
La Directrice Adjointe,
Danielle MOUFFARD

Pour le Directeur
de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
Pascal ENRIETTO

Extrait de décision conjointe de financement ARH/URCAM

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie de Lorraine

DECIDENT

conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux pour la période 2006-2008

Au réseau RESEAU PERINATAL LORRAIN (RPL)

représenté par son promoteur

Nom Prénom Professeur Michel SCHWEITZER

Statut professionnel Professeur des Universités – Praticien hospitalier

Adresse MATERNITE REGIONALE A. PINARD
10, Rue du Dr Heydenreich - CS 74213
54042 NANCY-CEDEX

Préambule :

Les réseaux de santé ont pour objet de favoriser l'accès aux soins, la coordination, la continuité ou l'interdisciplinarité des prises en charges sanitaires, notamment de celles qui sont spécifiques à certaines populations, pathologies ou activités sanitaires.

Les réseaux de santé qui satisfont à des critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation peuvent bénéficier de financements publics, parmi lesquels au sein de l'ONDAM, la Dotation Nationale de Développement des Réseaux répartie en Dotation Régionale de Développement des Réseaux (DRDR). Cette enveloppe est destinée à couvrir les dépenses de fonctionnement des réseaux et les dérogations aux dispositions du code de la sécurité sociale.

La décision de financement qui ne peut excéder 3 ans, détermine la hauteur du financement ainsi que les modalités de versement (règlement forfaitaire à la structure gestionnaire du réseau ou règlement direct aux professionnels et/ou aux praticiens des prestations dérogatoires).

Art. 1 : Présentation du réseau financé

Nom du réseau RESEAU PERINATAL LORRAIN (RPL)

Numéro d'identification 960410421

Le RPL a pour objet de favoriser l'accès aux soins, la coordination, la continuité et l'interdisciplinarité des prises en charges sanitaires périnatales.

L'amélioration de la communication entre les professionnels de la périnatalité, tous modes d'exercice confondus, doit améliorer la prise en charge des patients du réseau.

Zone géographique (codes INSEE) Région Lorraine 41

Caisses d'assurance maladie concernées :

Les 7 CPAM(s) de : Nancy, Longwy ; Bar le Duc, Epinal, Sarreguemines, Thionville, Metz ; les 2 MSA de Vandœuvre-les-Nancy et Reims pour la Meuse ; le RSI, et l'URSSME

Art. 2 : Description des projets concernés par le financement

Le projet porte sur deux axes :

l'utilisation par les professionnels de la périnatalité des NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et des Communications) afin d'améliorer la communication entre professionnels au bénéfice des patients pour garantir technicité et proximité dans les prises en charge médicales, améliorer la continuité des soins, l'aide à la décision, développer la formation et favoriser le dialogue avec les patients

l'ingénierie de projet pour le dépistage des anomalies de développement des enfants vulnérables au regard de leurs conditions périnatales et leur prise en charge précoce et jusqu'à 8 ans en lien avec la CRN (Commission

Régionale de la Naissance) et le CROSEA (Comité Régional de l'Organisation des Soins de l'Enfant et de l'Adolescent).

Art. 3 : Décision de financement

Le montant total du financement accordé au RPL est de 176.000 € réparti comme suit :

119.500 € pour l'axe 1

56.500 € pour l'axe 2

Echéance de financement : 30.06.2007

Mode de versement : forfait global tout compris, décliné en tant que de besoin en sous forfaits, versé au réseau.

Art. 4 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 6 de la présente décision.

Art. 5 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

Par ailleurs, un réexamen du budget interviendra pour revoir les financements destinés à la rémunération spécifique des professionnels de santé libéraux dès lors que des actes correspondants seront négociés dans le cadre conventionnel. Ce réexamen devra donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée sera par ailleurs conditionné par les disponibilités de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Art. 6 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR

AXE 1	DRDR 2006	DRDR 2007
EQUIPEMENT		
INFORMATIQUE	46.000 €	
MOBILIER	9.500 €	
TELEPHONE	10.000 €	
SUPPORTS TECHNIQUES	5.000 €	
FONCTIONNEMENT		
FRAIS GENERAUX (AXES 1 ET 2)	500 €	500 €
ACTIONS SENSIBILISATION		15.000 €
HONORAIRES DES PRESTATAIRES		10.000 €
ELABORATION REFERENTIELS		10.000 €
COOPERATION AVEC GCS HERMES		5.000 €
FORMATION DES PROFESSIONNELS DE SANTE		3.000 €
EVALUATION		5.000 €
TOTAL AXE 1	71.000 €	48.500 €

AXE 2		
FONCTIONNEMENT		
CHARGE DE PERSONNEL		
MEDECIN COORDONNATEUR	12.500 €	12.500 €
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT		
ELABORATION REFERENTIELS	12.500 €	
FORMATION PROFESSIONNELS DE SANTE		5.000 €
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX HORS SOINS		
REUNIONS DE COORDINATION		
MEDECINS LIBERAUX/PROFESSIONNELS DE SANTE LIBERAUX (1 H = 3C)		14.000 €
TOTAL AXE 2	25.000 €	31.500 €
TOTAL	96.000 €	80.000 €

Les autres financeurs sont principalement :

- Le Conseil Régional
- L'ARH

Art. 7 : Détail des dérogations accordées

Rémunérations spécifiques pour les libéraux hors soins :

- Réunions de coordination des professionnels de santé : 3C/heure

Art. 8 : Modalités d'entrée et de sortie du réseau pour les professionnels de santé et les patientsModalités d'inclusion des patients

- Respect des critères administratifs d'inclusion des patients résidents en LORRAINE

- Prise en charge par des professionnels de santé adhérant à la charte de qualité du réseau

- Adhésion au document d'information à destination des patients

Modalités de sortie des patients

- Exclusion liée au non respect des critères médico-sociaux et administratifs

- Départ volontaire (possible à tout moment)
- Décès

Modalités d'adhésion des professionnels

- Chaque établissement, chaque acteur de santé contribuant à la périnatalité

- Chaque membre associé fait une déclaration d'intervention en signant la charte

- Chaque membre associé s'engage à respecter les référentiels de bonnes pratiques établis par les membres du réseau

- Chaque membre associé s'engage à suivre et/ou à contribuer à une formation dans le domaine de la périnatalité

- Chaque membre associé s'engage à accepter le principe d'une évaluation régulière de ses dossiers médicaux par audits internes et externes, organisés par la structure de coordination du réseau
- Compte tenu de l'évolution des technologies et des modalités de prise en charge des patients, la mise à jour de la charte est assurée tous les 3 ans sur proposition de la structure de coordination.

Modalités de sortie des professionnels

- Exclusion liée au non respect de la charte de qualité ou à la sortie du patient
- Départ volontaire

Art. 9 : engagements du réseau

Le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

- A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients annexés à la présente convention
- A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation
- A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du réseau
- A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées
- A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie, qui interviennent notamment dans la vérification du respect des critères d'inclusion dans le réseau
- A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur
- A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises
- A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales
- A fournir à l'ARH et à l'URCAM le dossier de déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi que le récépissé de déclaration auprès de la CNIL, en cas de traitement informatisé de données nominatives ; à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé et à fournir les observations de la CNIL dans ce délai
- A autoriser l'ARH et l'URCAM ainsi que le Ministère et la CNAMTS dans le cadre de l'observatoire national des réseaux à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.
- Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la Loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Art. 10 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Art. 11 : Modalités de suivi et d'évaluation

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement (patients pris en charge, professionnels et établissements de santé concernés...) l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation. Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, **soit le 01 Octobre 2008** au plus tard. En plus des rapports d'activité précédents, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante. Il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau et des conditions de sa pérennité.

Art. 12 : Non respect des engagements pris par le réseau

Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Art. 13 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy désignée « caisse pivot », est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Art. 14 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région, d'une part, et la Préfecture du département de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau.

Art. 15 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, et de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20), le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le Directeur de l'ARH de Lorraine absent
et par délégation,
La Directrice Adjointe,
Danielle MOUFFARD

Pour le Directeur
de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
Pascal ENRIETTO

Extrait de décision conjointe de financement ARH/URCAM

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie de Lorraine

DECIDENT

conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux pour la période 2007-2008

Au réseau ANTIBIOLOR

représenté par son promoteur

Nom Prénom Monsieur le Professeur Thierry MAY
Statut professionnel Service des maladies infectieuses et tropicales
Adresse CHU Nancy Brabois 54511 Vandœuvre CEDEX

Art. 1 : Présentation du réseau financé

Nom du réseau ANTIBIOLOR
Numéro d'identification 960410231
Améliorer la qualité de l'usage des antibiotiques dans les infections communautaires ou nosocomiales dans les établissements de santé qu'en médecine libérale.
Zone géographique (codes INSEE) Région Lorraine
Caisses d'assurance maladie concernées : Caisses primaires d'assurance maladie de Nancy, Longwy, Bar le Duc, Epinal, Metz, Sarreguemines, Thionville, la Mutualité Sociale Agricole, le RSI, URSSME.

Art. 2 : Décision de financement

Montant total accordé : 103.400 €

Echéance de financement : 30.06.2007

Mode de versement :

Forfait global « tout compris », décliné en tant que de besoin en sous forfaits, versé au réseau

Art. 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Art. 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Art. 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR

	2006 4 ^{ème} trimestre	2007 1 ^{er} semestre
SYSTEME D'INFORMATION		2.500 €
FONCTIONNEMENT		
CHARGES DE PERSONNEL		
COORDONNATEUR MEDICAL	27.000 €	
SECRETAIRE MEDICALE	5.000 €	
ARC	5.000 €	
FRAIS DE DEPLACEMENT COORD		500 €
FRAIS DE COLLOQUES, SEMINAIRES, CONFERENCES		2.500 €
FRAIS GENERAUX		2.500 €
ACTIONS		
ANTIBIOTEL		1.500 €
ANTIBIOGUIDE/ANTIBIOVILLE/ANTIBIOGARDE		15.000 €
FORMATION		
HONORAIRES MEDECINS ET PHARMACIENS VISITEURS (100 VISITES x 60 €)		6.000 €
HONORAIRES ANIMATEURS FORMATION (12 SESSIONS x 200 €)		2.400 €
HONORAIRES PARTICIPANTS (150 x 50 €/SESSION)		7.500 €

ETUDE ET RECHERCHE		
BRONCHITE AIGUE		15.000 €
BMR		11.000 €
TOTAL	37.000 €	66.400 €

Financement par l'ARH à compter de 2007

- d'un PH Coordonnateur temps plein
- d'une secrétaire mi-temps
- d'un ARC (biologie, Pharmacie) temps plein

Art. 6 : engagements du réseau

Le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

- A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients annexés à la présente convention
- A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation
- A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du réseau
- A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées
- A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie, qui interviennent notamment dans la vérification du respect des critères d'inclusion dans le réseau
- A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur
- A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises
- A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales
- A effectuer, auprès de la Commission de l'Informatique et des Libertés, les démarches de déclaration prescrites par la loi de 1978.
- A autoriser l'ARH et l'URCAM à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.

Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Art. 7 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui

Art. 8 : Modalités de suivi et d'évaluation

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement :

- Nombre et nature des actions de proximité
- Nombre de professionnels libéraux par catégorie adhérant au réseau
- Nombre d'établissement de santé adhérant au réseau
- Nombre, nature et origine des conseils téléphoniques par mois

l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation.

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, soit le 01 octobre 2008 au plus tard. En plus des rapports d'activité précédents, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante et des recommandations de l'HAS. Il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau. ANTIBIOLOR devra intégrer les dispositifs en vigueur en matière de bon usage des médicaments fin 2008.

Art. 9 : Non respect des engagements pris par le réseau

Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Art. 10 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, désignée « caisse pivot », est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Art. 11 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région lorraine et la Préfecture du département de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau.

Art. 12 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20). Le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le Directeur de l'ARH de Lorraine absent
et par délégation,
La Directrice Adjointe,
Danielle MOUFFARD

Pour le Directeur
de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
Pascal ENRIETTO

Extrait de décision conjointe de financement ARH/URCAM

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie de Lorraine

DECIDENT

conjointement de poursuivre le financement accordé au réseau de santé LORSEP au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux pour la période 2007-2009

Nom Prénom du promoteur

Docteur Marc DEBOUVERIE
Neurologue

Service de neurologie - Hôpital central - 54035 Nancy cedex

Art. 1 : Présentation du réseau financé

Numéro d'identification 960410058
« Prise en charge globale de patients atteints de sclérose en plaque, au plus près de leur lieu de vie, en lien avec tous les professionnels de santé »
Zone géographique Région Lorraine

Art. 2 : décision de financement

Montant total accordé : 153.830 €
Échéance de financement : 30.06.2007
Mode de versement : forfait global tout compris, décliné en tant que de besoin en sous forfaits, versé au réseau

Art. 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Art. 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Art. 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR

	2006 4 ^{ème} trimestre	2007 1 ^{er} semestre
FONCTIONNEMENT		
CHARGE DE PERSONNELS SALARIES		
Infirmières coordonnatrices (2 ETP)		35.000 €
Coordonnateur médical (1/2 ETP)		27.000 €
Neuropsychologue (1/2 ETP)	20.000 €	
Psychologue (1/2 ETP)	20.000 €	
ARC	3.750 €	7.500 €
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT		
Frais généraux		16.500 €
Communication		3.000 €
FORMATION ET ACTIONS PONCTUELLES		10.000 €
D'INFORMATION		
EVALUATION		1.250 €
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX HORS SOINS		
DEROGATIONS TARIFAIRES		
Ergothérapeutes (150 €/évaluation)		4.500 €
Psychologues libéraux (40 €/séance)		4.000 €
Infirmiers libéraux (17,50 €/patient/poussée)		1.330 €
TOTAL	43.750 €	110.080 €

Détail des dérogations tarifaires

Rémunérations spécifiques pour les professionnels de santé libéraux :

Ergothérapeute : évaluation 150 € pour une cible de 30 patients, soit 4.500 €

Psychologue : séances de thérapie cognitive comportementale 40 €/séance, série de 10 pour 10 patients, soit 4.000 €

Infirmier : forfait 17,50 €/poussée/patient pour 76 patients, soit 1.330 €

Financement ARH

- à compter du 01 octobre 2006 d'un ½ poste de pharmacien hospitalier
- à compter de 2007 de :

- ½ tps de psychologue clinicien
- ½ tps de neuropsychologue
- 1 secrétaire temps plein
- 1 coordonnatrice sociale temps plein

Art. 6 : Modalités de suivi et d'évaluation

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement (patients pris en charge, professionnels et autres intervenants du réseau par spécialité et établissements de santé concernés).

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la décision initiale, soit le 01.10.2009 au plus tard. En plus des rapports d'activité, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante ; il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau et des conditions de sa pérennité.

Art. 7 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Art. 8 : Non respect des engagements pris par le réseau

Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Art. 9 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Art. 10 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture du département de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau.

Art. 11 : voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20), le promoteur du réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le Directeur de l'ARH de Lorraine absent
et par délégation,
La Directrice Adjointe,
Danielle MOUFFARD

Pour le Directeur
de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
Pascal ENRIETTO

Extrait de décision conjointe de financement ARH/URCAM

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie de Lorraine

DECIDENT

conjointement de poursuivre le financement accordé à la Maison du Diabète et de la Nutrition de Nancy au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux pour la période 2007-2009

représenté par son promoteur

Professeur Olivier ZIEGLER
Diabétologue nutritionniste

Hôpital Jeanne d'Arc – B.P 303 – 54201 TOUL-CEDEX

Art. 1 : Présentation du réseau financé

Numéro d'identification 960410074

« Amélioration de l'offre et de la coordination des soins pour la prévention et le traitement du diabète de type 2 et de l'obésité infantile »

Zone géographique Circonscription de la CPAM de Nancy

Art. 2 : Décision de financement

Montant total accordé : 108.925 €

Echéance de financement : 30.06.2007

Mode de versement : forfait global tout compris, décliné en tant que de besoin en sous forfaits, versé au réseau

Art. 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Art. 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Art. 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR

	2006 4 ^{ème} trimestre	2007 1 ^{er} semestre
EQUIPEMENT		5.000 €
FONCTIONNEMENT		
CHARGES DE PERSONNEL		20.000 €
COORDINATEUR MEDICO-ADMINISTRATIF		
PEDIATRE/DIABETOLOGUE (1/2 TPS)	15.000 €	
SECRETAIRE (1/2 TPS)	10.000 €	
INFIRMIER (1/2 TPS)	10.000 €	
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT		
FRAIS GENERAUX		5.000 €
FRAIS DE DEPLACEMENTS (REUNIONS)		1.000 €
GRAPHISME ET IMPRESSION		2.500 €
FORMATIONS DES PROFESSIONNELS DE SANTE		
SEMINAIRE MEDECINS/PHARMACIENS (15 C/J)		4.500 €
FPC SOIREE HONORAIRES ANIMATEUR (15 SEANCES x 200 €)		3.000 €
PARAMEDICAUX (15 SEANCES x 200 €)		3.000 €
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX HORS SOINS		
ATELIERS PARAMEDICAUX (120 €/2H)		12.000 €
DIAGNOSTIC EDUCATIF NOUVEAUX PATIENTS (INFIRMIER/DIETETICIEN) (120 €)		3.000 €
EDUCATION INDIVIDUELLE PHARMACIEN (20 €)		2.000 €
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX SOINS		
PODOLOGIE		
BILAN PODOLOGIQUE GR 0 ET 1 (27 €)		2.700 €
BILAN PODOLOGIQUE GR 2 ET 3 (137,50 €)		3.025 €
MEDECINS		
CONSULTATION INCLUSION ET BILAN ANNUEL (24 €)		7.200 €
TOTAL	35.000 €	73.925 €

Financement ARH à compter de 2007 de :

½ PH Pédiatre Diabétologue

½ ETP Secrétaire

0,1 ETP Infirmier

Art. 6 : Modalités de suivi et d'évaluation

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer la réalité de son fonctionnement l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation, à partir de la tenue d'un tableau de bord :

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus. Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la décision initiale, soit le 01 octobre 2009 au plus tard. En plus des rapports d'activité précédents, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante ; il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié, l'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau et des conditions de sa pérennité.

Art. 7 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et

sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Art. 8 : Non respect des engagements

Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Art. 9 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy

9, Boulevard Joffre – 54000 NANCY

désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement modificative entre son directeur et le promoteur du réseau.

Art. 10 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau d'autre part.

Art. 11 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20). Le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le Directeur de l'ARH de Lorraine absent

et par délégation,
La Directrice Adjointe,
Danielle MOUFFARD

Pour le Directeur
de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
Pascal ENRIETTO

Direction départementale de l'équipement Service gestion et exploitation des infrastructures

Extrait de l'arrêté N° 2006/DDE/062 /CDER - Glissement de terrain sur A. 330 du PR 0+700 à 0+500 - Limitation de vitesse à 90 km/h

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : A compter de la date du présent arrêté et pour une durée de 10 mois, la vitesse est limitée à 90 km/h sur l'A. 330 sens Epinal-Nancy entre les PR 0+900 et 0+000. La bande d'arrêt d'urgence est neutralisée du PR 0+700 au PR 0+500.

Art. 2 : La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par le CEI de Fléville-devant-Nancy. District de Nancy.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur interdépartemental des routes Est, le président du conseil général, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à Champigneulle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de Vandœuvre, au général commandant la RMD Nord-Est, à la directrice des archives départementales et aux directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Hugues CORBEAU

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté DDASS/AES n°897/06 en date du 21 décembre 2006 portant inscription d'une Société Civile Professionnelle (S.C.P.) d'Infirmières - Inscription enregistrée sous le n° 54-06-41

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : La "S.C.P. D'INFIRMIERS ADAM-LAMARCHE" est inscrite sur la liste des sociétés civiles professionnelles d'infirmiers ou d'infirmières de Meurthe-et-Moselle sous le numéro 54-06-41, pour une durée de quatre vingt dix neuf (99) années ;

Raison sociale : "S.C.P. D'INFIRMIERS ADAM-LAMARCHE"

Siège social : 2 rue du Doyen Parisot - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE

Art. 2 : Mademoiselle Céline ADAM et Monsieur THIERRY LAMARCHE sont nommés premiers gérants de la société pour une durée indéterminée.

Art. 3 : Toute modification de la société sera portée, dans le délai d'un mois, à la diligence des gérantes, à la connaissance du Préfet.

Art. 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera

adressée à Mademoiselle Céline ADAM ; Monsieur Thierry LAMARCHE ; au Greffier du Tribunal de Commerce de Nancy ; au Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy ; à la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Longwy.

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Michèle HERIAT

Extrait de l'arrêté DDASS/AES n°913/06 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation n° 54-07

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : L'arrêté modifié du 27 mai 1981 autorisant le fonctionnement sous le numéro 54-07 du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 29 rue Saint-Laurent à PONT-A-MOUSSON (54700), est modifié comme suit, du 1^{er} janvier 2007 au 31 juillet 2007 :

Raison sociale : Laboratoire d'analyses de biologie médicale François VERDIER - 29 rue Saint-Laurent - 54700 PONT-A-MOUSSON

exploité au sein de la SELARL BIO LOGIC dont le siège social est situé 11 avenue Leclerc de Hauteclouque à METZ (57000).

Directeur : Monsieur Jean-François VERDIER, Pharmacien biologiste
Pour les actes d'immunologie, biochimie, bactériologie, hématologie, virologie, hormonologie, prélèvements de sang veineux.

Directeur Adjoint : Madame Françoise CAUTIN, Pharmacien biologiste
Pour les actes d'immunologie, biochimie, bactériologie, hématologie, virologie, hormonologie, prélèvements de sang veineux.

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à : SELARL BIO LOGIC ; Monsieur Jean-François VERDIER ; Madame Françoise CAUTIN ; Société d'Avocats ELIDE ; le directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ; la directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ; la directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Moselle ; le maire de Pont-à-Mousson ; le président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens, section G ; le directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy ; la directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Longwy ; le directeur départemental des archives.

Nancy, le 18 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Michèle HERIAT

Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 897/06 en date du 21 décembre 2006 portant inscription d'une Société Civile Professionnelle (S.C.P.) d'Infirmières - inscription enregistrée sous le n° 54-06-41

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : La "S.C.P. D'INFIRMIERS ADAM-LAMARCHE" est inscrite sur la liste des sociétés civiles professionnelles d'infirmiers ou d'infirmières de Meurthe-et-Moselle sous le numéro 54-06-041, pour une durée de quatre vingt dix neuf (99) années ;

Raison sociale : "S.C.P. D'INFIRMIERS ADAM-LAMARCHE"

Siège social : 2 rue du Doyen Parisot
54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE

Art. 2 : Mademoiselle Céline ADAM et Monsieur Thierry LAMARCHE sont nommés premiers gérants de la société pour une durée indéterminée.

Art. 3 : Toute modification de la société sera portée, dans le délai d'un mois, à la diligence des gérantes, à la connaissance du Préfet.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Mademoiselle Céline ADAM ; Monsieur Thierry LAMARCHE ; le Greffier du Tribunal de Commerce de Nancy ; le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ; le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Michèle HERIAT

Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 913/06 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - autorisation n° 54-07

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : L'arrêté modifié du 27 mai 1981 autorisant le fonctionnement sous le numéro 54-07 du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 29 rue Saint-

Laurent à PONT-A-MOUSSON (54700), est modifié comme suit, du 1^{er} janvier 2007 au 31 juillet 2007 :

Raison sociale :

Laboratoire d'analyses de biologie médicale François VERDIER
29 rue Saint-Laurent 54700 PONT-A-MOUSSON
exploité au sein de la SELARL BIO LOGIC dont le siège social est situé 11 avenue Leclerc de Hauteclouque à METZ (57000).

Directeur : Monsieur Jean-François VERDIER, pharmacien biologiste
Pour les actes d'immunologie, biochimie, bactériologie, hématologie, virologie, hormonologie, prélèvements de sang veineux.

Directeur adjoint : Madame Françoise CAUTAIN, pharmacien biologiste
Pour les actes d'immunologie, biochimie, bactériologie, hématologie, virologie, hormonologie, prélèvements de sang veineux.

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont copie sera adressée à SELARL BIO LOGIC ; Monsieur Jean-François VERDIER ; Madame Françoise CAUTAIN ; Société d'Avocats ELIDE ; le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ; la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ; la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Moselle ; le Maire de PONT-A-MOUSSON ; le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens, section G ; le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ; la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ; le Directeur Départemental des Archives.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Michèle HERIAT

Extrait de l'arrêté DDASS/AES /JFL/MC n° 3895 - refus de création d'officine de pharmacie

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : La demande de création d'une officine de pharmacie à Messein (54850), 60 rue du Bois de Grève présentée par Monsieur Laurent VILLEVAL, est rejetée ;

Art. 2 : Un délai de 6 mois garantissant son antériorité est donné à l'intéressé pour présenter une nouvelle demande respectant les dispositions de l'arrêté du 21 mars 2000 ;

Art. 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5 place Carrière, dans le délai de 2 mois suivant sa notification ;

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont copie sera adressée à Monsieur Laurent VILLEVAL, à la directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine (inspection régionale de la pharmacie), à la présidente du conseil régional de L'ordre des pharmaciens de Lorraine, au président de la chambre syndicale des pharmaciens de Meurthe-et-Moselle et au président de l'union régionale des pharmaciens de Lorraine.

Nancy, le 7 décembre 2006

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté DDASS/AES /JFL/MC n° 4096 portant refus d'exemption des services de garde et d'urgence

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : La demande d'exemption de service de garde et d'urgence, sollicitée par Monsieur Yann QUINTUS est rejetée ;

Art. 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à Monsieur Yann QUINTUS ; le Sous-Préfet de Briey ; la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (Inspection Régionale de la Pharmacie) ; la Présidente du Conseil Régional de L'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ; le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle ; le Président de l'Union Régionale des Pharmaciens de Lorraine.

Nancy, le 21 décembre 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

Service : AES - Cellule "actions de santé"

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N°4119 modifiant l'arrêté du 3 août 2006 fixant la dotation globale de financement du centre de cure ambulatoire en alcoologie (CCAA) géré par le CHU de NANCY – 29, avenue de Latre de Tassigny à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CCAA du CHU sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses d'exploitation courante	1 232,77	636 593
	Groupe II : Dépenses de personnel	608 724,24	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	26 636,23	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	636 593	636 593
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Autres produits	0	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale de financement du CCAA du CHU est fixée à 636 593 € à compter du 1^{er} décembre 2006.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2006 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux – CO n° 71 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : Le secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Service pôle santé - Cellule "actions de santé"

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N° 4085 du 30 novembre 2006 autorisant la création d'un centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques auprès des usagers de drogues (CAARUD) à Nancy géré par l'association A.G.U.

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'association A.G.U. 54 - sise 7 rue Lionnois à Nancy est autorisée à créer un centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction auprès des usagers de drogues (CAARUD) "La Boutique L'Echange".

Art. 2 : L'autorisation est accordée par une durée de trois ans à compter de la signature du présent arrêté.

Art. 3 : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve des conclusions de la visite de conformité mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy - 5 place Carrière - CO 38 - 54036 NANCY CEDEX - dans un délai de deux mois à compter de la publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président de l'association AGU, publié aux recueils des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle, affiché à la préfecture et à la mairie de Nancy.

Nancy, le 30 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N° 4086 du 30 novembre 2006 autorisant la création d'un centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques auprès des usagers de drogues (CAARUD) à Nancy géré par l'association AIDES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'association AIDES est autorisée à créer un centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction auprès des usagers de drogues (CAARUD) dans les locaux de sa délégation de Meurthe-et-Moselle sise 15 rue Saint-Nicolas à Nancy.

Art. 2 : L'autorisation est accordée par une durée de trois ans à compter de la signature du présent arrêté.

Art. 3 : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve des conclusions de la visite de conformité mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy - 5 place Carrière - CO 38 - 54036 NANCY CEDEX - dans un délai de deux mois à compter de la publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Président de l'association

AIDES 54, publié aux recueils des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle, affiché à la préfecture et à la mairie de Nancy.
Nancy, le 30 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N° 4114 fixant pour 2006 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues L'Echange - situé 7 rue Lionnois à Nancy géré par l'Association AGU

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1^{er} - Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CAARUD géré par l'Association AGU sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses d'exploitation courante	32 450 €	125 760 €
	Groupe II : Dépenses de personnel	88 905 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	4 405 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	118 460 €	125 760 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	7 300	
	Groupe III : Autres produits	0 €	

Art. 2 - Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale de financement du CAARUD géré par l'Association AGU est fixée à 118 460 € à compter du 1^{er} décembre 2006.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2006 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 3 - Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2006 Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N° 4115 fixant pour 2006 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues situé 15 rue Saint-Nicolas à Nancy géré par l'Association AIDES 54

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1^{er} - Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CAARUD géré par l'Association AIDES 54 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses d'exploitation courante	21 252	71 917
	Groupe II : Dépenses de personnel	41 645	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	9 020	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	67 217	71 917
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	4 700	
	Groupe III : Autres produits	0	

Art. 2 - Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale de financement du CAARUD géré par l'Association AIDES 54 est fixée à 67 217 € à compter du 1^{er} décembre 2006.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2006 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 3 - Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2006 Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Service cohésion sociale

Extrait de l'arrêté n° 3906 autorisant le fonctionnement d'une structure Lits Halte Soins Santé d'une capacité de 10 places gérée par l'Association Accueil et Réinsertion Sociale

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1^{er} : L'association « Accueil et Réinsertion Sociale » est autorisée à créer à compter de l'année 2006, une structure « Lits Halte Soins Santé » d'une capacité de 10 lits, située 156 boulevard d'Austrasie à Nancy.

Art. 2 : Cette structure a vocation à accueillir toute personne, sans domicile fixe ou vivant dans des conditions très précaires, qui se trouve confrontée à un problème d'ordre médical ne relevant pas ou plus d'une hospitalisation.

Art. 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy situé 5, place de la Carrière à Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. En cas de recours gracieux ou hiérarchique, le recours contentieux peut être présenté dans un délai de deux mois après la notification d'une décision expresse de rejet ou après décision implicite de rejet.

Art. 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et une ampliation sera transmise respectivement à la direction départementale des archives et à l'association ARS gestionnaire de la structure concernée.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 30 novembre 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté n° 4063 fixant pour l'année 2006 la dotation globale de financement de la structure « Lits Halte Soins Santé » gérée par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales de la structure « Lits halte soins santé » sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	32 277	332 011
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	266 647	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	33 087	
	Déficit 2004 repris		
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	328 500	332 011
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	3 511	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent repris 2004	-	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale de financement de la structure « Lits halte soins santé » gérée par l'association A.R.S. est fixée à 328 500 euros.

La fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 27 375 euros.

Art. 3 : Compte tenu que pour l'année 2006, aucun versement n'est intervenu à la date de signature du présent arrêté, la totalité de la dotation globale de financement fixée à l'article 2 sera versée en une seule fois.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO 71 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association A.R.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : Le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 15 décembre 2006 Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt
Service environnement, eau

Extrait de l'arrêté autorisant la pêche de la carpe de nuit dans le département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1 : La pêche de la carpe à toute heure est autorisée du 1^{er} avril au 31 octobre 2007 dans les tronçons de cours d'eau et plans d'eau de 2^{ème} catégorie décrits ci-dessous.

Toutefois, depuis une demi-heure après le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure avant son lever, aucune carpe capturée par les pêcheurs amateurs aux lignes ne peut être maintenue en captivité ou transportée.

Rivières, canal et plans d'eau	Commune	Désignation du lieu	A.A.P.P.M.A. gestionnaire
LE MADON	XIROCOURT	Rive gauche uniquement en aval de l'ancien moulin lieu-dit « Paquis de SOCOURT », soit 135 m.	XIROCOURT
LE MADON	ORMES-ET-VILLE (Ville sur Madon)	Rive droite, de part et d'autre du parcours pour handicapés sur 300 m en amont et 300 m en aval au lieu-dit « LA HEYRARD », soit 800 m.	TANTONVILLE
LE MADON	XEUILLEY	Rive gauche uniquement, de la gare de XEUILLEY au moulin BAGARD, soit 300 m.	XEUILLEY
LA MEURTHE	BACCARAT	Sur la rive droite uniquement du lot A9: derrière les locaux de la DDE « Plein de la Brasserie », de l'embarcadere au panneau de fin de parcours, soit 300 m.	BACCARAT
LA MEURTHE	DOMBASLE-SUR-MEURTHE	Rive droite uniquement, secteur de l'ancienne piscine, soit 1 000 m.	DOMBASLE
LA MEURTHE	CHAMPIGNEULLES	1 120 m rive gauche uniquement en amont du barrage du moulin noir.	NANCY
LA MEURTHE	ROSIERES-AUX-SALINES	Rive gauche : depuis la conduite forcée jusqu'à la limite des lots de la SPLN, soit 2500 m.	NANCY
LA MOSELLE CANALISEE	MARON	En rive gauche uniquement entre l'embouchure de l'ancienne MOSELLE jusqu'en amont du pont de MARON, soit 538 m.	NANCY
LA MOSELLE CANALISEE	VILLEY-LE- SEC	En rive droite uniquement, aval du camping anciennement "la plage" soit 78 m. Rive droite uniquement, amont du grillage du camping soit 551 m.	NANCY
LA MOSELLE CANALISEE	LIVERDUN	Rive gauche uniquement, du lieu-dit "le Golf" (y compris le plan d'eau de la Conserverie) jusqu'au pont routier à l'entrée de LIVERDUN de la D 90, soit 2750 m.	NANCY
LE CANAL DE L'EST	MESSEIN	Au niveau du port, rive gauche uniquement sur 800 m.	NANCY
LA MOSELLE	NEUVES MAISONS	Rive droite uniquement en amont du Pont du Crassier, soit 1000m.	NANCY
LA MOSELLE	MARON	Rive droite uniquement : de l'aval du parcours pour handicapés sur 500 m. en aval	NANCY
LA MOSELLE	FLAVIGNY-SUR-MOSELLE	Rive gauche : de l'amont du barrage sur 1000 m.	NANCY
LA MOSELLE	AINGERAY	Rive droite : des pompes à l'ASPTT soit 2600 m.	NANCY
LA MOSELLE	DOMMARTIN-LES-TOUL	Rive droite : face au ruisseau du JARD au pont routier de Dommartin-les-Toul, soit 300 m.	TOUL
LA MOSELLE	DOMMARTIN-LES-TOUL	Rive droite : de la limite amont de l'étang DOILLON jusqu'à la limite aval des lots, soit 800 m.	TOUL
LA MOSELLE	TOUL	Rive droite : de l'ouvrage indiquant le niveau d'eau jusqu'à la goulotte de DOMMARTIN-LES-TOUL, soit 400 m.	TOUL
LA MOSELLE	TOUL	Rive gauche : de la limite aval de l'étang RENAULT jusqu'à 100 m à l'aval du pont "de la Queue du Chat", soit 600 m.	TOUL
CANAL A GRAND GABARIT	TOUL	Rive gauche : de la pointe des ateliers de service de la Navigation jusqu'au pont routier de GONDREVILLE, soit 5900 m.	TOUL
LA MOSELLE	BELLEVILLE	Rive gauche de 400 m en aval du pont du RD 40 ter à 900 m de celui-ci, longueur 500 m, lot 32.	NANCY
LA MOSELLE CANALISEE	DIEULOUARD	Rive gauche, derrière les établissements GOUVY sur une distance de 1200 m (pk 334,83 à 336,03) lot 34	DIEULOUARD
LA MOSELLE	DIEULOUARD	Rive droite, partie Moselle sauvage, amont et aval du RD. 10 côté autoroute A31 sur 1000 m. Rive droite, 50 amont du barrage du LIEGEOT, côté commune d'AUTREVILLE sur 1 000 m. PK 333,60 à 337,60. Lot 40	DIEULOUARD
LA MOSELLE	DIEULOUARD	Moselle canalisée lots 34 et 35 amont et aval du pont RD.10, soit 2 000 m. Lot 35 jusqu'à la limite des communes de DIEULOUARD et BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON rive droite uniquement, soit 1 670 m. PK 333,33 à 335,00	DIEULOUARD
LA MOSELLE	PONT-A-MOUSSON	Rive droite : de 50 m en aval du barrage de Pont-à-Mousson jusqu'au lieu dit « trou Wathier », soit 3 500 m, lot 56 Moselle non canalisée.	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON
LA MOSELLE	PAGNY-SUR-MOSELLE	En rive droite, de 50m en aval du «seuil de VANDIERES jusqu'au PK 317 soit environ 1800 m, lot 58.	PAGNY-SUR-MOSELLE
LA MOSELLE	VANDIERES	Rive gauche : depuis 50 m à l'amont du seuil de Vandières jusqu'à 2800 m en amont, lot 57.	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON
MOSELLE CANALISEE	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON	Rive droite, lots 36 entre la limite de la commune de DIEULOUARD et la pont de la centrale de BLENOD(PK333.33 à 332.25)	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON
ANCIEN CANAL	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON	Rive droite, uniquement entre l'écluse de la cartonnerie et le pont des fours à coke, lot n° 38, soit 1 200 m.	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON

LA MOSELLE	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON et ATTON	Rive gauche uniquement, du PK 329 jusqu'au 331, soit 2 000 m. Lot 43	PONT-A-MOUSSON
L'ORNE	HATRIZE	Rive gauche uniquement, du pont du chemin de fer à TICHEMONT au déversoir du moulin à HATRIZE, soit 2000 m environ.	JOEUF-HOMECOURT
L'ORNE	HATRIZE ET VALLEROY	Rive gauche de l'Orne à partir du ruisseau «Le Petit Rhin» à HATRIZE jusqu'au labyrinthe situé à l'amont de la baignade de VALLEROY soit 2000 m.	JOEUF-HOMECOURT
ETANG DE JOUDREVILLE	JOUDREVILLE	De la digue au pont de bois côté JOUDREVILLE, soit 850 m.	JOUDREVILLE
PLAN D'EAU DE LA SANGSUE	BRIEY	Sur la rive droite du plan d'eau, de l'île au déversoir, soit 800 m.	BRIEY

Art. 2 : Les limites de zones seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen à la charge du pétitionnaire.

Art. 3 : En dehors des heures diurnes d'exercice de la pêche mentionnées à l'article R436-13 du code de l'environnement, c'est à dire durant la nuit, les appâts autorisés sont limités aux seuls farineux (céréales, pâtes et pelotes dites « bouillettes »).

Art. 4 : La circulation à bord de véhicules à moteur sur les digues, chemins de halage et de service des voies navigables est interdite.

Les pêcheurs empruntent les zones de halage et de marchepied en circulant à pied (décret du 6 février 1932 ; article L 435-9 du code de l'environnement ; les articles L 2131-2 et L2132-16 du code général de la propriété des personnes publiques).

Les pêcheurs ne disposent d'un droit de passage et de stationnement que sur les berges des cours d'eau domaniaux (article L 435-9 du code de l'environnement), droit réservé à l'usage exclusif de la pêche.

Les lieux sont laissés en bon état par les pêcheurs (déchets, détritus et autres récupérés).

Art. 5 : Aucun aménagement de berge (terrassement, déplacement d'enrochements, édification de ponton...) ne peut être réalisé et les pontons déjà en place seront démontés.

Le respect de cette prescription est de la responsabilité de l'adjudicataire des baux.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, les maires des communes de Aingeray, Atton, Baccarat, Bellville, Blénod-lès-Pont-à-Mousson, Briey, Champigneulles, Dieulouard, Dommartin-lès-Toul, Dombasle-sur-Meurthe, Flavigny-sur-Moselle, Hatrize, Joudreville, Liverdun, Maron, Messein, Neuves-Maisons, Ormes-et-Ville, Pagny-sur-Moselle, Pont-à-Mousson, Rosières-aux-Salines, Toul, Valleroy, Vandières, Villey-le-Sec, Xeulley et Xirocourt, le chef de la brigade de Meurthe-et-Moselle des gardes-pêche du conseil supérieur de la pêche, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le chef du service de la navigation du nord-est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Art. 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 décembre 2006

Pour le préfet, et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Extrait de l'arrêté d'agrément du président et du trésorier d'une association agréée pour la pêche et la protection des milieux aquatiques

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : L'agrément prévu à l'article R434-27 du Code de l'Environnement est accordé à Monsieur LAMBERT Aimé et à Monsieur BILLON Jacques, respectivement Président et Trésorier de l'A.A.P.P.M.A. «La Gaule Jarnysienne».

Leur mandat se terminera le 31 décembre de l'année précédente celle de l'expiration des prochains baux de pêche consentis par l'Etat sur les eaux du domaine public.

Art. 2 : L'arrêté préfectoral du 7 novembre 2003 portant agrément de Messieurs DANIEL Joseph et BILLON Jacques est abrogé.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux intéressés.

Nancy, le 27 décembre 2006

Pour le préfet, et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Direction départementale des services vétérinaires

Extrait de l'arrêté n° DDSV-SA-2006-114 fixant le maître d'œuvre de la prophylaxie collective de la rhinotrachéite infectieuse bovine dans le département de la Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Le groupement de défense sanitaire de Meurthe-et-Moselle est désigné en qualité de maître d'œuvre de la prophylaxie de la rhinotrachéite infectieuse bovine définie par l'arrêté ministériel du 27 novembre 2006 susvisé.

Art. 2 : L'arrêté préfectoral relatif à la mise en œuvre d'une prophylaxie collective obligatoire de la rhinotrachéite infectieuse bovine du 31 juillet 2002 est abrogé.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de Briey, de Lunéville et de Toul, le directeur départemental des services vétérinaires, le commandant du groupement de gendarmerie et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 29 décembre 2006 Pour le préfet absent et par délégation,

Le secrétaire général,
Marc BURG

Direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

Extrait de l'arrêté fixant les tarifs des transports par taxi

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : A compter de la publication du présent arrêté, les tarifs maxima applicables dans le département de Meurthe-et-Moselle pour le transport de personnes par taxi sont fixés comme suit, T.V.A. comprise, quel que soit le nombre de places que la voiture comporte et que celles-ci soient toutes occupées ou non :

* Prise en charge : 2,40€.

* Indemnité d'heure d'attente ou de marche lente : 16,20€, soit une chute de 0,10€ toutes les 22,22 secondes.

* Tarif kilométrique pour une valeur de chute de 0,10€.

Désignation au compteur	Tarif applicable au km	Valeur de la chute	Distance parcourue pendant une chute
A	0,66 €	0,10 €	151,52 m
B	0,94 €	0,10 €	106,38 m
C	1,32 €	0,10 €	75,76 m
D	1,88 €	0,10 €	53,19 m

Courses de petite distance : le tarif minimum, suppléments inclus, susceptible d'être perçu pour une course est fixé à 5,60 euros.

Art. 2 : a) Tarif A (jour)) Transport avec départ à vide et retour chargé
Tarif B (nuit)) à la station
b) Tarif C (jour)) Transport avec départ chargé et retour à vide
Tarif D (nuit)) à la station

Dans les deux cas, le compteur ne doit être mis en service qu'au moment de la prise en charge effective du client.

c) Transports sur appels :

Pour les transports sur appels, le compteur doit être mis en service dès le départ de la station et aux conditions suivantes :

* départ de la station au lieu de prise en charge : Tarif A (jour) ou B (nuit)

* après prise en charge du client :

- 1 - Si l'itinéraire en charge coïncide intégralement avec le retour à la station : application des tarifs A ou B.
- 2 - Si l'itinéraire en charge coïncide pour partie avec l'itinéraire de retour à la station : application des tarifs A ou B jusqu'à la station puis application des tarifs C (jour) ou D (nuit) pour le reste du parcours.
- 3 - Si l'itinéraire en charge est différent de l'itinéraire de retour à la station : application des tarifs C ou D.

Art. 3 : MODALITES D'APPLICATION DES TARIFS

* La prise en charge comprend en franchise un parcours équivalent à la valeur d'une chute au compteur.

* Les tarifs de nuit sont applicables de 19 heures à 7 heures.

* Les dimanches et jours fériés, les tarifs B et D ci-dessus sont pratiqués de 7 heures à 19 heures.

* Pour toute course dont une partie est effectuée pendant les heures de jour et l'autre partie pendant les heures de nuit, il sera fait application du tarif « jour » pour la fraction effectuée le jour et du tarif « nuit » pour la fraction effectuée aux heures de nuit.

Art. 4 : SUPPLEMENTS

Les seuls suppléments pouvant être demandés sur le prix de la course sont les suivants :

* 4ème personne adulte : 1,00€

* Transport d'animaux : 0,50€

* Petits bagages pouvant tenir dans le coffre fermé : 0,60€ (forfait)

* Bicyclettes, voitures d'enfants, malles, skis ou autres colis ne pouvant tenir dans le coffre fermé : 0,70€ par colis.

Aucun supplément ne peut être perçu pour les bagages pouvant être transportés sur les genoux des voyageurs.

Hormis le cas prévu à l'article 88 de la loi n° 87-588 modifiée du 30 juillet 1987 (chiens d'aveugles), les professionnels ont la faculté de refuser de prendre en charge tout animal dans leurs véhicules ; dans ce cas, ils ne devront pas assurer la publicité de ce service.

Art. 5 : A titre de mesure accessoire, toutes les voitures de place dites « TAXIS » doivent être pourvues d'un compteur horokilométrique à quatre tarifs conçu pour la lecture directe du prix des courses et d'un dispositif extérieur lumineux, répéteur de tarifs suivant la réglementation spécifique régissant cette activité. Ces appareils seront conformes à la réglementation en vigueur et feront l'objet des vérifications périodiques nécessaires.

Ce compteur ne doit être déclenché au départ de la station, ou éventuellement en cours de route, que dans les conditions définies au présent arrêté.

Tout changement de tarifs pendant la course doit être signalé à la clientèle.

Art. 6 : Pour faire procéder à la mise à jour de leurs compteurs, les professionnels disposent d'un délai de deux mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pendant ce délai et sur justification que le compteur ne porte pas encore la lettre « L » de couleur ROUGE (différente des positions tarifaires et d'une hauteur minimale de 10 mm) indiquant qu'il a été transformé, ils devront, pour percevoir une hausse de 2,5% correspondant à l'augmentation des tarifs, utiliser un tableau de concordance qui sera affiché à l'intérieur du véhicule de façon à être lisible et visible de la clientèle.

Après ce délai, la somme à régler sera celle inscrite au compteur majoré éventuellement des suppléments pour bagages, transport de la 4^{ème} personne adulte et transport d'animal.

Art. 7 : Un extrait des tarifs devra être affiché dans chaque véhicule de manière parfaitement visible et lisible du client.

De plus, une information par voie d'affichette apposée de la même manière à bord du taxi devra indiquer à la clientèle les conditions d'application de la prise en charge dans les termes suivants :

« Quel que soit le montant inscrit au compteur, la somme perçue par le chauffeur ne peut être inférieure à 5,60€, suppléments compris ».

Art. 8 : La remise de note devra être assurée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel n° 83-50/A du 3 octobre 1983 publié le 4 octobre 1983 au bulletin officiel des services des prix.

Art. 9 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie et réprimée conformément à la législation en vigueur.

Art. 10 : Cessent d'être applicables les dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2005.

Art. 11 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera transmise au directeur départemental de la sécurité publique, au lieutenant-colonel, commandant le groupement de Meurthe-et-Moselle et au directeur des archives départementales.

Nancy, le 26 janvier 2007 Pour le préfet,

Le directeur de la réglementation et des libertés publiques,
Mohand AZZI

Délais et voies de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.17 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Laxou

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} – L'association Emploi Laxou Service, sise 29 rue de la République à Laxou, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Entretien de la maison et travaux ménagers ;

Petits travaux de jardinage ;

Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;

Garde à domicile d'enfants de plus de trois ans ;

Soutien scolaire ;

Préparation des repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;

Livraison de courses à domicile ;

Soins et promenades d'animaux domestiques, pour les personnes dépendantes ;

Assistance administrative au domicile de personnes âgées de moins de 60 ans, de personnes non handicapées et non dépendantes.

- Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

- Zone d'intervention : Territoire national.

Art. 2 – Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'association Emploi Laxou Service s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 17 octobre 2006

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,
Marc BURG

Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.18 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Essey-lès-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} – L'entreprise individuelle AFD 54, 104 avenue Foch à Essey-lès-Nancy, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Entretien de la maison et travaux ménagers ;

Petits travaux de jardinage ;

Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;

Garde à domicile d'enfants de plus de trois ans.

- Mode d'intervention : Prestataire.

- Zone d'intervention : Territoire national.

Art. 2 – Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'entreprise individuelle AFD 54 s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 17 octobre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.19 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Mont-Saint-Martin

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} – L'Association de Développement des Emplois Familiaux (ADEF), sise 1 boulevard de l'Europe à Mont-Saint-Martin, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services à la personne [plate-forme de services].

- Mode d'intervention : Prestataire.

- Zone d'intervention : Territoire national.

Art. 2 – Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'ADEF s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 17 octobre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.20 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Longwy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} – L'Association de Maintien à Domicile du Pays-Haut (AMDPH), sise 4 ter rue Alfred Mézières à Longwy, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Entretien de la maison et travaux ménagers ;

Préparation des repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;

Livraison de courses à domicile ;

Soins et promenades d'animaux domestiques, pour les personnes dépendantes ;

Assistance administrative au domicile de personnes âgées de moins de 60 ans, de personnes non handicapées et non dépendantes.

- Mode d'intervention : Mandataire.

- Zone d'intervention : Territoire national.

Art. 2 – Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'AMDPH s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 17 octobre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Extrait de l'arrêté n° 2006-2.54.6 portant agrément qualité d'un organisme de services à la personne à Laxou

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} – L'association Emploi Laxou Service, sise 29 rue de la République à Laxou, est agréée qualité pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Assistance aux personnes âgées ou aux autres personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;

Assistance aux personnes handicapées y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;

Aide à la mobilité et au transport de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;

Prestation de conduite de véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;

Assistance administrative au domicile de personnes âgées de 60 ans au moins, des personnes handicapées ou dépendantes.

- Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

- Zone d'intervention : Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 – Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'association Emploi Laxou Service s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et le Président du Conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 17 octobre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Extrait de l'arrêté n° 2006-2.54.7 portant agrément qualité d'un organisme de services à la personne à Longwy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} – L'Association de Maintien à Domicile du Pays-Haut (AMDPH), sise 4 ter rue Alfred Mézières à Longwy, est agréée qualité pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Assistance aux personnes âgées ou aux autres personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;

Assistance aux personnes handicapées y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;

Garde malade à l'exclusion des soins ;

Aide à la mobilité et au transport de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;

Prestation de conduite de véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;

Accompagnement des personnes âgées ou handicapées en dehors de leur domicile (promenades, transports, acte de la vie courante) ;

Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;

Assistance administrative au domicile de personnes âgées de 60 ans au moins, des personnes handicapées ou dépendantes.

- Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

- Zone d'intervention : Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 – Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'AMDPH s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et le Président du Conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 17 octobre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Extrait de décision d'agrément d'une "entreprise solidaire" au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'Association de Développement Local d'insertion sociale et professionnelle de la Communauté de Communes du Lunévillois (ADLIS) – Chemin du Grand Pré – avenue de Gerbéviller – 54300 LUNEVILLE est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Art. 2 : Le secrétaire général et la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale) et au Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (direction du trésor).

Nancy, le 27 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Inspection académique de Meurthe-et-Moselle**Extrait de l'arrêté portant renouvellement du conseil départemental de l'éducation nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - Les arrêtés des 27-11-2003, 07-01-2004, 20-06-2004, 25-11-2004, 24-03-2005, 20-10-2005, 09-12-2005, 16-01-2006, 25-07-2006, 23-10-2006

Art. 2 - Le Conseil Départemental de l'Education Nationale est constitué comme suit :

Membres de droit**Présidents :**

- Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle

Vice-Présidents :

- Monsieur Jean-Pierre MINELLA, Vice-Président du Conseil Général, délégué aux affaires scolaires ;
- Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des services départementaux de l'Education Nationale.

Membres représentant les communes, le département et la Région
(10 membres)

A) Communes :**TITULAIRES**

Mme Nicole FEIDT
Maire de TOUL
M. Alain THIERY
Maire de GELACOURT
Mme Monette CASCINELLI
Maire de MOUTIERS

Au titre de la C.U.G.N.

M. Claude GUILLERME
Maire de LAXOU

SUPPLEANTS

M. Jean-François GRANDBASTIEN
Maire de FROUARD
M. Daniel RINGENBACH
Maire d'AVRIL
M. René BOURGEOIS
Maire de VARANGEVILLE

M. André BAILLY
Maire de JARVILLE-LA-MALGRANGE

B) Département de la Meurthe-et-Moselle :**TITULAIRES**

M. Michel JACQUEL
Conseiller Général
M. Alde HARMAND
Conseiller Général
M. Bernard LECLERC
Conseiller Général
Maire de NOMENY
M. Maurice VILLAUME
Vice-Président du Conseil Général
Maire de DAMELEVIERES
M. Yves WILLER
Conseiller Général
Maire de MONT-SUR-MEURTHE

SUPPLEANTS

M. Louis CAUSERO
Conseiller Général
Mme Michèle PILOT
Vice-Présidente du Conseil Général
M. Michel MARCHAL
Conseiller Général
Maire de BURES
M. Michel MARIUZZO
Conseiller Général
Maire de PIENNES
M. René MANGIN
Vice-Président du Conseil Général

C) Région lorraine :**TITULAIRE**

Mme Claudine BARTHELEMY
Vice-Présidente du Conseil Régional
Déléguée aux lycées

SUPPLEANT

Mme Laurence DEMONET
Vice-Présidente du Conseil Régional
Déléguée à l'Insertion Professionnelle

Membres représentant les personnels titulaires de l'Etat (10 membres)

A) Au titre de la F.S.U. (17 A, rue Laurent Bonnevay - 54100 NANCY)**TITULAIRES**

Mme Marie-Rose CORNU
Professeur des écoles
Ecole maternelle Delaunay
54270 ESSEY-LES-NANCY
M. Didier COLIN
Maître-Ouvrier
LP Schwartz
54340 - POMPEY
M. Vincent BIRCKEL
Professeur des écoles
Ecole élémentaire Maurice Humbert
54200 TOUL
M. Etienne MASSON
Professeur certifié
Lycée Majorelle
54200 TOUL
M. François WEY
Professeur certifié
Lycée Héré
54520 LAXOU

SUPPLEANTS

M. Henri LOSTETTE
Professeur certifié
Collège Saint-Exupéry
54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT
M. Jackie CESARONI
Professeur certifié
L.P. Rue de la Tuilerie
54800 JARNY
M. Denis ROY
Professeur des écoles
Ecole élémentaire d'Heumont
54430 REHON
Mme Christelle MAUSS
Professeur des écoles
Ecole maternelle Bonsecours
54000 NANCY
M. Dominique GERARD
Professeur des écoles
Ecole élémentaire Vautrin
54320 MAXEVILLE

B) Au titre de l'U.N.S.A. Education (L. Bonnevay 54100 NANCY)**TITULAIRES**

M. Claude THIEBAUT
Professeur certifié
Collège de l'Embanie
DOMBASLE-SUR-MEURTHE
M. Jean-Marc DAP
Directeur école élémentaire
Buthegnémont
54000 NANCY
Mme Evelyn VEYS
Professeur des écoles
Ecole élémentaire Jules Renard
54710 FLEVILLE-DEVANT-NANCY

SUPPLEANTS

M. Frédéric NORO
P.E. spécialisé SEGPA
Collège A. Camus
54140 JARVILLE
M. Philippe TURI
Professeur des écoles
Ecole élémentaire Didion-Raugraff
54000 NANCY
M. Gilles RAPIN
P.E.G.C.
Collège J. Franck
54250 CHAMPIGNEULLES

C) Au titre du S.G.E.N. - C.F.D.T. (4, rue des Chanoines - NANCY)**TITULAIRE**

M. Jean-Yves BERNARD
Professeur des écoles
Ecole maternelle A. Vautrin
54320 MAXEVILLE

SUPPLEANT

Mme Isabelle JACQUES
Professeur agrégé
Collège R. Nicklès
54130 DOMMARTEMONT

D) F.N.E.C. - F.P. - F.O. (12, rue Raugraff - NANCY)**TITULAIRE**

M. Bernard MILLOT
Professeur Lycée Profess. J. Prouvé
54000 NANCY

SUPPLEANT

Mme Brigitte KES
Professeur certifié - EREA
54360 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE

Membres représentant les usagers (10 membres)

A) Représentants de parents d'élèves (7 membres)**Au titre de la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves F.C.P.E. (49, rue Isabey - 54000 NANCY)****TITULAIRES**

M. Jajfar GHANBAJA
5, Allée de Champagne
Résidence Ville de France
54500 VANDOEUVRE
M. Frédéric MARCHE
27, rue Principale
PROCHER BRAINVILLE
54800 JARNY
M. Jean-Marie NOTO
54, rue du Chemin Blanc
54000 NANCY
M. Daniel THOMASSIN
43 D, rue du Pavillon
54220 MALZEVILLE
M. Didier JACQUEMIN
40, rue Jean-Jacques Rousseau
54130 SAINT-MAX

SUPPLEANTS

Mme Brigitte CARRIERE
54, rue Carnot
54470 THIAUCOURT-REGNIEVILLE
Mme Corinne SCHILLE
1, Rue Albert 1er
54800 JARNY
Mme Corinne NOTO
54, rue du Chemin Blanc
54000 NANCY
Mme Brigitte DIDOT
13, rue Henri Poulet
54470 THIAUCOURT-REGNIEVILLE
Mme Fabienne PALINIEWICZ
56, rue Joseph Mangin
54000 NANCY

Au titre de la Fédération des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public (F.P.E.E.P.) 17 rue de Reherrey - 54600 VILLERS LES NANCY**TITULAIRES**

M. Jean-François TRASSART
17, rue de Reherrey
54600 VILLERS-LES-NANCY
M. Stéphane CUNAT
1162, rue Gaston Petit
54700 PONT-A-MOUSSON

SUPPLEANTS

Mme Annick PERRUCHAUD
141, rue des Frères Lumière
54710 LUDRES
Mme Sophie MULLER
15, rue des Aulnois
54530 PAGNY-SUR-MOSELLE
B) Représentant des associations complémentaires (1 membre)

TITULAIRE

M. Alain CRONNE
Délégué national région Est
de la Jeunesse au Plein Air
47-49, rue Isabey
54000 NANCY

SUPPLEANT

M. Bertrand MASSON
Responsable du département Politiques
Educatives aux C.E.M.E.A.
23, rue Georges Mouton
B.P. 70046
54303 LUNEVILLE CEDEX

C) Personnalités nommées en raison de leur compétence dans le domaine économique, social, éducatif ou culturel (2 membres)**Personnalité nommée par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle :****TITULAIRE**

M. Jean-Louis CHOIGNOT
Président de la Fédér. des Œuvres
Laïques de Meurthe-et-Moselle
49, rue Isabey
54000 NANCY

SUPPLEANT

M. Michel MOLINET
Secrétaire Général de l'Association
Régionale des Œuvres Educatives
et de Vacances de l'Education Nationale
C.O. n° 13
54035 NANCY CEDEX

Personnalité nommée par Monsieur le Président du Conseil Général :**TITULAIRE**

M. Jean-Paul LACRESSE
Président de l'Union Départementale
des Associations Familiales
38, rue Sainte Catherine
54000 NANCY

SUPPLEANT

Mme Marie-Louise MARION
Présidente Départementale de la
Confédération Syndicale des familles
40, rue Sainte Catherine
54000 NANCY

Membre à titre consultatif

Un délégué Départemental de l'Education Nationale

M. Claude RICHARD
4, Allée des Bégonias
54300 LUNEVILLE

Art. 3 - Conformément aux dispositions du Code de l'Education, la durée du mandat des membres titulaires et suppléants du Conseil Départemental de l'Education Nationale est de 3 ans.

Art. 4 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à chacun des membres.

Nancy, le 4 janvier 2007

Le préfet,
Claude BALAND

Direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports**Extrait de l'arrêté concernant l'agrément des associations sportives locales**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : L'agrément ministériel prévu par la loi susvisée du 16 juillet 1984 modifiée, est accordé aux associations dont les noms suivent, pour la pratique des activités physiques et sportives précisées pour chacune d'entre elles :

54 S 1824	AÏKIDO CLUB MUSSIPONTAIN Centre des Sports Bernard Guy Avenue Guynemer 54700 PONT A MOUSSON	AÏKIDO AAA
54 S 1825	CERCLE DE BILLARD DE CHAMPIGNEULLES Espace Jean Say 6, rue des Ecoles 54250 CHAMPIGNEULLES	BILLARD
54 S 1826	BUBBLE AND TECH DIVE (BAT DIVE) chez Madame DZIEBZIC Sophie 15, rue d'Alembert 54190 VILLERUPT	ETUDES ET DE SPORTS SOUS-MARINS
54 S 1827	PHYSIC'GYM 16, rue du Bas de Semba 54300 LUNEVILLE	FFPEMM
54 S 1828	JEUNESSE SPORTIVE ERROUVILLE chez Monsieur MASTRIFORTI Eugène 2, rue de Hollande 54680 ERROUVILLE	FOOTBALL
54 S 1829	ASSOCIATION DE LA JEUNESSE AUBOUESIENNE Complexe de la Preille Rue de la 9 ^{ème} DIC 54580 AUBOUE	FOOTBALL
54 S 1830	MOTO RAIL DU CHARDON Villa Saint Jean 18, avenue Foch 54000 NANCY	MOTOCYCLISME
54 S 1831	ARCADES MOTO CLUB (A-M-C) 12, route de Frouard 54460 LIVERDUN	MOTOCYCLISME
54 S 1832	OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS DE LANEUVEVILLE DEVANT NANCY Mairie 54410 LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	FNOMS
54 S 1833	M.R.C LONGWY 10, rue Joseph Labbé 54400 LONGWY	SPORT AUTOMOBILE
54 S 1834	TENNIS CLUB AUBOUE Place Albert Lebrun 54580 AUBOUE	TENNIS
54 S 1835	TENNIS CLUB ROSIEROIS (T.C.R.) Mairie 15, rue Gambetta 54110 ROSIERES AUX SALINES	TENNIS
54 S 1836	TRIATHLON DU GRAND VILLERUPT (TGV) chez Monsieur BIANCALANI Ludovic Rue du Petit Bois 54880 THIL	TRIATHLON
54 S 1837	ASSOCIATION SPORTIVE DE L'UNION DEPARTEMENTALE DES SAPEURS POMPIERS DE MEURTHE ET MOSELLE 4, Sentier des grèves – BP 62 54250 CHAMPIGNEULLES	DIVERS SANS COMPETITION
54 S 1838	FOYER RURAL DE FRAIMBOIS 7, rue Grandjacquot 54300 FRAIMBOIS	SPORT EN MILIEU RURAL
54 S 1839	FOYER RURAL DE RAUCOURT Mairie-Ecole Rue des Tilleuls 54610 RAUCOURT	SPORT EN MILIEU RURAL
54 S 1840	SPORT ORIENTATION LUNEVILLE chez Madame Jocelyne LEMERCIER 4, rue du Maréchal Juin 54300 LUNEVILLE	COURSE D'ORIENTATION
54 S 1841	NANCY VOLLEY MAXEVILLE JARVILLE 43, rue du Sergent Blandan 54000 NANCY	VOLLEY BALL
54 S 1842	ASSOCIATION CROABAD chez Monsieur FREBILLOT Frédéric 5, rue du Saint Esprit 54840 GONDREVILLE	BADMINTON
54 S 1843	SAULXURES RANDO 54 Mairie de Saulxures les Nancy 2, rue de Tomblaine 54420 SAULXURES LES NANCY	RANDONNEE PEDESTRE
54 S 1844	ALLIANCE SPORTING CLUB 4, rue des frères Daum 54000 NANCY	FOOTBALL
54 S 1845	AÏKI CLUB D'HEILLECOURT chez M. ALMARCHA Marcelin	

13, rue de Longchamp
54180 HEILLECOURT
F.F. SPORT TRAVAILLISTE

54 S 1846	TENNIS CLUB DE BAYON Mairie 15, rue de la Mairie 54290 BAYON	TENNIS
-----------	---	--------

Art. 2 : L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations dont les noms suivent pour la pratique des activités physiques et sportives, est étendu aux disciplines précisées pour chacune d'entre elles :

54 S 49 du 20 mai 1980	EXTENSION D'AGREMENT Maison des Fêtes et de la Culture 2, rue de l'Etang 54360 BLAINVILLE SUR L'EAU	UFOLEP
54 S 269 du 20 mai 1980	Maison des Jeunes et de la Culture Lorraine 1, rue de Lorraine BP 273 54512 VANDOEUVRE LES NANCY	MONTAGNE ESCALADE

Art. 3 : L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations figurant à cet article pour la pratique des activités sportives est modifié ainsi qu'il suit :

54 S 1695 du 10 septembre 2002	MODIFICATION D'AGREMENT ENTENTE SPORTIVE HOUEMONT ASP VANDOEUVRE	
nouveau titre	FOOTBALL CLUB HOUEMONT (F.C. HOUEMONT) Mairie 2 allée Gaston Lelièvre 54180 HOUEMONT	FOOTBALL

54 S 1183 du 20 octobre 1989	TENNIS CLUB DE FOUG nouveau titre TENNIS BADMINTON CLUB DE FOUG Salle des sports Le Fuvé 54570 FOUG	TENNIS
------------------------------	---	--------

54 S 903 du 07 mars 1986	ASSOCIATION CULTURELLE ET SPORTIVE DES PARENTS D'ELEVES DE MALZEVILLE (ACSPE) nouveau titre MALZEVILLE ASSOCIATION SPORT ET CULTURE 1 rue Paul Bert 54220 MALZEVILLE	AÏKIDO AB – FFEPGV JUDO – UFOLEP
--------------------------	---	-------------------------------------

Art. 4 : L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations figurant à cet article pour la pratique des activités sportives est supprimé :

54 S 1777 du 09 septembre 2005	RETRAIT D'AGREMENTS (Clubs qui ne sont plus affiliés à une fédération) SAPEURS POMPIERS 54 ATHLETISME 4 sentier des Grèves – B.P. 62 54250 CHAMPIGNEULLES	ATHLETISME
54 S 173 du 20 mai 1980	AMICALE DU PERSONNEL DU CHU DE NANCY 53, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 54000 NANCY	FOOTBALL

54 S 928 du 22 décembre 1986	MJC D'ALLAMPS 19, rue du Lieutenant Clerc 54112 ALLAMPS	JUDO
------------------------------	---	------

54 S 1118 du 03 mai 1988	SLUC NANCY JARVILLE VOLLEY BALL Cité des Sports Rue du Sergent Blandan 54000 NANCY	VOLLEY BALL
--------------------------	---	-------------

54 S 1687 du 17 janvier 2002	PUNCH NANCY MAXEVILLE VOLLEY BALL 42 rue de Phalsbourg 54000 NANCY	VOLLEY BALL
------------------------------	--	-------------

54 S 1774 du 04 janvier 2005	ASSOCIATION «EN FORME» 5, rue Saint Michel 54000 NANCY	DIVERS SANS COMPETITION
------------------------------	--	-------------------------------

Art. 5 : Le directeur régional adjoint de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux présidents des associations concernées et qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 11 janvier 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional adjoint de la jeunesse et des sports,
Bernard FUSS

Caisse primaire d'assurance maladie de Nancy

Extrait de l'acte réglementaire relatif à la mise en œuvre de l'application "Infosoins" à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy

Le Directeur de la CPAM de NANCY

DECIDE

Art. 1^{er} : Dans le but de renseigner ses assurés sur l'offre de soins et les tarifs pratiqués, la Caisse de Nancy met en place un traitement informatique permettant l'interrogation des informations administratives et tarifaires concernant les professionnels de santé et les établissements de soins.

Art. 2 : Cette application est destinée aux agents de la CPAM, à la plate forme de service et sera utilisée par les agents de la Caisse en relation avec le public.

En cas de mutualisation des conventions sont signées entre les CPAM concernées et des habilitations d'accès aux fichiers sont données aux agents des Caisses mutualisées.

Art. 3 : Les informations interrogées sont issues du Fichier National des Professionnels de Santé et du fichier des Etablissements.
Les informations concernant les tarifs sont issues des fichiers de remboursement des Caisses.

Pour les Professionnels de Santé les informations sont les suivantes :

- Nom, prénom, numéro,
- Spécialité
- Adresse
- Téléphone, Fax, E-mail
- Activité
- Centre gestionnaire
- Situation conventionnelle
- Option conventionnelle
- Interdiction d'exercice
- Fourchette des tarifs habituellement pratiqués

Pour les Etablissements de soins les informations sont les suivantes :

- Nom, numéro FINESS
- Adresse
- Catégorie
- Type d'établissement

Art. 4 : Le droit d'accès pour les professionnels aux informations enregistrées sur leur compte s'exerce auprès de la Caisse.

Art. 5 : La présente décision sera portée à la connaissance des bénéficiaires de l'assurance maladie par affichage dans les locaux de la CPAM ouverts au public. Les professionnels de santé seront informés par courrier.

Nancy, le 28 novembre 2006

Le directeur,
Henri MOLON

Mutualité sociale agricole

Extrait d'acte réglementaire relatif au Plan Dentaire Institutionnel

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole,

DECIDE

Art. 1^{er} : Il est créé au sein des organismes de Mutualité Sociale Agricole, un traitement automatisé de données à caractère personnel permettant la gestion d'actions de prévention bucco-dentaire pour les ressortissants du régime agricole. Ces actions permettent d'assurer une éducation en santé bucco-dentaire ainsi que la prise en charge par la MSA d'un examen chez un chirurgien-dentiste libéral. La Caisse Centrale assure par ailleurs, l'évaluation de ces actions à partir de données anonymisées.

Art. 2 : Les informations nominatives visées par la présente action sont les suivantes :

1/ Les informations permettant de sélectionner les bénéficiaires : assuré : nom, prénom, adresse, matricule ; bénéficiaire nom, prénom, matricule, date de naissance, sexe

2/ Les informations issues des fiches d'examen et des questionnaires : profession de l'assuré ou du bénéficiaire (exploitant agricole) ; nom, prénom, matricule, adresse de l'assuré et/ou du bénéficiaire, date de naissance du bénéficiaire, numéro du praticien, date d'examen (schémas dentaire (dent cariée, absente, obturée, saine, dent remplacée par une prothèse fixe, un inter de bridge, un implant,), motivation (surveillance antérieure, brossage des dents, prise de fluor pour les enfants)) diagnostic (radiographies, scellement ou non, besoins en soins en informations)) adresse de la Caisse de MSA, nom et numéro de praticien.

Art. 3 : Les destinataires des informations sont d'une part le chirurgien-dentiste conseil de la caisse de Mutualité Sociale Agricole, le chirurgien-dentiste libéral, l'agent comptable et le service administratif de la caisse de MSA chargé des règlements d'honoraires ; et d'autre part, le service prévention de la Caisse Centrale de Mutualité Sociale Agricole sous forme anonymisée.

Art. 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès du Directeur de la Caisse de Mutualité sociale Agricole. Toute personne peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données la concernant

Art. 5 : Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des Caisse départementales et pluri départementales de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Région de l'Île de France.

Bagnolet, le 29 novembre 2006 Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole,
Yves HUMEZ

« Le traitement automatisé mis en œuvre par la Mutualité Sociale Agricole de Lorraine est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire ci-dessus et il est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse pour ce qui le concerne. Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Mutualité Sociale Agricole de Lorraine auprès de son Directeur Général, Monsieur Jean-Marie GERARD ».

Vandœuvre-lès-Nancy, le 19 décembre 2006

Le directeur général,
Jean-Marie GERARD

ARRETE INTERPREFECTORAL

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 09 janvier 2007 (Moselle) et 15 janvier 2007 (Meurthe-et-Moselle) autorisant le retrait de JUSSY (Moselle) du syndicat intercommunal de sauvegarde de la Morte Vigne et de ses environs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la région Lorraine,
préfet de la zone de défense Est,
préfet de la Moselle

ARRETEMENT

Art. 1^{er} : Le retrait de la commune de Jussy (Moselle), du syndicat intercommunal de sauvegarde du site de la Morte Vigne et de ses environs, est autorisé.

Art. 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, les sous-préfets de Briey et de Metz-Campagne, et le président du syndicat intercommunal de sauvegarde du site de la Morte Vigne et de ses environs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle ; il fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,
Marc BURG

Metz, le 09 janvier 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,
Bernard GONZALEZ

AVIS ET COMMUNICATIONS

Service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles

Avis relatif à l'extension de l'avenant n° 73 à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagement ruraux et forestiers et des CUMA du département Meurthe et Moselle.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

envisage de prendre en application des articles L.133.10 et L.133.11 du code du travail, un arrêté tendant à rendre obligatoire pour tous les employeurs et salariés des exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagement ruraux et forestiers et des CUMA du département de Meurthe et Moselle, l'avenant n° 73 à la convention collective du travail du 29 avril 1977, conclu le 5 décembre 2006.

entre :

- La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles,
- Le syndicat professionnel des entrepreneurs de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers de Lorraine,
- La fédération départementale des CUMA de Meurthe et Moselle

d'une part,

et

- L'union départementale des syndicats CGT-FO
- L'union départementale des syndicats CFTC
- L'union départementale des syndicats CFDT
- L'union départementale des syndicats C.G.T
- La confédération française de l'encadrement CFE-CGC

d'autre part.

Cet avenant a pour objet de modifier les salaires à compter du 1^{er} janvier 2007.

Le texte en a été déposé le 21 décembre 2006 au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Meurthe et Moselle.

Les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées, conformément aux dispositions des articles L.133.14 et R.133.2 du code du travail, de faire connaître dans un délai de quinze jours, leurs observations et avis au sujet de l'extension envisagée.

Leurs communications devront être adressées à la préfecture de Meurthe et Moselle - Direction du développement durable et des politiques interministérielles - Bureau du management stratégique des services de l'état et des affaires financières- section coordination de l'action des services de l'état - CO n° 31 - 54038 NANCY CEDEX.

Centre psychothérapique de Nancy

Avis de concours externe sur titres pour le recrutement de neuf ouvriers professionnels spécialisés

En application du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, le C.P.N. à LAXOU organise à partir du 1^{er} janvier 2007 un concours externe sur titres d'ouvriers professionnels spécialisés afin de pourvoir 9 postes :

- 3 postes spécialité blanchisserie
- 2 postes spécialité plomberie
- 2 postes spécialité menuiserie
- 2 postes spécialité restauration

Conditions d'inscription :

Conditions générales :

Peuvent faire acte de candidature les personnes âgées de 45 ans au plus au 1^{er} janvier 2007 et titulaires des titres suivants :

- * 1 CAP ou 1 BEP ou 1 diplôme au moins équivalent

Dispositions particulières :

- La limite d'âge mentionnée ci dessus est reculée dans certaines conditions.

Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures (lettre + CV + copie des diplômes) doivent être adressées à :

Mme le Directeur des Ressources Humaines
Centre Psychothérapique de Nancy
BP 1010 - 54521 LAXOU CEDEX

avant le 15 février 2007, le cachet de la poste faisant foi.

Laxou, le 27 décembre 2007

Le directeur adjoint chargé
des ressources humaines,
I. CAILLIER

Avis de concours externe sur titres pour le recrutement de cinq maîtres ouvriers

En application du décret n°2001-1033 du 8 novembre 2001 modifiant le décret n° 91-45 du 14 janvier 1991, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, le C.P.N. à LAXOU organise à partir du 10 mars 2007 un concours externe sur titres de maîtres ouvriers afin de pourvoir 5 postes :

- 2 postes secteur sécurité
- 1 poste secteur plomberie
- 1 poste secteur blanchisserie
- 1 poste secteur restauration

Conditions d'inscription :**Conditions générales :**

Peuvent faire acte de candidature les personnes âgées de 45 ans au plus au 1^{er} janvier 2007 et titulaires des titres suivants :

- * 2 CAP ou 1 BEP et 1 CAP ou 2 BEP ou de diplômes de niveau au moins équivalent

Dispositions particulières :

- La limite d'âge mentionnée ci-dessus est reculée dans certaines conditions.
- Une dispense de diplôme peut être appliquée dans certaines conditions.

Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures (lettre + CV + copie des diplômes) doivent être adressées à :

Madame le Directeur des Ressources Humaines

Centre Psychothérapique de Nancy

BP 11010

54521 LAXOU CEDEX

avant le 20 mars 2007, le cachet de la poste faisant foi

Laxou, le 29 janvier 2007

Le directeur adjoint chargé

des ressources humaines,

I. CAILLIER

Avis de concours interne sur titres pour le recrutement de cinq maîtres ouvriers

En application du décret n°2001-1033 du 8 novembre 2001 modifiant le décret n° 91-45 du 14 janvier 1991, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, le C.P.N. à LAXOU organise à partir du 10 mars 2007 un concours interne sur titres de maîtres ouvriers afin de pourvoir 5 postes :

- 2 postes secteur voirie environnement
- 1 poste secteur standard
- 2 postes secteur restauration

Conditions d'inscription :**Conditions générales :**

Peuvent faire acte de candidature les ouvriers professionnels qualifiés titulaires des titres suivants :

- * 1 CAP ou 1 BEP ou 1 diplôme au moins équivalent

comptant au moins 2 ans de services effectifs publics

Dispositions particulières :

- Une dispense de diplôme peut être appliquée dans certaines conditions.

Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures (lettre + CV + copie des diplômes) doivent être adressées à :

Madame le Directeur des Ressources Humaines

Centre Psychothérapique de Nancy

BP 11010

54521 LAXOU CEDEX

avant le 20 mars 2007, le cachet de la poste faisant foi

Laxou, le 29 janvier 2007

Le directeur adjoint chargé

des ressources humaines,

I. CAILLIER

Centre hospitalier de Brie**Avis de recrutement sans concours d'un standardiste**

Le Centre Hospitalier de Brie recrute un Standardiste dans les conditions fixées à l'article 13 du Titre II- Dispositions Relatives au recrutement sans concours - du décret n°2004-118 du 6 Février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière et du décret n° 90-839 portant statuts particuliers des personnels administratifs de la Fonction Publique Hospitalière.

Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée.

Les dossiers comportant une lettre de candidature et un curriculum vitae détaillé (incluant les formations suivies et les emplois occupés et en précisant la durée) devront être adressés, au plus tard, deux mois après la date de parution du présent avis au Recueil des Actes Administratifs, par écrit, le cachet de la poste faisant foi à :

Madame la Directrice du Centre Hospitalier de Brie

31 Avenue Albert de Brie

B.P. 99

54 151 BRIEY CEDEX

Brie, le 26 décembre 2006

La directrice,

D. LAMBALLAIS

Avis de recrutement sans concours de quatre agents d'entretien qualifiés

Le Centre Hospitalier de Brie recrute quatre Agents d'Entretien Qualifiés dans les conditions fixées par le décret n°2004-118 du 6 Février 2004 relatif au

recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière et le décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la Fonction Publique Hospitalière.

Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée.

Les postes sont à pourvoir dans les domaines suivants :

- 2 postes dans le secteur « Cuisines »
- 1 poste dans le secteur « Pharmacie »
- 1 poste dans le secteur « Transport »

Les dossiers des candidats comportant une lettre de candidature et un curriculum vitae détaillé (incluant les formations suivies et les emplois occupés et en précisant la durée) devront être adressés, au plus tard, deux mois après la date de parution du présent avis au Recueil des Actes Administratifs, par écrit, le cachet de la poste faisant foi à :

Madame la Directrice du Centre Hospitalier de Brie

31 Avenue Albert de Brie

B.P. 99

54 151 BRIEY CEDEX

Brie, le 26 décembre 2006

La directrice,

D. LAMBALLAIS

Avis de concours sur titres pour le recrutement d'un préparateur en pharmacie hospitalière

Un concours sur titres est ouvert au Centre Hospitalier de Brie (Meurthe et Moselle), en application des articles 3 et 35 du décret n° 89-613 du 1^{er} Septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la fonction publique hospitalière et de l'arrêté du 14 Juin 2002 fixant la composition du jury et les modalités d'organisation du concours sur titres permettant l'accès au corps de préparateurs en pharmacie hospitalière, en vue de pourvoir 1 poste de préparateur en pharmacie hospitalière vacant dans cet établissement.

Peuvent se présenter les candidats titulaires du diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière.

Selon l'arrêté du 14 Juin 2002 susvisé, à l'appui de leur demande d'admission aux concours sur titres, les candidats doivent joindre les pièces suivantes :

- 1° Un justificatif de nationalité ;
- 2° Un extrait de casier judiciaire de moins de trois mois ;
- 3° Les diplômes et certificats dont ils sont titulaires ;
- 4° Le cas échéant, un état signalétique et des services militaires ;
- 5° Un certificat médical délivré par un médecin agréé (liste disponible à la Direction des Ressources Humaines) ;
- 6° Un curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre, indiquant le ou les titres détenus, les diverses fonctions occupées et les périodes d'emploi. Il y sera joint, le cas échéant, les attestations des employeurs successifs, tant dans le secteur public que dans le secteur privé.

Les pièces énumérées aux alinéas 2°, 4°, 5° pourront être fournies après admission définitive aux concours sur titres. Les candidats produiront lors de leur inscription une déclaration sur l'honneur attestant qu'ils remplissent les conditions exigées pour l'inscription aux concours sur titres. Toute fausse déclaration entraînera la radiation de la liste de candidats reçus aux concours sur titres.

Une décision ultérieure fixera la composition du jury, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 14 Juin 2002 susvisé.

Les dossiers de candidatures doivent être adressés par lettre recommandée avec accusé de réception (le cachet de la poste faisant foi) à :

La Direction des Ressources Humaines du Centre Hospitalier de Brie

31 Avenue Albert de Brie

BP 99 - 54 151 BRIEY CEDEX

Brie, le 03 janvier 2007

La directrice,

D. LAMBALLAIS

Avis de concours externe sur titres pour le recrutement de quatre ouvriers professionnels spécialisés – secteur cuisines -

Un concours externe sur titres est ouvert au Centre Hospitalier de Brie situé à Brie (Meurthe et Moselle), en application de l'article 19 du décret n° 91- 45 du 14 Janvier 1991 portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la Fonction Publique Hospitalière, en vue de pourvoir 4 postes d'Ouvriers Professionnels Spécialisés – Secteur Cuisines vacants dans cet établissement.

Peuvent être admis à concourir les candidats titulaires :

- soit d'un certificat d'aptitude professionnelle,
- soit d'un brevet d'études professionnelles,
- soit d'un diplôme au moins équivalent figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé.

Les dossiers de candidatures comprenant les diplômes ou certificats et un curriculum vitae établi sur papier libre doivent être adressés (le cachet de la poste faisant foi) dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs à :

Madame la Directrice du Centre Hospitalier de Brie

31 Avenue Albert de Brie

B.P. 99

54 151 BRIEY CEDEX

Brie, le 30 janvier 2007

La directrice,

D. LAMBALLAIS

Centre hospitalier universitaire de Nancy**Avis d'examen professionnel d'ouvrier professionnel spécialisé**

En application du décret n° 91.45 du 14 janvier 1991 modifié (art. 19.2°), le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un examen professionnel d'ouvrier professionnel spécialisé, afin de pourvoir :

- ↳ 5 postes d'O.P.S. spécialité Sécurité.
- ↳ 5 postes d'O.P.S. spécialité Blanchisserie
- ↳ 4 postes d'O.P.S. spécialité Cuisine
- ↳ 2 postes d'O.P.S. spécialité Service Intérieur
- ↳ 1 poste d'O.P.S. spécialité Magasin.
- ↳ 3 postes d'O.P.S. spécialité Hygiène Hospitalière

① Conditions d'inscription**Conditions générales :**

Peuvent participer à cet examen les fonctionnaires hospitaliers comptant au moins deux ans de services effectifs (à compter de la mise en stage) au 31 décembre 2006, dans les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9.1.1986.

② Composition et nature des épreuves**a) deux épreuves écrites :**

- l'une permettant d'évaluer les connaissances professionnelles et techniques du candidat
- l'autre relative à la pratique professionnelle du candidat (sous forme de cas pratique)

b) une épreuve d'entretien oral.**③ Réception et clôture des inscriptions**

Les demandes d'inscription à cet examen sont à adresser :

Direction des Ressources Humaines C.H.U. de NANCY
Unité de Gestion Prévisionnelle des Emplois
Service des Examens et des Concours - Bureau n° 12
29, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 54035 NANCY

Un délai de 1 mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription à compter de la date de publication de cet avis.

Nancy, le 31 janvier 2007

Pour le directeur général,
La directrice adjointe des ressources humaines,
Anne-Lucie BOULANGER

Centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port**Avis de concours externe sur titres pour le recrutement d'un maître ouvrier dans la fonction de chargé de sécurité**

Un poste de Maître-Ouvrier, chargé de sécurité au Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port est ouvert au concours externe sur titres

I. Conditions d'inscription

- Le concours est ouvert aux titulaires soit de deux CAP, soit d'un BEP et d'un CAP, soit de deux BEP ou de diplômes au moins équivalents ;
- Les candidats doivent remplir les conditions générales d'accès aux emplois de la Fonction Publique hospitalière : nationalité, aptitude physique, jouissance des droits civiques.

II. Réception et clôture des inscriptions

Les demandes d'inscription à ce concours doivent être adressées à :

Madame La Directrice du Centre Hospitalier
3, rue du Jeu de Paume
54210 SAINT NICOLAS DE PORT

accompagnées :

- D'un Curriculum Vitae détaillé établi par le candidat sur papier libre,
- De la copie des diplômes ou certificats demandés,
- De la photocopie de la carte d'identité recto verso et, le cas échéant, un certificat de nationalité,

Cette demande devra être adressée, au choix,

- par lettre recommandée avec Accusé de Réception **ou**
- par courrier valablement déposé au service des Ressources Humaines contre la remise d'une attestation de dépôt.

Date limite d'inscription : Cachet de la poste faisant foi : délai d'un mois à compter de la publication de cet avis au Recueil des Actes Administratifs.
Saint-Nicolas-de-Port, le 28 décembre 2006

La directrice,
N. VAUTRIN

Maison de retraite Saint-François d'Assise de PONT-A-MOUSSON**Avis de recrutement sans concours d'un agent administratif**

La maison de retraite Saint-François d'Assise de Pont-à-Mousson recrute
- un agent administratif.

Ce recrutement s'effectuera en application du décret n° 2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique hospitalière.

Aucune condition de titres ou de diplôme n'est exigée. Les candidats ne doivent pas être âgés de plus de 55 ans au 1^{er} janvier 2007, sans préjudice des dispositions légales au recul des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics. Le dossier de candidature, comprenant une lettre de candidature et un curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés en précisant la durée, est à envoyer à :

Monsieur le Directeur
Maison de Retraite St François d'Assise
69 avenue du Général Leclerc
54700 PONT A MOUSSON

au plus tard deux mois après l'affichage du présent avis en préfecture et sous-préfecture du département de Meurthe et Moselle. Seuls seront convoqués à l'entretien les candidats préalablement retenus par la commission de recrutement.

Pont à Mousson, le 17 janvier 2007

Le directeur,
R. DALLA COSTA

LISTE DES CIRCULAIRES

Service Interministériel de Défense et de Protection Civile

- circulaire du 22 janvier 2007 concernant l'action des maires dans la gestion d'une crise sanitaire majeure de type "pandémie grippale" - volet santé humaine

Direction de la Réglementation et des Libertés Publiques

- Bureau des réglementations
- circulaire du 15 janvier 2007 concernant le calendrier des journées nationales d'appel à la générosité publique pour l'année 2007

Direction du Développement Durable et des Politiques Interministérielles

- Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement
- circulaire du 17 janvier 2007 concernant la 5^e semaine du développement durable : appel à projets

Direction des Relations avec les Collectivités Locales

- Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité
- circulaire ministérielle NOR/MCT/B/06/00074/C du 3 novembre 2006 relative au régime additionnel de retraite de la fonction publique - Déclaration annuelle récapitulative des cotisations
- circulaire du 16 janvier 2007 concernant le barème de la retenue à la source libératoire de l'impôt sur le revenu sur les indemnités de fonction perçues par les élus locaux en 2007
- circulaire du 25 janvier 2007 concernant l'aide à la formation dans le cadre du PACTE, les congés bonifiés, la contribution exceptionnelle de solidarité
- circulaire du 29 janvier 2007 concernant les conditions d'application dans les services des collectivités territoriales et des établissements publics qui en relèvent, de l'interdiction de fumer dans les lieux à usage collectif prévue par le décret n° 2006-1386 du 15 novembre 2006

Direction Départementale de l'Équipement

- circulaire du 15 janvier 2007 concernant la gestion des déchets de chantier
- guide pratique de la Meurthe-et-Moselle

Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

- Service santé-environnement
- circulaire du 10 janvier 2007 d'information relative à la mise en œuvre de la réglementation amiante
- circulaire du 30 janvier 2007 relative à l'information des administrés sur les canalisations en plomb

Les textes complets de ces circulaires peuvent être consultés auprès des services émetteurs.